LIGNE ROUGE

Mensuel

LIGNE ROUGE

LR 10/85 - Numéro Spécial.

Brigades Rouges: Une importante confrontation politique au sein de l'avant-garde révolutionnaire italienne / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.





Edit. Resp.: P. Vandegeerde, BP 1682, Bruxelles 1, Belgique

30 FB - 5 FF

éditorial

La revue Ligne Rouge est un axe de divulgation, de propagande, principalement de groupes/organisations communistes, luttant dans les métropoles impérialistes.

Nous choisissons de consacrer pour la deuxième fois (voir numéro 7), presque tout un numéro aux Brigades Rouges. C'est un choix politique car les Brigades Rouges symbolisent, depuis 15 ans, la lutte armée en Europe sur des bases résolument marxistes-Léninistes. Ils ont réussi en Italie, comme en Belgique les Cellules Communistes Combattantes, à impulser l'idée-force de la stratégie de la lutte armée pour le communisme.
Une idée-force, ce n'est pas un concept que l'on impose, mais une méthode d'analyse qui permet de mieux comprendre les diverses réalités sociales, le moment historique de la confrontation, d'anticiper sur le futur, et à travers et par toutes ces complexités, le choix de la lutte.

Nous entendons souvent dire que les Brigades Rouges n'existent plus, qu'il n'y a plus d'actions, etc.
Nous n'en savons rien; ce dont nous sommes sûrs, c'est que des documents politiques importants des Brigades Rouges paraissent encore et qu'ils suscitent en Italie une importante confrontation politique.

La confrontation entre les Brigades Rouges et le pouvoir, est totale, aucune médiation n'est possible, aussi la lutte apporte-t-elle ses victoires mais aussi ses défaites.
Ces dernières années, des dizaines et des dizaines de camarades sont tombés suite, principalement aux divulgations de repentis et, bien sûr, à la répression policière.
Eu égard à cela, il est clair qu'une réorganisation politique mais aussi militaire est indispensable.
Mais tout ceci prend du temps !
Nous ne pouvons laisser transparaître que le côté politique de cette réorganisation et « Une importante confrontation politique dans l'avant-garde révolutionnaire italienne » en est un des résultats.

Nous demandons, par ailleurs, aux lecteurs de se référer, pour une meilleure compréhension, aux numéros 7 et 15 de Ligne Rouge.

Des Nouvelles du Front un peu spéciales aussi, car consacrées entièrement aux GRAPO (Groupes de Résistance Antifasciste Premier Octobre). Une chronologie explicative de leurs actions qui permet de mieux saisir l'ensemble des facettes du combat de cette Organisation. Il est clair qu'une simple série de dates ne permet pas de comprendre la portée politique de chaque action, c'est pour cela que nous nous sommes toujours efforcés et nous efforcerons encore de publier, dans Ligne Rouge, un maximum de textes politiques de cette Organisation révolutionnaire.

1. Développement de la première position, septembre 84.

«Mais, en même temps, justement, la grande défaite est pour les partis révolutionnaires et pour la classe révolutionnaire une leçon effective et très utile, une leçon de dialectique historique, une leçon qui leur fera comprendre et apprendre l'art de conduire la lutte politique».

Deux années et demi après la défaite de '82, il n'est plus seulement nécessaire, mais aussi possible d'effectuer un bilan autocritique de notre expérience pour relancer une théorie-praxis révolutionnaire, qui, dans le vif du combat a mûri grâce aussi aux erreurs commises. Une impitoyable réflexion sur ces erreurs est requise non seulement à cause de l'ampleur de la défaite mais du fait de la conscience qui en second recours en appel est exclu pour nous parce que cela ne serait rien d'autre que la reproposition grotesque de cette même expérience. Pour cela, pour définir les termes de l'autocritique, nous voulons éviter deux erreurs :

1) Reproposer sous d'autres **formes** la **substance** d'une orientation qui s'est révélée déjà une faillite.

2) Rechercher une orientation correcte sous la forme d'un exercice de style théorique et abstrait, non lié à l'adéquation de la vérification historique. En ce sens, dénicher les erreurs et les vices de raisonnement anti-dialectiques, anti-matérialistes, donc idéalistes, doit être fait avec le maximum de rigueur à partir des principes du M/L et de l'expérience historique théorico-pratique acquise juqu'à maintenant par le marxisme révolutionnaire.

Les Brigades Rouges naissent en Italie après 20 ans de **relative** paix sociale caractérisés par le cycle expansif du capital après la seconde guerre mondiale et par la gestion révisionniste de l'antagonisme prolétarien, menée pour perpétuer une condition de conciliation de sa situation en tant que force politique *«démocratique»* progressivement insérable dans l'éventail des forces de gouvernement. Au delà de purs exposés propagandistes, la *«voie nationale au socialisme»* constitue l'élaboration théorique de la tentative historique du révisionnisme de démanteler une fois pour toutes chaque *«velléité»* de transformation révolutionnaire de la société. La révolution prolétarienne, pour les partis révisionnistes qui avaient rompu avec le marxisme révolutionnaire et amené à la dégénérescence réactionnaire les contradictions de la politique des *«deux étapes»* de la IIe Internationale, non seulement n'était plus possible, mais même plus nécessaire. Les réflexions *«pointues»* de Berlinguer au lendemain du coup d'Etat au Chili et l'accélération de la politique d'alliance avec la DC, sont les dignes produits de la rupture opérée par le PCI sous la direction de Togliatti par laquelle commence un processus de déprolétarisation de ce parti qui constitue la base matérielle de toute la maturation et de l'alignement en termes philo-occidentaux et sociaux-démocrates successifs..

A la fin des années '60, on vit une situation politico-sociale de transformation profonde, une composition de classe radicalement changée, un bien être relatif, une stratification notable de classe. Mais on assiste aussi à la coagulation de différentes contradictions ; un scenario international violemment agité par des conflits locaux qui assumaient le caractère de libération nationale anti-impérialiste, la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine avec la *«révolution culturelle»*, la recherche conflictuelle d'un nouvel équilibre dans la répartition du monde entre les deux principaux blocs impérialistes et l'entrée en crise de la *«coexistence pacifique»*, la fin de la vague d'expansion du cycle capitaliste, la conjugaison d'une vague d'antagonisme ouvrier et prolétarien dans les métropoles occidentales avec des conflits préexistant qui caractérisaient le rapport difficile entre le centre impérialiste et la périphérie. Dans le camp capitaliste un modèle de développement commence à entrer en crise et s'ouvre une conjoncture favorable à la lutte de classe aux caractéristiques anti-capitalistes desquelles s'ajoute un profond *«sentiment»* anti-américain, suscité surtout par l'héroïque guerre de Libération du Vietnam.

Dans notre pays, l'extension, la maturité, la durée et le caractère fortement prolétarien exprimé dans ce cycle de luttes, constituent la condition de la constitution d'un ample mouvement révolutionnaire. La substance politique de la mobilisation du front prolétaire dans ces années-là avait affirmé la profonde conscience de la critique du mode de production capitaliste et du révisionnisme, en donnant une preuve concrète de la capacité réaffirmée d'une expression d'authentique autonomie de classe. Parmi les avant-gardes les plus conscientes, le débat tourne autour de la question de l'organisation révolutionnaire et d'une théorie-praxis de la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes. l'anti-parlementarisme en constitue le dénominateur commun, le marxisme-léninisme révolutionnaire le discriminant de base.

Dans cette situation, les Brigades Rouges accomplissent la rupture historique effective tant avec le pacifisme, qu'avec le velléitarisme des petits groupes, ainsi qu'avec le *«emmellisme»* impuissant en mettant en pratique la substance de l'alternative prolétarienne révolutionnaire au système politique bourgeois des partis sur le plan du marxisme-léninisme, malgré les limites évidentes d'une expérience nouveau-née. Et elles le font par la proposition stratégique de la Lutte Armée pour le communisme comme unique condition pour faire une politique révolutionnaire à cette époque historique et donner une perspective et un débouché à la lutte des masses.

Les Brigades Rouges proposent enfin un développement du processus révolutionnaire prolétarien nécessairement original, étant donné qu'elles pensent possible et nécessaire, dans une situation non révolutionnaire de commencer un processus de *«guerre de longue durée»* caractérisée par la Lutte Armée sous la forme de la guérilla métropolitaine, C'est-à-dire, les Brigades Rouges n'ont pas seulement rompu avec la conception insurrectionnelle de la troisième internationale, mais il est impossible en tout cas de reproposer un travail préalable d'accumulation de conscience et d'organisation révolutionnaire pour l'employer ensuite aussi en termes militaires dans une période restreinte de temps.

La Lutte Armée est conçue comme une stratégie révolutionnaire car c'est la seule qui donne la possibilité d'avancer sur le terrain révolutionnaire, de pouvoir exploiter les contradictions qu'elle ouvre dans l'Etat, l'obligeant à perdre toute apparence de neutralité et à matérialiser sa nature de classe, à rompre le jeu paralysant (pour le prolétariat) de la balançoire repression-réformes, fonctionnel au renforcement du pouvoir de la bourgeoisie. L'action politico-militaire des communistes ouvre la phase révolutionnaire à partir d'un projet adressé initialement aux avant-gardes en dialectique étroite avec les contenus de pouvoir exprimés par les luttes objectivement et par les secteurs les plus avancés de la classe, subjectivement aussi pour en représenter les intérêts généraux et donner une perspective concrète à l'intérêt historique de l'alternative révolutionnaire de pouvoir. En ce sens-là, les Brigades Rouges appliquent un des présupposés fondamentaux du marxisme révolutionnaire en étant conscientes que *«... le progrès révolutionnaire ne se fraya point un chemin avec ses conquêtes immédiates tragi-comiques, mais au contraire en faisant surgir une contre-révolution puissante et aigüe, en révélant un adversaire, et c'est seulement en luttant contre lui que le parti de l'insurrection atteint la maturité d'un vrai parti révolutionnaire».*

Le problème central pour des marxistes n'est donc pas la propagande autour du caractère bourgeois et de classe de l'Etat, mais celui de se donner des outils sur les plans théorique, organisationnel et militaire, pour diriger l'affrontement avec l'ennemi de classe, dans des conditions favorables afin que cet affrontement

puisse être initié et soutenu. C'est-à-dire qu'il y a un niveau tel de lutte de classe qu'il engendre des avant-gardes communistes et révolutionnaires organisées, lesquelles sont prêtes à agir comme des révolutionnaires professionnels, comme des détachements d'avant-garde du prolétariat. Pour ce que nous pouvons constater à partir de notre propre expérience, l'extension et l'enracinement de la Lutte Armée pour le Communisme sont déterminés par le niveau de conscience total exprimé par le Prolétariat Métropolitain qui rend possible et soutien une force révolutionnaire clandestine, qui pratique le combat contre l'Etat. Et ceci, aussi bien en présence qu'en absence de puissants mouvements de masse, parce qu'une stratégie révolutionnaire trouve sa légitimité non comme prolongement naturel de la lutte spontanée, mais comme solution théorique pratique à la question du pouvoir, comme sédimentation organisative du niveau de conscience de classe qui vise à la transformation révolutionnaire de l'Etat présent des choses. Il est clair que c'est un processus qui se développe selon des étapes précises, qui déterminent les tâches conjoncturelles des communistes dans la poursuite du premier objectif du processus révolutionnaire : la conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat. En ce sens-là, le degré d'incidence des agissements du parti dans la dynamique du conflit de classe, vit dans des conditions objectives et subjectives auxquelles on ne peut échapper sous peine de tomber dans le bourbier du subjectivisme et, donc, dans la défaite.

Donc, il est nécessaire d'éclaircir, que les Brigades Rouges ne conçoivent pas la Lutte Armée comme l' *«usage des armes»* en termes de propagande ou comme l'instrument politique pour l'éducation des masses au regard de la nécessité de la révolution violente, comme instrument plus efficace que d'autres car il n'est pas possible de l'ignorer, que ce soit du côté de l'Etat, ou du côté du prolétariat. Et cela, parce que si l'on pense à un affrontement militaire concentré dans le temps dans des conditions exceptionnelles, commencer à combattre n'a aucune légitimité ni aucune valeur politique si ces conditions ne sont pas présentes. Il faut que ce soit clair : on n'est pas en train de parler ici de la forme que la révolution prolétarienne prend dans la conjoncture *«finale»* de l'affrontement, mais de la stratégie politico-militaire qui peut permettre de conquérir des rapports de force généraux et favorables en mesure de mettre le prolétariat révolutionnaire en position de domination par rapport à la bourgeoisie et à l'Etat. L'offensive finale, on peut le présumer, est nécessairement concentrée dans le temps, parce que celle-ci peut être lancée seulement dans des conditions de faiblesse particulièrement aigües et de crise économique, politique et militaire de l'Etat, ainsi que dans une conjoncture internationale favorable. Et tout ceci ne se présente certainement pas tous les jours.

Mais si la Lutte Armée acquiert la valeur d'instrument de propagande, nous pouvons dire, ou qu'elle doit être pratiquée exclusivement comme *«légitime défense»* dans des conditions très particulières, ou qu'il faut croire possible d'attaquer l'Etat, en faisant semblant de ne pas l'attaquer, en évitant *«fourbement»* chaque respect des lois qu'a une guerre, aussi *«particulière»* soit-elle. Parce que si on pense que la conquête du pouvoir politique peut arriver dans une version, même mise à jour de l'insurrection, on ne tient pas compte des conditions changées qui la rendent aujourd'hui improposable. Et cela pour une série de motifs :

a) Le système démocratique bourgeois arrivé à un niveau mûr de consolidation (forme institutionnelle adéquate à l'extension et à la pénétration atteinte par le Mode de Production Capitaliste au niveau social et mondial), est en mesure d'absorber les poussées les plus antagonistes de la lutte de classe dans un circuit complexe et sophistiqué de médiations politico-économiques et militaires dont découle la capacité de la classe au pouvoir à *«institutionaliser»* le conflit de classe, même si c'est à travers les fractures et les soubresauts d'un équilibre toujours précaires.

b) La contre-révolution préventive comme politique constante, comme donnée structurelle tend à empêcher chaque convergence entre les intérêts prolétariens et le projet révolutionnaire. On ne peut la matérialiser simplement dans les agissements de la magistrature, dans la répression policière, mais c'est la capacité, de la part de l'Etat, de doser la médiation et l'anéantissement, en détruisant dès la naissance sous la forme politico-idéologico-militaire, la légitimité même de la révolution prolétarienne.

c) L'intégration dans la chaîne impérialiste à laquelle notre pays est relié à tous les niveaux, même dans les autonomies et les intérêts réciproques qui la rendent toujours contradictoire et toujours à la recherche de nouveaux équilibres, et le caractère même de l'impérialisme qui considère comme vital pour sa survie, chaque côté du monde. Cette intégration, par les caractéristiques structurelles du stade atteint par le capital monopoliste multinational, fait que chaque Etat-membre en matérialise les intérêts communs ou, mieux, insère les siens à l'intérieur du renforcement de toute la chaîne ; et les intérêts de la défense commune contre le prolétariat et contre les pays dépendants ne sont pas les moindres.

Ces caractéristiques font que le problème principal n'est pas tellement celui de propager dans les masses le caractère classiste de la société et de les éduquer à la nécessité de la révolution violente, mais celui de démontrer la validité et la possibilité d'un projet révolutionnaire qui vise à une alternative de pouvoir, mettant au centre les intérêts du PM et du prolétariat international. Et ceci, principalement, parce que malgré l'utilisation de la médiation politique, du relatif bien-être et du caractère démocratique des libertés constitutionnelles, les contre-attaques de l'Etat visent de toutes façons à l'anéantissement de toute tentative prolétaire de transformer la lutte de masse en mouvement révolutionnaire pour le pouvoir.

Penser que ces conditions puissent se créer tout d'un coup, sans un affrontement prolongé dans le temps avec l'Etat, marqué par une dynamique *«de bonds»* par rapport au changement des conditions subjectives et objectives, signifie que l'on croit possible que la bourgeoisie puisse vivre ensemble avec une pratique d'avant-garde sur le terrain de la lutte politique révolutionnaire, qui influe toujours plus profondément sur la dynamique de l'affrontement entre les classes et sans que les fractures produites par cet état de choses ne contraignent l'Etat à attaquer de façon directe toutes ces luttes et ces organismes élaborés par la classe, volontairement ou non, consciemment ou pas, du moment qu'elles sont authentiquement fondées sur les intérêts prolétariens, trouvent dans la politique révolutionnaire des communistes la seule et l'unique direction et la seule perspective. Et alors si le combat des communistes n'assume pas la fonction de stratégie politique pour le processus révolutionnaire du prolétariat, les luttes et les mobilisations spontanées ne peuvent que reculer et subir l'inévitable contre-attaque ennemie, privées de la direction et des objectifs nécessaires. Et cela, la classe l'a déjà expérimenté toutes les fois qu'elle a connu le vrai visage de la dictature démocratique de la bourgeoisie, sous la forme des prisons, des bombes terroristes de l'Etat, de la répression violente des manifestations de rue, des licenciements politiques de masse, du démantèlement total des structures organisées *«d'opposition»*. Toutes ces choses ont servi à sanctionner dans la pratique les règles du jeu par lequel les intérêts de l'Etat démocratique et les conquêtes et les *«valeurs»* de la civilisation occidentale, sont la base d'un pacte social qui ne peut pas être mis en discussion pas plus que la légitimité du pouvoir de la bourgeoisie. Et cela n'a pas été déterminé par une sorte de pression idéologique imposée par l'Etat et les révisionnistes qui ont rendu le prolétariat indisponible à la compréhension et à l'acceptation d'un niveau d'affrontement *«qui va jusqu'au bout»*, pour lequel il suffit de propager la nécessité de libérer les forces prolétariennes contraintes et forcées par la bourgeoisie et le révisionnisme. Mais il faut démontrer que dans l'aggravation de la crise économique et politique de la bourgeoisie, il existe une alternative révolutionnaire et prolétarienne à la crise de l'impérialisme qui peut transformer les projets anti-prolétaires et bellicistes des ennemis de classe en processus révolutionnaire pour la destruction de l'Etat et la conquête du pouvoir politique. L'état de pacification que la bourgeoisie s'est assuré dans les pays les plus forts de la chaîne, c'est la démonstration la plus claire de comment la solution des vagues antagonistes et des cycles de lutte, même violents sur le terrain économique, puisse être possible dans un cadre de comptabilité avec les exigences capitalistes et les intérêts bourgeois. Et cela malgré les faits concrets qui nous démontrent quel futur l'impérialisme offre au prolétariat international : une nouvelle guerre mondiale. Dans le cadre de la Lutte Armée pour le communisme n'est pas l'instrument de propagande pour ensuite pouvoire fait la Lutte Armée, ce n'est pas la dernière forme de lutte propre à la phase finale de l'affrontement nécessairement prolongé avec l'appareil d'Etat bourgeois.

En cela, la Lutte Armée pratiquée par les Brigades Rouges se place à l'intérieur de l'expérience du prolétariat international et surtout du marxisme révolutionnaire qui, avec l'évolution des formes d'oppression de l'Etat et de l'impérialisme, a trouvé et trouve à l'intérieur de l'affrontement de classe les hypothèses révolutionnaires les plus adaptées pour la poursuite de ses propres objectifs.

A ce point du débat, il est nécessaire de s'attaquer à un nœud central pour le futur de notre Organisation. De plusieurs côtés, on nous invite à une réflexion critique, au sujet de la conception de la *«guerre de longue durée»* que l'Organisation a assumée au moment de sa constitution, c'est-à-dire qu'il faut rechercher la substance des erreurs successives dans l'orientation initiale consistant à se proposer comme Parti Communiste Combattant, qui fonde sur la Lutte Armée une stratégie pour organiser le prolétariat révolutionnaire contre l'Etat. On dit que la guerilla est improposable dans un pays du centre impérialiste et que la Lutte Armée est un des instruments que le Parti Communiste Combattant utilise pour élever les masses à la nécessité de l'affrontement militaire avec l'Etat dans des conditions exceptionnelles. Cela pendant que dans les pays les plus arriérés le conditionnement objectif des crises profondes telles qu'une guerre impérialiste est encore moins nécessaire, vu les conditions de misère diffuse auxquelles les classes subordonnées sont contraintes, dans chaque cas. A part le schématisme trop facile à travers lequel l'histoire de l'affrontement révolutionnaire est lu (on peut citer par exemple : la conquête du pouvoir politique en Chine est arrivée en '49 — c'est-à-dire dans l'immédiat après-guerre — et Mao a souligné et quantifié les résultats de la *«stupidité»* de la bourgeoisie impérialiste qui aide objectivement avec ses guerres mondiales les ruptures révolutionnaires où se créent les conditions), il faut plutôt concentrer l'attention et la critique sur les con-

ceptions idéalistes qui ont dominé dans notre expérience.

Toutes les expériences révolutionnaires basées sur le marxisme-léninisme conçoivent le problème de l'organisation de l'avant-garde comme condition incontournable pour tout discours en vue de diriger des millions de personnes. Et tout cela, aussi bien dans les pays industrialisés à forte composition ouvrière que dans les pays en voie de développement. Toutes les expériences révolutionnaires se révèlent possibles parce que les conditions de l'affrontement produisent des avant-gardes révolutionnaires qui agissent comme détachement de l'avant-garde et comme représentants de l'intérêt général du prolétariat dans le rapport classe/état. Et non parce que la lutte théorique des communistes libère des avant-gardes anti-révisionnistes. Toutes les expériences révolutionnaires se sont trouvées en face d'un moment dont la résolution positive au moins amène le succès même du processus révolutionnaire. Ce passage représente le saut délicat de propagandistes d'une nécessité historique (la révolution prolétarienne) à celui de dirigeants du processus révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat. Pour nous c'est le passage de la propagande armée à la constitution d'un parti révolutionnaire, sur la base d'une stratégie et d'une tactique adéquates, proportionnées à la transformation de la lutte de pouvoir exprimée par les niveaux les plus avancés des luttes, en lutte révolutionnaire pour le pouvoir. C'est-à-dire c'est le passage de la lutte politique contre le gouvernement à la participation consciente du prolétariat à la lutte révolutionnaire contre l'Etat, pour son renversement.

Comme dit Lénine, le devoir de la construction du parti «*... il nous est imposé par le mouvement, parce que la lutte spontanée du prolétariat deviendra une vraie "lutte de classe" seulement quand elle sera dirigée par une forte organisation des révolutionnaires*».

Au début des années '70, il n'y avait certainement pas de conditions objectives et subjectives pour la conquête prolétarienne du pouvoir politique. Cependant existaient les conditions pour ouvrir la phase révolutionnaire dans notre pays, laquelle était matérialisée par les avant-gardes communistes et révolutionnaires et légitimée historiquement et politiquement par la nature de l'antagonisme de classe et de la domination de la bourgeoisie. Les réponses de l'Etat à la maturité et au «*danger*» exprimés par ce cycle de luttes, préparaient encore une fois une très dure réponse de l'Etat en termes de répression et de réformes pour décapiter le mouvement et reconquérir des rapports de force différents. Les Brigades Rouges lancent au prolétariat une proposition : ou accepter l'affrontement imposé par les nouvelles conditions nées dans cette conjoncture particulière, ou subir l'inévitable massacre politico-militaire de la contre-attaque bourgeoise. C'est-à-dire se donner les outils nécessaires pour consolider l'offensive prolétarienne et les rapports de force détenues dans une perspective certaine d'affrontement le plus avancé. A ce point-là, il faut se demander si nous devons ou non considérer qu'elle a été une stratégie politico-militaire qui a donné une réponse et une perspective à l'affrontement de classe dans notre pays ; qui a contribué «*au maintien*» du front prolétarien devant les attaques terroristes de l'Etat ; qui a mis l'Etat sur la défensive en entravant ses projets de pacification forcée sur le dos du prolétariat plus ou moins toujours heureusement ; qui a obtenu beaucoup de victoires lesquelles ont contraint l'Etat démocratique au recours à la torture et aux innombrables «*mesures d'exception*» contre la classe et, de façon particulière, contre les avant-gardes. Ces faits sont indéniables et seul une amnésie imprévue grave peut imputer l'ampleur de la défaite au fait de s'être fait reconnaître dans la théorie et dans la pratique comme l'unique organisation capable de donner une solution et une perspective au processus révolutionnaire dans notre pays, selon une stratégie politico-militaire non encore aujourd'hui dépassée par d'autres. Parce que, sur un point il faut être très clairs : en Italie, ce n'est pas la Lutte Armée pour le Communisme qui a été défaite, mais ses conceptions idéalistes et «*immédiatistes*» qui ont prévalu dans le mouvement révolutionnaire et dans les Brigades Rouges mêmes.

Une donnée supplémentaire de la thèse de l'inconsistance de notre proposition stratégique est représentée, selon quelques camarades par l'attitude insuffisante ou inexistante de beaucoup de ex-révolutionnaires qui ont renié leurs pratiques au premier souffle de vent contraire. Le poids des conceptions idéalistes et antimarxistes qu'il y a eu dans la contribution à la faillite du projet révolutionnaire est indéniable, d'autant plus que même les plus grands défenseurs des théories ultra-révolutionnaires sont en train de démontrer aujourd'hui leur position réelle aux côtés de la bourgeoisie et contre le prolétariat. En plus, il ne faut pas sous-évaluer la faiblesse de l'organisation dans la bataille théorique contre les idéologies petites-bourgeoises présentes dans le mouvement révolutionnaire et à l'intérieur d'elle-même. Mais tout cela ne doit pas nous amener à des considérations liquidationnistes du type : tout ce qui s'est exprimé ne doit plus se reproduire, une mobilisation d'une pareille portée sur une stratégie politico-militaire, c'est une erreur et il faut la combattre. On n'attaque pas les erreurs de cette manière, on n'isole pas les propositions erronées qui, **dans la pratique** sont vaincues et démasquées mais on liquide la substance même de la stratégie de la Lutte Armée. En outre on oublie que de pareils revers, face à de pareilles erreurs, sont une constante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, auxquelles il est possible et il doit seulement être apporté un remède, sans l'exorciser commodément en se mettant à l'abri du purisme et de l'orthodoxie. Et cela parce que l'économisme, l'ouvriérisme, le terrorisme, l'idéalisme, ne naissent pas par enchantement, pour déranger l'affirmation d'une ligne prolétarienne et révolutionnaire correcte déjà donnée, mais trouvent leur légitimité et leur consensus dans le parcours non linéaire du processus révolutionnaire, même si la pratique se charge de façon ponctuelle de démontrer son caractère petit-bourgeois et contre-révolutionnaire. Ce sont vraiment ces moments-là qui permettent plus que les autres l'affirmation d'une ligne prolétarienne, laquelle se forge dans la lutte contre les idées erronées présentes autant dans le prolétariat que dans les organisations révolutionnaires. Et cette lutte est caractérisée par la contradiction entre l'unité des contraires et non entre les conceptions qui s'excluent entre elles parce qu'elles appartiennent à des mondes complètement séparés. Tout cela ne veut pas dire qu'il faut laisser dégarnis le champ de la théorie parce que nous savons déjà qu'en agissant ainsi, il ne pourra qu'être occupé par la bourgeoisie. Au contraire cela signifie que l'adéquation d'une orientation stratégique et de la construction même des cadres du parti, ne peut pas être mesurée en termes de pureté théorique abstraite, mais sur la fermeté des principes marxistes-léninistes vérifiés et vérifiables dans la pratique concrète du processus révolutionnaire, dans la compréhension et la capacité d'application du critère prolétarien et révolutionnaire de **critique-autocritique-transformation**. En ce sens-là, l'éclectisme et le dogmatisme sont des conceptions toutes les deux incapables de tirer leçon des erreurs, donc inexorablement voués à la défaite.

La conception léniniste du rôle du parti ne doit pas être confondue avec la pratique politique ou avec le «*modèle*» adopté par le parti bolchévique pour la conquête du pouvoir politique en '17. Lénine même a été capable de synthétiser seulement après la révolution les enseignements théorico-pratiques de l'agir révolutionnaire, en particulier les rapports Masses/Parti/Masses, en soulignant les erreurs, les retraites et les contre-offensives. Cependant le processus révolutionnaire n'est pas aussi aveugle et n'est pas le fruit d'improvisations, mais trouve dans marxisme-léninisme et dans l'expérience du prolétariat international son guide irremplaçable. En plus il faut comprendre que les aspects concrets et historiques de l'expérience bolchévique (travail dans les syndicats, participation aux parlements bourgeois, etc.) non seulement ne constituent pas une théorie révolutionnaire, mais sont complètement secondaires par rapport aux conceptions fondamentales et toujours valides, qui ont fait du parti bolchévique la direction du processus révolutionnaire en Russie : c'est-à-dire, le travail de l'organisation révolutionnaire de classe contre l'Etat et la conception véritablement internationaliste de la révolution prolétarienne. Se dire léninistes signifie comprendre jusqu'au bout la substance de la critique révolutionnaire de l'économisme et du culte de la spontanéité ; signifie l'application des principes du marxisme révolutionnaire selon une analyse matérialiste de la situation concrète ; signifie «*... subordonner la lutte pour les réformes à la lutte pour la liberté et le socialisme, comme la partie est subordonnée au tout*».

En ce sens, refuser la conception des «*deux étapes*» (déviation révisionniste) pour soutenir la possibilité de pratiquer une conception originale de l'insurrection, continue à ne pas répondre aux problèmes posés par ce débat et par les raisons qui à leur constitution, ont amené les Brigades Rouges à concevoir la Lutte Armée comme **nécessaire** au développement de la révolution prolétarienne, à ce stade de la lutte de classe et de la politique d'oppression de la bourgeoisie. Il faut aussi dire que la rigueur des principes si elle n'est pas mesurée dans l'expérience concrète de l'affrontement de classe, n'a pas sauvé et ne sauve pas toute l'expérience du «*marxisme-léninisme*» qui se révèle éternellement exact car comptant très peu dans le conflit révolutionnaire, n'est jamais obligé de se confronter avec le conflit même, et, ainsi, s'assure une survie aux marges de la lutte de classes, en reproposant d'une façont ennuyeuse ses «*éternelles vérités*» et, de fait, en restant toujours à l'extérieur et contre les problèmes les plus épineux que la révolution prolétarienne a posé et pose.

L'histoire et l'expérience de ce siècle de révolutions prolétariennes et de guerres de libération nationale, ont éclairé le caractère général que le conflit révolutionnaire a assumé par rapport aux formes de domination de l'Etat et de l'impérialisme. Ce caractère est synthétisable dans la conception de la guerre révolutionnaire nécessairement prolongée, de longue durée, contre l'Etat. Les lois et les formes de cette guerre, dépendent strictement des caractéristiques socio-politiques-économiques des différentes FES ainsi que de la forme de l'Etat. En fait le raisonnement est très différent, selon que l'on se trouve dans un pays du centre impérialiste à démocratie parlementaire ou dans un pays du tiers-monde. A l'intérieur même des pays impérialistes, le développement inégal du mode de production capitaliste détermine des conditions différentes de caractère objectif. Et tout cela n'est rien d'autre que la preuve historique de la validité de la conception léniniste des maillons faibles de la chaîne impérialiste. Sur ces points seulement il est possible de penser de façon matérialiste que se créent les conditions objectives et subjectives **les plus favorables** à la révolution. Notre pays est sans doute un de ceux-là.

En termes généraux, on doit affirmer que la guerre révolutionnaire de classe se différencie de celle de conquête, par les finalités sociales qu'elle poursuit et par le caractère prolétarien qu'elle prend. C'est donc, toujours et malgré tout une guerre qui est dominée de façon très forte par la politique révolutionnaire parce qu'elle vise à la conquête de ses objectifs à travers la participation consciente du prolétariat révolutionnaire organisé à l'affrontement avec l'Etat. Ce rapport de guerre vit en plaçant la politique au premier rang (même si c'est avec des lois différentes dans les différentes phases du conflit) soit dans la phase de la conquête du pouvoir politique, soit dans celle de la dictature du prolétariat et du renversement successif de la société jusqu'au communisme. Le passage de la phase initiale de la guerre de classe, conduite par les avant-gardes, à celle du développement de la guerre de classe menée par les masses organisées et guidées par le Parti, n'est pas schématisable dans un passage soudain où on passe d'actions de propagande armée à la destruction des forces ennemies dans une hypothétique *«heure X»* où se concentrent de façon critique toutes les contradictions du système de pouvoir de la bourgeoisie. La guerre de classe n'est pas un processus d'accumulation linéaire de forces et d'organisation, jusqu'au moment où l'on peut décider de lancer la dernière attaque. Ses étapes sont marquées par des conditions objectives (avant tout par l'aggravation de la crise économique et politique de la bourgeoisie) et subjectives (la constitution d'un Parti révolutionnaire lequel sache diriger et favoriser la transformation du mouvement antagoniste de la classe en mouvement révolutionnaire contre l'Etat). Ceci signifie : capacité d'élaboration de stratégie et de tactique adéquates à soutenir des communistes à proposer à la classe des alternatives claires et praticables.

La constitution d'un mouvement révolutionnaire ne coïncide pas avec la conquête de tout le prolétariat aux raisons de la guerre de classe. Ceci, à la limite, est l'objectif de la phase de la dictature du prolétariat et de la consolidation de l'Etat prolétarien dans la participation des masses, de tout le prolétariat, à la continuation de la lutte de classe. Et tout ceci parce que le mouvement prolétarien ne se présente pas comme un tout, mais comme un résultat de différents niveaux de conscience, lesquels ne doivent pas être uniformisés l'un sur l'autre, ni substitués les uns avec les autres. Le critère général est qu'un Parti doit avoir une profonde influence dans les dynamiques de la lutte de classe, donc à l'intérieur de tout le prolétariat, mais en n'en représentant l'élément conscient et organisé, ne réduit pas ses propositions à la moyenne du niveau atteint par les *«masses en lutte»*, MAIS POSE LE NIVEAU LE PLUS MUR COMME BASE REELLE SUR LAQUELLE LE DEVELOPPEMENT DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE EST NECESSAIRE ET POSSIBLE. C'est-à-dire procède de telle manière que *«... la masse ouvrière n'avance pas seulement des revendications concrètes mais produit même des révolutionnaires professionnels en un nombre toujours plus grand ...»*. Et cela parce que la conscience de la nécessité de la révolution surgit **à côté** et non **par** les luttes des masses, comme son prolongement naturel en tout subordonné aux conditions objectives ; c'est-à-dire se construit à partir d'une dialectique précise entre l'activité d'avant-garde et le mouvement spontané ; se construit comme bond dialectique lequel ne trouve pas dans le même moment des millions de prolétaires disponibles.

D'un autre côté, l'existence de franges, de couches révolutionnaires de la classe vont être pris en considération selon la réelle incidence qu'ils ont dans le conflit de classe plus général. Et tout ceci dépend de la capacité du Parti de diriger ce processus **non pas à partir d'un point quelconque** de la réalité de classe, mais à partir des nœuds politiques principaux entre classe et Etat. Et tout cela parce que seulement ceux-ci peuvent synthétiser le niveau le plus mûr du conflit et la perspective de pouvoir des différentes situations des luttes prolétariennes, à l'intérieur duquel l'intérêt général se trouve être l'intérêt de chaque secteur de classe particulier. En dehors de cette optique existe seulement le caractère minoritaire et l'extériorité politique des avant-gardes de classe, outre à la confusion logique entre niveau le plus élevé de lutte, entre avant-garde et Etat, avec le rapport de force réel et concret entre les classes. Les étapes dont la guerre révolutionnaire dans les métropoles est ponctuée, dépendent donc de l'ensemble des nécessités politiques déterminées par la dynamique : activité d'avant-garde/lutte de masse/contre-révolution de l'Etat, et non pas par la possible *«puissance de feu»* exerçable par les avant-gardes et par la violence exercée par les masses. Et cela parce que la Lutte Armée n'est pas un instrument, c'est la nécessité de la poursuite des objectifs généraux pour toute la classe, laquelle *«calibre»* et régularise l'activité combattante. Et ceci est encore plus vrai dans les pays impérialistes, à cause des caractéristiques structurelles dans lesquelles le conflit de classe s'exprime. Cependant il faut dire que même dans des situations de guerre ouverte et de déploiement les lois militaires, même en prenant une importance décisive, sont toujours réglées par la stratégie politico-militaire d'un Parti révolutionnaire qui élabore programmes et objectifs.

De ce point de vue, le débat doit porter sur les erreurs que la Lutte Armée pour le Communisme a commis, qui l'ont empêchée de comprendre les caractéristiques structurelles de son agir, la connotation tactique sur laquelle centrer les programmes : parce que la seule chose inéluctable est le fait que assumer le terrain de la guerre, comme terrain stratégique, ne peut pas de façon absolue être renvoyé au moment où *«les masses seront prêtes»* parce qu'il est clair qu'elles ne le seront jamais. Une autre caractéristique liée à la guerre de classe dans les pays impérialistes, c'est qu'elle vit et se développe au cœur de la domination bourgeoise, c'est-à-dire dans les métropoles. Elle ne se valorise donc pas par des parcours politico-militaires d'encerclement du pouvoir ennemi à partir d' *«arrière-gardes»* dont elle part pour mener des attaques et ensuite reculer, jusqu'à l'attaque finale. C'est-à-dire, dans les métropoles ne sont pas possibles des *«bases rouges»*, des territoires libérés où les Forces Révolutionnaires exercent, en conditions de rapports de force favorables, un effectif contre-pouvoir. La Lutte Armée dans les métropoles, en vivant continuellement *«au contact étroit»* de la contre-révolution, ne peut pas contempler *«son territoire»*, car vu les forces prépondérantes de l'ennemi, elle serait détruite tout de suite. Pour les mêmes raisons, elle ne peut pas diriger les luttes prolétariennes et se mettre à leur tête, mais elle fonde sur la clandestinité d'organisation et sur l'action politico-militaire la capacité réelle de ne pas médiatiser sur ses propres contenus et d'être offensive face à l'Etat.

Dans l'analyse rétrospective et nécessairement autocritique de notre expérience, nous devons rechercher clairement les erreurs principales. Ça ne peut être fait que si le parcours des Brigades Rouges se distingue de *«l'activisme combattant»* plus général des années '70, parce que les Brigades Rouges ont été dans notre pays, l'unique Organisation Communiste Combattante qui a fondé sa théorie-praxis sur des conceptions marxiste-léninistes. Il faut cependant aussi comprendre le cadre politico-idéologique dans lequel l'Organisation s'est développée, pour recueillir aussi, à côté des inadéquations, toute la richesse et le patrimoine de l'expérience qui sont à la base du fait que non seulement les Brigades Rouges veulent, mais peuvent aujourd'hui donner une solution aux problèmes de réadéquation de la situation générale. Et cela ce n'est pas de l'autocélébration, mais une simple constation de la réalité.

Si c'est une erreur de diviser l'histoire de l'Organisation en périodes bonnes et mauvaises, il est incontestable que la concentration des contradictions politiques et théoriques présents à l'intérieur de l'histoire de l'Organisation explosent au moment où, surtout grâce à la *«campagne de printemps»*, l'organisation acquiert dans l'affrontement de classe un poids notable. De l'Organisation Communiste Combattante qui propage une idée-force (la Lutte Armée pour le communisme) l'Organisation se trouve à être une force politique révolutionnaire reconnue, axe stratégique pour la construction du parti et l'élaboration d'une ligne politique de direction du processus révolutionnaire. A ce point, les imprécisions, les déviations et la faiblesse multidirectionnelles de l'orientation théorico-pratique, unies à l'inexpérience et à la jeunesse politique de son parcours même, empêchent l'Organisation de dépasser sa nature de *«force révolutionnaire combattante»* pour conquérir celle de Parti de toute la classe. Pour cela (et seulement par commodité d'exposition) on peut dire que la concentration critique de toutes les contradictions non résolues de l'Organisation, explosent au moment où elle a démontré toute la validité et la maturité d'une expérience construite en années de lutte, qui ont permis l'élaboration et le succès de l'attaque contre la *«solidarité nationale»*. Et ceci parce que les responsabilités multiples et complexes déterminées par le résultat de cette campagne, avaient **de fait** mis l'Organisation en condition de devoir nécessairement donner des réponses propres au bond de qualité de l'affrontement qu'elle-même avait poursuivi et dirigé, qui lui avait permis de détruire le projet charnière par lequel la bourgeoisie s'adonnait à la gestion anti-prolétarienne de sa crise, en évitant des chocs politiques et sociaux excessifs. Cela ne veut pas dire qu'avant '78, le parcours de l'Organisation a été exempt de contradictions, mais que celles-ci, de façon matérialiste, pouvaient exploser avec une telle évidence, seulement en ce moment. Face à ces contradictions, l'Organisation a été incapable de les gouverner en sens positif au mieux, en essayant de le faire, elle a démontré toute sa faiblesse, en une dure bataille politique, la primauté d'une conception idéaliste et subjectiviste. L'Organisation a donné des réponses erronées à des problèmes politiques réels et inéluctables, c'est-à-dire ceux inhérents à l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire qui clairement se conforme au problème de l'organisation du prolétariat révolutionnaire sur le terrain de l'affrontement contre l'Etat. Nous voulons dire que dans un parcours autocritique comme celui-là, le problème de devoir, de quelque façon répondre à cette question, à laquelle l'Organisation a répondu si maladroitement ne va pas être éludé. Dire que l'Organisation ne pouvait que se tromper, vu son origine *«guerilleriste»*, c'est de la pure métaphysique et cela amène tout droit à la révision totale de notre expérience.

Nous ne voulons pas ici reprendre toutes les implications des conceptions analytiques et programmatiques de l' *«Abeille»* parce qu'elles ont déjà été l'objet d'une ferme critique depuis deux ans et demi, jusqu'à ses extrémismes de la *«guerre sociale totale»* et de *«Gouttes de Soleil»*. Nous voulons synthétiser certains points sur lesquels s'est concentré la progressive perte de caractère scientifique des analyses de l'Organisation. Il faut dire que l'orientation d'ensemble sur laquelle l'Organisation a fondé sa pratique des années '80 et ensuite, est caractérisée de manière très lourde par l'abandon des conceptions matérialistes et des catégories d'analyse marxistes-léninistes. C'est-à-dire que cette orientation était absolument incapable de repérer le mouve-

ment de la contradiction comme **dominant** en chaque aspect de la matière sociale, ouvrant le chemin à une conception mécaniste et anti-dialectique de la réalité dans laquelle chaque analyse de tendance, devient réalisation de fait et devient dominant ; dans laquelle l'équilibre idéaliste domine sur le déséquilibre réel. A partir d'une semblable conception métaphysique, la proposition de l'Organisation tombe inévitablement dans l'immédiatisme et le subjectivisme. Au problème du rapport Parti/Masses, on répond par l'économisme des programmes immédiats, sectoriels et par l'idéologisme de quatre sous des *«allusions»* au communisme des programmes généraux.

Malgré les pures énonciations de principe, les distinctions de base tombent, lesquelles avaient permis à l'Organisation de constituer le seul sérieux rempart contre l'ouvriérisme et l'anti-marxisme *«militant»* du projet plus ou moins armé, d'une grande partie du mouvement révolutionnaire des années '70. A l'analyse correcte de crise de surproduction absolue du capital, se substitue celle idéaliste de *«crise irréversible»* ; à celle de la guerre interimpérialiste, celle de guerre entre bourgeoisie impérialiste et prolétariat international ; au concept de concurrence monopoliste celui de la planification projetée par le *«super-impérialisme»* et par le capital *«unique»*. Et on pourrait aller plus loin ... Ce qu'il nous intéressse de souligner, c'est la perte de substance de trois distinctions de base :

1) la question de l'Etat ;
2) la question du Parti ;
3) la question de la centralité ouvrière.

Ces questions ont vacillé jusqu'à leur absolue négation de la part de l' *«âme»* de l'Organisation, laquelle pour la majeure partie personnifiait ces déviations, c'est-à-dire le Parti Guerrilla qui a en partie fortifié les théories si chères à Prima Linea et compagnie et aux élucubrations du professeur de Padoue, et en partie les a amené aux extrêmes conséquences jusqu'à l'exaltation pure et simple de la marginalisation sociale et de la guerre sociale sur tous les rapports sociaux. Soulignons, cependant, que ce processus de dégénérescence est arrivé dans une très dure bataille politique, laquelle s'est polarisée de différentes manières et a donné naissance aux ruptures de '80 (W. Alasia) et de '81 (Naples et le Front des Prisons) et à la redéfinition, non encore terminée, des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant.

LA CONCEPTION DE L'ETAT

La conception marxiste-léniniste (et celle des Brigades Rouges) n'a toujours pas conçu comme possible la transformation révolutionnaire de la société avant d'avoir détruit l'appareil de pouvoir étatique, et conquis le pouvoir politique et instauré la dictature du prolétariat. L'Etat est le régulateur du conflit de classe, est le produit et la manifestation de l'antagonisme inconciliable entre les classes, est l' *«organe d'oppression d'une classe sur une autre, c'est la création d'un "ordre" qui légalise et consolide cette oppression, en modérant le conflit entre les classes»*. Pour faire en sorte que la question du sens et du rôle de l'Etat se pose comme *«... un problème d'action immédiate et, en plus, d'action de masse»*, il est nécessaire que le Parti fasse de lui le centre de son action politique, parce qu'un Parti Communiste révolutionnaire se distingue vraiment par le fait qu'il représente les interêts généraux du prolétariat dans ses rapports avec l'Etat, c'est-à-dire avec le représentant d'ensemble des intérêts de la bourgeoisie.

Le fait qu'une révolution prolétarienne soit une révolution sociale, c'est-à-dire tende à une organisation sociale différente, basée sur le principe *«de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins»* n'enlève rien au caractère nécessairement politique qu'elle prend en accomplissant le premier acte de tout le processus révolutionnaire, c'est-à-dire la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire du *«prolétariat organisé comme classe dominante»*. Ceci parce que, penser à une révolution de la société, des forces productives sociales, à la destruction des rapports de production capitalistes, sans ... (la phrase manque dans le texte italien) fronts de la bourgeoisie, sans détruire plus avant la machine préposée au maintien de la division subordonnée parmi les classes, c'est comme commencer à construire une maison en commençant par le toit, c'est-à-dire ... ce n'est pas possible. Toutes les théories sur le *«contre-pouvoir»*, sur les thèmes *«sociaux»*, sur les besoins réalisables, jusqu'à la lutte contre tous les rapports sociaux au même moment, sur la fin de la politique, sont nées comme *«ajournement»* arrangé que, de façon curieuse, met en commun l'extrémisme subjectiviste avec la conception révisionniste de la primauté des forces productives. Dans les années '70, les conceptions qui niaient la nécessité du renversement de l'Etat et de la dictature du prolétariat, revendiquaient leur propre antimarxisme, au nom des *«absolues»* nouveautés de cette phase historique. Dans des termes très concrets, ces conceptions n'ont rien de nouveau puisque cette bataille politique déterminante a caractérisé l'affrontement du marxisme révolutionnaire avec le révisionnisme depuis toujours, en trouvant dans le conflit de classe les variantes *«mises à jour»* du culte de la spontanéité et de l'économisme, et une base *«militante»* dans la petite bourgeoisie révolutionnaire et dans les franges de l'aristocratie ouvrière. A l'intérieur du même mouvement prolétarien, ces conceptions trouvent de l'espace, vu la non-linéarité du rapport spontanéité/conscience et parfois n'empêchent pas l'organisation et la lutte d'avant-gardes prolétariennes et révolutionnaires authentiques qui disent travailler pour abattre l'Etat et, dans les faits, fondent leur propre activité sur l'économisme le plus effrené, jusqu'au syndicalisme armé.

Dans la reproposition intransigeante du marxisme-léninisme, les Brigades Rouges justement avec la conception de l'attaque au cœur de l'Etat, ont gagné dans les faits, une importante bataille politique contre le spontanéisme armé et ont déterminé l'accélération du démasquement du révisionnisme. Et ceci pour deux importants motifs :

1) La campagne de printemps, surtout, a saisi un de ses objectifs, en obligeant l' *«activisme combattant»* à se confronter à une situation politique changée qui laissait peu d'espace à une dangereuse endemicité de la lutte armée, en fin de compte compatible avec l'ordre de domination de la bourgeoisie. Tout compte fait compatible parce que ce n'est certainement pas la violence en soi qui inquiète la classe au pouvoir, surtout si cette violence est peu intéressée à lui enlever tout le pouvoir, mais elle se contente de *«donner une solution»* immédiate au camp fantaisiste des soi-disant besoins prolétariens. Dans cette logique il est possible de penser que la capture d'un serf plus ou moins important de la bourgeoisie, puisse constituer un chantage si puissant qu'il oblige l'Etat à distribuer des maisons, des steaks ou des postes de travail. L'orientation différente et le sérieux des protagonistes de cette logique et aussi les diverses déclarations d'intentions, ne suffisent pas pour ne pas clouer ces pratiques au terrain vaseux de l'éclectisme et de l'anti-marxisme, comme l'expérience du mouvement révolutionnaire l'a largement démontré aussi en Italie.

Avec l'attaque au cœur de l'Etat, les Brigades Rouges ont déterminé dans les faits un bond dialectique décisif dans le mouvement révolutionnaire, auquel tout le monde a dû se confronter, parce qu'il affirmait dans la pratique la nécessité de rendre antagoniste, sur la base d'une stratégie politico-militaire, le mouvement de masse, non contre tel ou tel autre aspect de la société bourgeoise, mais contre toute la bourgeoisie et contre son Etat.

2) Le deuxième motif important est celui d'avoir obligé le Parti Communiste, à activer la déprolétarisation définitive de sa politique et à se libérer d'un coup de toutes les mystifications et des clins d'œil sur le fait que la révolution arrivera un jour, vu le danger terrible qui représentait la constitution d'une force politique d'une telle envergure, à sa gauche. C'était la politique des Brigades Rouges qui a déterminé principalement (en dialectique étroite avec les contenus anti-révisionnistes de l'autonomie de classe) ce nécessaire passage pour le prolétariat italien, c'est-à-dire qui a démasqué dans les faits les intérêts réels que défend le Parti Communiste et sa situation politique soit par rapport au prolétariat métropolitain en Italie, soit face au prolétariat international. Des fleuves de mots et d'encre versés par les groupes et par les petits partis marxistes-léninistes autour du problème d' *«expliquer aux masses»* la *«trahison»* des fils et des neveux de Togliatti, ne pouvaient pas constituer aucun sérieux danger pour le Parti Communiste Italien, tout simplement parce que ces organisations n'ont jamais risqué de devenir un Parti révolutionnaire de tout le prolétariat et donc n'ont jamais compté grand chose dans la dynamique politique de l'affrontement de classe.

Dans l'orientation politique successive de la ligne des Brigades Rouges, des thèses sont apparues qui, essentiellement, reproposent la même déviation *«immédiatiste»* tant combattue par le passé. La conception de l'attaque contre l'Etat, comme attaque au projet dominant de la bourgeoisie dans la conjoncture, se dévalorise à cause de l'analyse de l'Etat comme *«corpus électromagnétique courtcircuitable»* composé des différentes *«fonctions»* (les forces politiques, celles économiques, la contre-guerrilla, etc ...) chacune desquelles concourant au même dessein contre-révolutionnaire et anti-prolétarien planifié et pensé par l'Etat. L'Etat se dilate ainsi dans chaque aspect de la vie sociale, c'est pour cela qu'il est possible de l'attaquer en tout lieu, il suffit qu'existe un prolétaire organisé et un besoin *«irréductible»* opposé à la restructuration impérialiste. Dans cette vision métaphysique disparaissent soit les contradictions inter-bourgeoises, soit la nécessité de se dialectiser avec les contenus politiques (contre le gouvernement, contte la guerre) des mobilisations de masses parce que tout devient réduit à l'élargissement de l'organisation d'avant-garde qui, sur la base des programmes *«économistes»* aplanissait le chemin pour les masses *«sur le point de s'armer»*. Le résultat a été la recomposition des forces bourgeoises contre le mouvement révolutionnaire et prolétarien, parce que la Lutte Armée avait perdu toute capacité réelle de désarticulation, et la perte progressive de capacité d'influence et de direction de l'affrontement de classe, parce que incapable de représenter les intérêts généraux et la prospective réelle.

Une conception de l'Etat comme somme des appareils a induit une déviation encore plus grave, celle de la non périodisation des étapes du processus révolutionnaire ; c'est-à-dire la conception idéaliste de la transition au communisme, comme matérialisation des soi-disant allusions du mouvement spontané. La conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat deviennent de simples énonciations de principe en tant qu'objectifs qu'il n'est plus possible de poursuivre, mais en tant que souvenirs inoffensifs d'un passé à ranger dans les antiquailles de façon la moins choquante possible.

Tout cela n'a pas été un processus sans contradictions, même si il a sans doute hégémonisé la ligne politique des Brigades Rouges

à partir de '80. Tout cela a trouvé dans l'Organisation des obstacles très sérieux tels que caractériser la bataille politique jusqu'aux scissions. Les Brigades Rouges pour le Parti Communiste Combattant, commencent avec l'attaque contre l'Otan, grâce à l'enlèvement de Dozier, la remontée de la pente dans laquelle elles s'étaient effondrées, même en ne pouvant pas éviter d'en payer entièrement les suites, vu le retard, les ambiguïtés et la faiblesse avec laquelle elles voulaient relancer un projet d'attaque à l'Etat.

LA QUESTION DU PARTI

La conscience politique de classe n'est pas le résultat spontané du conflit des intérêts entre prolétariat et bourgeoisie, mais «*... il peut être amené à l'ouvrier seulement par l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul champ d'où il est possible de puiser cette conscience, c'est le champ des rapports de toutes les classes et de toutes les couches de la population avec l'Etat et avec le gouvernement, le champ des rapports réciproques de toutes les classes*». Cette nécessité politique supporte donc la constitution d'une organisation d'avant-garde, d'un parti qui sur la base des connaissances scientifiques générales, soit capable de diriger l'affrontement de classes vers un objectif fixé. Privée de ce guide, la lutte de clases ne pourrait pas spontanément transformer l'antagonisme en mouvement révolutionnaire visant à la résolution historique des intérêts du prolétariat et ce en faisant abstraction de la radicalité avec laquelle le même mouvement lutte et établit ses objectifs. La constitution du Parti révolutionnaire est donc une condition incontournable afin que l'on puisse penser à un développement positif d'un processus révolutionnaire.

Entre Parti et masses, entre conscience et spontanéité, vit une contradiction et non une identité. La nécessité de l'existence du Parti est donnée par l'existence même de la lutte de classes et disparaîtra avec le dépérissement des classes elles-mêmes. Pour cela, les objectifs du Parti ne sont pas la synthèse des contenus des mobilisations de masses, mais en constituent le caractère politique général, c'est-à-dire les changements nécessaires et possibles mesurés par le rapport d'affrontement entre prolétariat et Etat. La classe organisée dans le Parti, ne se donne pas comme prolongement spontané des comportements des masses en lutte, mais c'est un bond dialectique qui trouve dans la lutte de classes la légitimité de sa nécessité et dans la subjectivité révolutionnaire la réelle possibilité d'existence. La constitution du Parti est une des conditions qui déterminent le caractère révolutionnaire d'une situation. Et cela malgré les efforts de subjectivisme idéaliste, c'est une vérité historique difficilement réfutable. La constitution d'un Parti n'est pas donc la célébration de la reconnaissance de masse à la politique des avant-gardes révolutionnaires organisées ; c'est-à-dire ce n'est pas un processus qui arrive parallèlement à la croissance de conscience et d'organisation révolutionnaire des masses ; au contraire, c'est une condition inéliminable. Le Parti n'épuise pas sa fonction de direction par la consolidation d'un fort mouvement révolutionnaire ; il ne se dissout pas avec le reflus de ce dernier ; il est cependant porteur d'un programme (le communisme) qui n'est pas un besoin exprimé, ou qui peut être exprimé par les masses, mais est la conception d'une nécessité historique, basée de façon scientifique sur la possibilité du dépassement des limites structurelles d'un mode de production et de ses contradictions, lesquelles ne peuvent qu'amener à la suppression des classes et à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. L'utopie n'a rien à y voir. Les rapports de production basés sur le profit, l'impossibilité pour la bourgeoisie de développer les forces productives dans ces rapports de production, sont la condition objective, matérielle de la possibilité et la nécessité du communisme comme solution historique et transformation évolutive d'un mode de production qui a désormais cessé d'avoir la fonction de progrès qu'il a eu à l'origine, pour se transformer en son opposé. Pour l'exprimer avec les mots de Lénine «*... Marx n'invente pas, n'imagine pas une société "nouvelle". Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la genèse de la nouvelle société, laquelle sort de l'ancienne, les formes de transition de l'une à l'autre. Il se base sur les faits, sur l'expérience du mouvement prolétarien de masse et essaie d'en tirer des enseignements pratiques*».

C'est pour cela que les intérêts des communistes sont les mêmes que ceux de tout le prolétariat, mais cette donnée objective ne peut pas être identifiée tout de suite avec le même niveau de conscience et de détermination.

L'activité d'un parti est historiquement déterminée par les objectifs nécessaires et possibles qu'il se pose à lui-même. Nécessaires et possibles par rapport au degré d'intensité de la lutte entre les classes. Au moment du dépassement de la propagande armée, les Brigades Rouges concevaient comme mûre la nécessité de la construction d'une tactique révolutionnaire dirigée vers les masses.

De la proposition de «*conquérir les masses sur le terrain de la Lutte Armée*» naît l'axiome idéaliste «*on ne peut pas avoir un parti sans organisation de masse révolutionnaire, on ne peut pas avoir une OMR sans Parti*». La constitution du Parti se transforme en nécessité de l'organisation contemporaine des masses sur le terrain politico-militaire-organisationnel, propre de l'avant-garde, en finissant ainsi par considérer comme organisations révolutionnaires des masses les noyaux de l'avant-garde plus expressément liés aux Brigades Rouges, lesquelles se mobilisaient sur le même mot d'ordre et constituaient dans les situations ouvrières et prolétariennes la tragique substitution de tâches entre avant-garde révolutionnaire et masses organisées.

Les Brigades Rouges, ou au moins ces Brigades Rouges-là, concevaient comme centrale pour tout discours révolutionnaire, la participation consciente des masses à l'affrontement révolutionnaire ; elles ne prétendaient pas substituer la guerilla pratiquée par les communistes aux luttes et à la combativité prolétarienne. S'être soustraits à chaque tentation de «*syndicalisme armé*» cependant n'a pas empêché une grave erreur : les seules luttes valides étaient celles qui assumaient un caractère armé. Toute la logique du sabotage dans l'usine et la poursuite des objectifs politiques immédiats, ont fini par nier impitoyablement toute conception correcte du rapport Parti/Masses, dans une logique linéaire et d'accroissement progressif de l'organisation révolutionnaire des masses, et de perte des fonctions et rôles propres d'un Parti. Le processus révolutionnaire cesse d'avoir une démarche par bonds et ruptures, cesse d'être conditionné par des données objectives inéluctables, les seules qui amèneront les masses à repérer dans la Lutte Armée une alternative praticable, pour devenir accumulation progressive et linéaire d'organisation révolutionnaire, basée non sur une stratégie et une tactique qui établissent des rapports différents selon les différents niveaux de conscience du prolétariat, et qui exerce une orientation et une direction sur la classe, mais exclusivement sur les «*appendices*» armés du Parti en construction.

LA CENTRALITE OUVRIERE

Le mode de production capitaliste établit le rapport subordonné entre les classes à partir de la structure économique. En dernière instance, c'est le moment de la production de plus-value qui détermine l'emplacement des classes et la division entre bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie ne tire pas sa position dominante de la sphère extra-économique (religieuse, militaire, idéologique ...) mais du fait qu'elle détient les moyens et les conditions de la production. C'est ce rapport particulier qui naît dans le moment même de l'échange entre force du travail et capital, qui donne origine à la .... (manque une ligne dans le texte). Dans son développement, le mode de production capitaliste a seulement élargi et approfondi ce rapport originel, en conformant à ses lois objectives toute la société et en détruisant toutes les formes de production pré-existantes. Ceci détermine, dans la composition de classe, un rôle objectif des diverses classes et fractions de classes, qui est donné par la disposition de chacune d'elles selon les rapports de production et non pas par les déterminations plus ou moins subjectives de ces classes. Tous ne se trouvent pas dans la condition de détruire **comme classe**, l'Etat présent des choses, seulement la classe ouvrière, grâce à la place particulière qu'elle occupe qui garantit l'existence même des rapports de production capitalistes, peut modifier sa condition d'exploité seulement en détruisant la bourgeoisie et avec elle la division en classes elle-même. Seuls les intérêts de tout le prolétariat métropolitain. Par cette fonction historique, la classe ouvrière est centrale dans la stratification de la classe prolétarienne.

En confirmant totalement les prévisions de Marx, aujourd'hui le prolétariat comprend la majeure partie des habitants des métropoles. Le mot «*prolétariat métropolitain*» indique toutes les figures sociales exploitées et marginalisées par le capital, mais entre tous ces groupes sociaux, la classe ouvrière, du fait qu'elle est l'unique à produire la plus-value, est la seule indispensable pour la survie et la reproduction élargie du mode de production capitaliste.

Par rapport aux modifications faites par le développement capitaliste, on peut affirmer, donc, la «*centralité du prolétariat métropolitain à dominante ouvrière*». A cette analyse scientifique, l'énorme majorité du mouvement révolutionnaire des années '70, a opposé des thèses mouvementistes, en inventant différentes «*centralités*», selon la combativité de telle ou telle composante plus ou moins prolétarienne (les femmes, les étudiants, les travailleurs des services, les extra-légaux ...) ou bien a théorisé le caractère «*univoque*» de la classe ouvrière, en rendant absolue la lutte de l'usine en entretenant l'illusion de pouvoir révolutionner les forces productives dans le moment productif avant la conquête du pouvoir politique. Dans les fumeuses et charmantes théories du post-industriel, de la fin de la mise en vigueur des lois de la valeur et du travail, de l'ouvrier social, on trouve toute l'idéologie subjectiviste du refus de la fonction historique du prolétariat métropolitain de guider le processus révolutionnaire pour la destruction de l'Etat et du mode de production capitaliste, en rêvant aux transformations possibles ultra-révolutionnaires à l'intérieur même des rapports de production actuellement en vigueur, en donnant comme évidente leur obsolescence grâce à la transgression violente des différentes composantes ou même subjectivités.

Selon cette logique le mode de production capitaliste tout simplement ... s'éteint et avec lui toute la pourriture des rapports sociaux qu'il a déterminé ; le rapport entre structure et superstructure se renverse et avec lui disparaît même la nécessaire division en période du processus révolutionnaire. En un mot, tout d'un coup, il suffit de le vouloir, dans la présumée obsolescence du mode de production capita-

liste naît par enchantement le communisme, qui, plus qu'être un nouvel ordre social basé sur la destruction de la division entre les classes, qui naît de transformations historiquement déterminées, ressemble beaucoup à un paradis terrestre peint et imaginé différemment. La dernière production hallucinée des pères spirituels du défunt Parti-Guerilla, arrive jusqu'à décrire des processus révolutionnaires dans la sphère des représentations des signes et des rapports entre hommes, mettant ainsi définitivement fin aux tentatives de dissimuler les positions réactionnaires et intimistes.

Par centralité ouvrière, on doit entendre la substance du mot d'ordre *«Dans et contre les rapports de production, hors de et contre l'Etat»* contre chaque velléitarisme libertaire de se soustraire subjectivement aux lois qui règlent le mode de production capitaliste, à la conception matérialiste qui dit que c'est l'être social qui crée la conscience et non le contraire, pour finir dans le culte petit-bourgeois et élitiste de la marginalité sociale d'une minorité de *«refuzhiks transgressifs»*.

Même dans les Brigades Rouges, ces déviations réussissent à prendre le dessus, sous la forme des programmes immédiats par secteurs de classe. C'est-à-dire, le caractère dominant de la classe ouvrière laisse la place à ces secteurs qui en vertu de la radicalité de leurs propres luttes déterminent les points les plus hauts de la conscience révolutionnaire dans tout le prolétariat métropolitain, les indications, formes de lutte, instruments organisatifs desquels étaient généralisés et rendus possibles dans la classe entière, jusqu'à identifier dans les communistes prisonniers, la composante principale du processus révolutionnaire. A la fin des comptes, vu qu'il ne s'agissait pas de révolution prolétarienne mais de révolution communiste, il ne s'agissait pas de conquête du pouvoir politique mais de communisme ici et maintenant, la centralité dans le processus révolutionnaire, nous nous l'attribuions ... à nous même !

La poussée à l'extrême de la centralité des composantes *«extra-légales»* et prisonnières, des franges ... (ici il manque une phrase) ont pénétré dans l'Organisation et au même temps de la détermination avec laquelle l'Organisation l'a combattue même avec des limites très profondes, et sur la critique-autocritique elle a reconstruit la capacité de maintenir sa propre identité politico-révolutionnaire, basée sur le marxisme-léninisme.

CONJONCTURE POLITIQUE ET PROGRAMME

Nous avons plusieurs fois défini comme *«restructuration pour la guerre impérialiste»* l'actuel ensemble des politiques par lesquelles la bourgeoisie impérialiste répond à la crise de surproduction absolue de capitaux qui caractérise tous les pays occidentaux, avec une gravité jamais atteinte depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Cette définition peut pêcher par mécanisme, si elle était interprétée comme un projet de résolution de la crise, un projet subjectivement planifié et *«pensé»* du début à la fin.

Donc il faut préciser que les mesures de restructuration productive et les différentes politiques économiques visent dans l'immédiat à rendre certains capitaux plus concurrentiels dans l'ensemble des capitaux actifs. Les choix récessifs, la réduction des taux d'inflation, les manœuvres financières et monétaires, dans une situation de recours à des nouvelles technologies à tel point qu'on parle de troisième révolution industrielle, sont les aspects les plus éclatants, les mesures économiques les plus incisives adoptées par tous les Etats capitalistes avancés pour contenir les effets d'une crise qui pendant des années les a condamné à des taux de croissance situés autour de zéro. La surproduction des capitaux est une constante du mode de production capitaliste, due au caractère concurrentiel des capitaux mis en œuvre, qui pousse le capitaliste à augmenter la quantité de marchandises, de technologie, etc., en rendant un cycle plus productif en employant moins de force de travail ; c'est-à-dire en abaissant les coûts de production par unité de produit. Et cela jusqu'au moment où la force du travail occupée, la seule capable de valoriser l'entière part du capital existant, à un taux de profit tel qu'il permet la reproduction élargie et le saut ultérieur de composition organique. Les capitaux exédentaires doivent être investis ailleurs, dans d'autres secteurs productifs au-delà des frontières nationales. Quand tous les secteurs productifs ne sont plus capables de répondre de façon positive à des demandes d'expansion, la crise, de cyclique, devient structurelle. A cette situation typique pour le capital occidental, s'est joint la rupture de la *«soupape»* des pays tiers, dans lesquels la part de capitaux exportés avait déterminé d'énormes profits grâce au mécanisme de l'échange inégal et à la détention des technologies gardés fermement dans les mains des pays impérialistes. Le mécanisme s'est cassé et les économies et les ressources des pays subordonnés ne peuvent plus être exploités comme par le passé ; au contraire, les problèmes d'insolvabilité sont en train de menacer la stabilité de la finance internationale.

Dans ces conditions les mesures de restructuration de chaque entreprise particulière produisent des contradictions ultérieures parce que les différentes parts de marché conquis par l'une des parties grâce à la plus grande capacité de concurrence, ne sont rien d'autre que des parts soustraites à l'autre ; c'est-à-dire il n'y a pas d'élargissement des marchés, mais une plus grande concurrence parmi les capitaux et une plus grande poussée à la concentration et à la centralisation dans les mains des colosses économiques et financiers multinationaux.

La tendance à la guerre se pose, donc, comme **nécessité objective**, comme contre-tendance principale à la crise de surproduction ; parce que seule la destruction de capitaux, de force du travail, de marchandises et de forces productives surproductives, peut permettre aux vainqueurs une reprise *«de grand style»* ; peut garantir des parts du marché ; peut permettre d'avoir accès aux matières premières ; en définitive une nouvelle division des marchés et du travail sur la base d'un nouvel ordre économique mondial nettement favorable aux capitaux les plus forts. Ce type d'analyse rend justice de toutes les sottises sur le caractère *«irréversible»* de la crise *«ultime»* du capital ; il faut dire que la tendance à zéro de la valeur, la tendance à l'écroulement, en tant que raisonnement abstrait pour définir comment la limite du capital soit le capital lui-même, sert seulement à démontrer le caractère historique *«provisoire»* du mode de production capitaliste, certainement pas sa destruction ou son extinction par mort naturelle.

La définition *«restructuration pour la guerre impérialiste»* doit, donc, être introduite dans un ensemble d'analyses pour lesquelles, **objectivement** les mouvements de restructuration ne font rien d'autre que déterminer des contradictions ultérieures déchirantes et le fait que les crises se suivent de façon toujours plus rapprochées, tels que, nécessairement, elles amènent à la guerre mondiale. Et tout cela doit servir à démasquer toutes les positions pacifistes et revisionnistes, basées sur d'improbables requêtes *«à la capacité de raisonner»* subjective des concurrents, en soutenant la partie de la bourgeoisie nationale qui, pour le moment, est peu intéressée par le conflit. Le mouvement objectif vers la guerre est soutenu par des forces économiques, politiques et militaires, tout à fait repérables, lesquelles trouvent en lui la solution et la possibilité de propulser et de renforcer son propre pouvoir et qui constituent le personnel impérialiste le plus lié aux choix des USA, qui sont la composante dominante des politiques des fauteurs de guerre.

Dans notre pays, les aspects de la crise sont **tous** de la plus grande gravité, soit parce que l'Italie occupe une place hiérarchiquement basse dans la chaîne impérialiste occidentale, soit par le caractère de l'antagonisme prolétarien et des potentialités révolutionnaires qui font que l'Italie est le pays dans lequel l'éventail possible des choix pour la bourgeoisie est surtout restreint et, en même temps, le pays dans lequel ce choix-là trouve, plus qu'ailleurs, les plus grands obstacles politiques et sociaux.

Même en adoptant des politiques recessives, des baisses de coûts de production, de réductions des frais sociaux, l'Italie cependant n'arrive pas à entrer en concurrence avec les pays les plus forts dans les secteurs qualitativement avancés sur le terrain technologique. Ce n'est pas un hasard si l'attention toujours plus forte que portent la classe politique et les forces économiques de notre pays, aux pays du tiers-monde et à l' *«est»* auxquels est destinée la plus grande partie de *«notre»* exportation soit de capitaux ou de marchandises ; et surtout d'une marchandise particulière, c-est-à-dire les produits de l'industrie de guerre qui font attribuer à l'Italie la quatrième place dans le classement du secteur. Le travail frénétique des différents *«messagers de paix»* italiens dans les pays arabes et du centre et du sud de l'Amérique, a aussi ce caractère de courtier de grosses affaires dans lesquels cannons, hélicoptères et chars d'assaut ont la part du lion. La substance de la crise économique de l'Italie, malgré les politiques adoptées sur le terrain économique et social et les vilaines intentions pour le futur immédiat, est enfermée dans des données rares et très claires : la reprise si vantée fait prévoir aux hérauts de l'Etat, une croissance allant autour de 2%, c'est-à-dire, très simplement ... la stagnation.

Du côté du prolétariat, les coûts sociaux sont, aujourd'hui, très chers. Attaque contre les salaires réels et réduction des frais sociaux ; plus grande exploitation pour les travailleurs, mobilité et pas de garanties de stabilité du travail. Peut être pour la première fois, les politiciens, les industriels, les experts, les syndicalistes, annoncent avec candeur que la reprise est là, se consolide ... en même temps qu'ensemble ils prévoient le débordement du chômage pour les prochaines dix années !

Tous ensemble, nous disent qu'il faut dépasser la logique des années '70 : *«la politique d'assistance»*, l'égalitarisme, l'automatisme et la rigidité par rapport à l'exploitation. De la bouche de l'illustre professeur Giugni, nous venons de savoir que l'âge des contrats collectifs est fini : chaque ouvrier, chaque prolétaire devra vendre sa propre force de travail en concurrence avec tous les autres, donc dans les meilleures conditions pour l'acquéreur. De la bouche de l'illustre monsieur Gravini, nous venons d'apprendre que toutes les fautes du désastre économique doivent être attribué à l'égalitarisme et aux automatismes ; selon lui, donc, la réforme structurelle du salaire doit surtout signifier des primes pour la productivité, la professionnalité, la présence, l'attachement au travail.

Le gouvernement affirme que la reprise économique ne pèse pas sur les épaules et dans les poches des travailleurs, tandis qu'il suffit de peu de chiffres (données par l'ISTAT, donc *«insoupçonnables»* sur le plan du parti pris) pour démontrer le mensonge de ce nouveau brigand : en trois ans la force du travail dans la grande entreprise est diminuée de 15%, tandis que la Cassa Integrazione e Guadagni a doublé, c'est-à-dire qu'elle représente réellement

«l'anti-chambre» du licenciement. Les niveaux du travail ne baissent pas parallèlement à la réduction productive. C'est-à-dire que celui qui garde encore sa place de travail produit plus... En plus à l'Italie appartient le record du chômage effectif par rapport aux autres pays de la C.E.E.; les frais sociaux pour l'assistance (données de '81) sont égaux à 24,7% du produit intérieur brut contre 27,1% dans la moyenne de la CEE; le coût moyen d'heure de travail dans l'entreprise manufactrice (toujours en '81) était égal à 7,34%, c'est-à-dire le plus bas de l'Europe communautaire.

Le tracas des forces bourgeoises présents sur le terrain, pour contribuer au maximum à la restructuration, est surement caractérisé par la contradiction entre différents intérêts que chacun défend et les politiques adoptées sont le résultat de l'équilibre possible dans l'affrontement entre ces différents intérêts. Haute bourgeoisie, petite bourgeoisie, *«classes moyennes»*, *«cadres»*, intellectuels, parasites et spéculateurs, mafiosi et hommes d'affaires tous trouvent leurs intérêts représentés dans les différentes forces politiques qui s'affrontent, se *«font des crocs en jambe»* avec gros et petits scandales, recommencent à se rencontrer sur des équilibres de forces différents... Seulement le prolétariat n'a pas ses représentants vu la faiblesse des forces révolutionnaires et de l'autonomie de classe, après les défaites subies pendant ces années. La bourgeoisie pour pouvoir attaquer politiquement et économiquement le prolétariat, a dû d'abord régler ses comptes avec chaque expression de l'organisation autonome de la classe et, surtout, avec les Organisations Communistes Combattantes. Les succès remportés sont seulement une première étape d'un long chemin dans lequel tant pour la bourgeoisie, que pour l'Etat, l'obstacle le plus gros à la reprise économique *«en temps utile»* est représenté par la capacité du prolétariat à repousser l'attaque subie et à imposer des rapports de force généraux capables de peser sur les déterminations des choix capitalistes, jusqu'à leur renversement. La défaite politique de la classe est un des principaux objectifs de la bourgeoisie dans cette conjoncture et à ceci travaillent et participent toutes les forces politiques bourgeoises sur le terrain. Cet objectif-là est poursuivi en essayant d'obtenir en même temps, le maximum de division et d'acceptation par le Prolétariat Métropolitain du pacte social et néo-corporatif proposé et imposé. C'est une attaque frontale et directe visant à la redéfinition des rôles des représentations institutionnelles mêmes du prolétariat dont les intérêts doivent se plier à ceux de la haute bourgeoisie impérialiste, en y découpant à l'intérieur l'espace de pouvoir possible.

L'attaque politique et matérielle contre le Prolétariat Métropolitain, fait prévoir des affrontements sociaux de très grande portée. La classe se trouve sur la défensive, alignée spontanément sur la défense de ses propres intérêts.

Le cycle qui vient de s'achever, démontre en même temps que l'énorme volonté et détermination à la lutte de la plus grande majorité du prolétariat, aussi toute la faiblesse relative d'un antagonisme qui n'arrive pas à reconquérir sa propre autonomie d'intérêts par rapport à ceux des révisionnistes et des bourgeois. La mobilisation de masse exprimée pendant les derniers mois contre le gouvernement et le nouveau protagonisme impérialiste de l'Italie, n'a réussi ni à contraindre le syndicat, c'est-à-dire la CGIL, ou le Parti Communiste Italien à proclamer une grève générale, ni à défendre l'organisation des luttes contre l'hégémonie syndicale et opportuniste, ni à faire tomber le gouvernement et son programme. Nous disons cela non parce que nous évaluons la force d'un mouvement sur la base des objectifs rejoints, mais pour attirer l'attention sur des problèmes réels qui vivent dans le mouvement antagoniste, qui peuvent être rattachés à la faiblesse politique de ses avant-gardes de lutte et révolutionnaires qui ont laissé dans les mains du Parti Comuniste Italien et des opportunistes (vieux et nouveaux) la gestion politique de la force d'un antagonisme que, spontanément, des dizaines de milliers de prolétaires ont manifesté dans toutes les rues de l'Italie, dans chaque assemblée, dans chaque moment particulier de lutte.

L'attention avec laquelle l'*«honnête homme»* Scalfaro a suivi les évènements, les réunions en préfecture entre responsables de l'*«ordre public»* et les différents Lama, les expressions d'*«inquiétude»* avec lesquelles le gouvernement a considéré l'élévation des mobilisations, sont là pour démontrer une seule chose : les différents *«états d'urgence»* auxquels nous sommes habitués depuis plusieurs années ne sont pas la réponse *«proportionnée»* de l'Etat à des événements concrets; ils sont l'exigence de réprimer et contenir préventivement l'explosion d'un conflit social provoqué par les politiques nécessaires à la bourgeoisie pour faire face à la crise. C'est l'étroitesse des choix auxquels est réduite la bourgeoisie qui lui impose, même d'un pas hésitant, de prendre le chemin de devoir gouverner sans consentement. Le problème est seulement de limiter les dégâts. Pour cela, la classe doit être nécessairement vaincue, afin qu'à la crise économique ne s'ajoute pas aussi une crise politique, sûrement difficile à surmonter. Et alors, la logique des *«états d'urgences»*, forgée pour le *«terrorisme»* avec l'accord de tous les opportunistes, se révèle pour ce qu'elle est réellement : redéfinition d'ensembles des rapports de l'entremise politique entre classes et Etat, telle qu'elle consolide au service de la bourgeoisie les rapports de force et sanctionne la défaite de la classe. L'antagonisme prolétarien se trouve une fois encore devant une alternative : ou transformer la résistance en offensive, ou subir complètement les coûts d'une politique qui, à pas accélérés, est en train de construire les conditions politiques et militaires pour une nouvelle guerre impérialiste. Aux communistes s'impose la tâche de serrer les rangs dans un débat difficile et de programmer une activité politico-militaire proportionnée pour affronter les tâches de direction de l'affrontement et pour proposer l'alternative prolétarienne et révolutionnaire à la crise et à la guerre. Pour une analyse matérialiste et l'actuelle phase de l'affrontement, il faut commencer par le problème du rapport Politico-Militaire, c'est-à-dire du programme. Une conception fondamentale de notre patrimoine a été déjà reconquise dans le débat et dans la pratique, c'est-à-dire celle de l'attaque de l'Etat, comme attaque au projet dominant de la bourgeoisie dans la conjoncture, matérialisé dans les forces qui concurrent à son idéalisation et à sa direction. Tout cela peut mettre l'Organisation. en mesure de concevoir correctement la tactique, c'est-à-dire pour atteindre le *«programme maximum»* : la conquête du pouvoir politique. Par programme politique, on doit entendre l'ensemble des objectifs politiques qui concernent en substance, les rapports de force entre les classes. Ou mieux, les nœuds politiques autour desquels ce rapport se détermine. Le programme vit donc, dans et contre les rapports de force conjoncturels. Le dépassement positif ou moins des étapes particulières doit pouvoir être mesuré par le recul, la consolidation ou l'avancement des positions du Prolétariat Métropolitain par rapport à la bourgeoisie. L'antagonisme de classe ne prend pas de lui-même un caractère révolutionnaire, mais peut se développer autour de mots d'ordre généraux et unifiants. C'est-à-dire il tend, sous l'attaque de la bourgeoisie, à aller spontanément vers des objectifs qui, du moment qu'ils peuvent être réalisés seulement par la modification des rapports de force et la conquête du pouvoir politique, expriment un *«besoin de pouvoir»*. C'est le Parti qui doit concrétiser les différents *«Non à...»* en programme pour toute la classe. Synthétiser sans aucune distinction politique l'activité générale des masses et les contenus de mobilisations ce n'est pas une opération de Parti. En plus, tout cela aplatit la bataille politique qui vit, dans le mouvement autour des contenus différents, déterminés par la diversité des niveaux de conscience existants; en plus, tout ceci condamne l'avant-garde à des fonctions d'amplification du réel, à la traine des mouvements eux-mêmes; de plus tout cela confond les problèmes de l'unité de classe (sur des contenus et des objectifs de classe) avec la mobilisation spontanée des masses, en faisant abstraction de la direction politique qui s'établit au coup par coups et de l'intérêt qui prévaut. La seule chose claire est le pourquoi contre qui les mouvements de lutte naissent. Les fonctions politiques d'un parti ne sont pas de *«didactique»* politique, mais celle de fournir au prolétariat, en déclarant clairement les objectifs de l'action politico-militaire, un tableau d'analyse qui tient compte de la prospective de l'affrontement à l'intérieur de laquelle donner une solution alternative au système de pouvoir des partis et de l'Etat. Donc c'est un problème de direction révolutionnaire, laquelle donne une solution aux objectifs historiques et stratégiques de tout le prolétariat, laquelle donne une issue possible et nécessaire à la crise et à la guerre. Autre chose est de penser diriger la lutte des masses, en proposant des objectifs, des formes de luttes et d'organisation déjà données, en exaltant l'existant de façon plate et, en définitive, en proposant de continuer à combattre. En ce sens, la Lutte Armée ne peut que devenir un pur instrument de propagande et de soutien aux luttes, jusqu'à en découvrir l'intime inutilité. Le Parti, au contraire, ne synthétise pas les contenus et les objectifs de la lutte spontanée, mais les analyse, les distingue, les élabore. Même s'il est tactique, le caractère du programme est nécessairement général, c'est-à-dire, il se construit sur la contradiction politique dominante que le parti sélectionne dans la multiplicité des objectifs et des mots d'ordre qui caractérisent la mobilisation spontanée.

L'activité d'un Parti révolutionnaire doit se proposer le déplacement des rapports de force, la désarticulation des projets dominants de la bourgeoisie, l'organisation des avant-gardes révolutionnaires sur la stratégie du Parti, la conquête de l'antagonisme au programme révolutionnaire; tout cela à travers une pratique qui se mesure sur des succès concrets, qui tend à créer des rapports de force, pour le moment favorables, qui permettent de vaincre et de se manifester sur des positions plus avancées. L'attaque contre la classe contraint l'antagonisme à dépasser le sectorialisme et produit, spontanément, des cycles de luttes contre les politiques du gouvernement. Ces cycles sont les seuls capables d'exprimer l'unité de classe, la critique de la gestion syndicale et réformiste, l'incidence sur les choix de la bourgeoisie. Cette tendance à la croissance de la conscience de classe n'est pas, cependant, un fait sûr et linéaire. Au contraire, l'ampleur de l'attaque, les difficultés croissantes de s'organiser et combattre de façon autonome, les défaites, le manque d'alternatives vraisemblables, peuvent faire reculer le mouvement, le diviser et le mettre toujours plus sur la défensive. Il s'agit d'empêcher cela, il faut consolider et renforcer l'autonomie et l'unité de classe, sur des contenus prolétariens et révolutionnaires, dans un contexte de crise économique et politique de la bourgeoisie, qui aujourd'hui comme jamais, et toujours plus, constitue la condition objective favorable pour la reprise de l'initiative révolutionnaire et de l'offensive de classe. Comme léninistes, nous devons combattre chaque tendance à considérer le travail d'or-

ganisation dans les mouvements de masses comme *«... un facteur qui nous dispense de l'activité révolutionnaire et non comme un facteur destiné à encourager et à stimuler de telles activités»*. En ce sens, combattre l'économisme et chaque tentation au culte de la spontanéité, signifie que notre objectif n'est pas la mobilisation de masse, mais : quelle mobilisation ? Notre objectif n'est pas la recherche de consensus par l'emploi des mots d'ordre tangibles et immédiats sur lesquels le mouvement s'est déjà mobilisé, mais c'est la direction effective sur le terrain révolutionnaire de la couche d'avant-garde du Prolétariat Métropolitain et la croissance d'influence et d'orientation sur les dynamiques de lutte des masses. Les avant-gardes, lesquelles s'organisent sur la stratégie du Parti, ne sont pas le point le plus haut qu'acquerront lentement les masses, mais le fruit d'un travail précis que le Parti fait sur le plan des masses; au contraire, la manière de s'organiser des luttes est, de fait, fruit du mouvement spontané et seule une logique pacifiste et suiviste peut faire croire qu'il accomplit le boond nécessaire, pour des conditions objectives. Et tout cela parce que, au-delà des représentations des phénomènes du présent, dans le mouvement antagoniste s'affrontent des politiques qui s'opposent et s'excluent entre elles: les bourgeoises et les révolutionnaires. Notre tâche est de développer une activité de direction et d'orientation pour faire prévaloir l'intérêt général de toute le prolétariat, pour rejoindre un but précis, dans la variété des objectifs et contenus des *«masses en lutte»*. L'antagonisme doit être conquis au programme révolutionnaire, et, au contraire, le programme révolutionnaire n'est pas une généralisation et un soutien à tout ce qui, dans le prolétariat, est déjà généralisé et pratiqué. Tout cela parce que, la lutte pour l'amélioration des conditions de vie, même en devenant politique dans les faits, n'est pas encore révolutionnaire, et il n'est pas dit qu'elle le devient.

Renforcer les forces révolutionnaires et les rendre toujours plus capables d'affronter le conflit est l'unique possibilité de conquérir autorité dans le prolétariat, en construisant dans la lutte révolutionnaire l'alternative de masse à la crise et à la guerre. Il faut aussi comprendre qu'un parti révolutionnaire ne peut pas être *«majoritaire»* dans une situation non-révolutionnaire grâce à des propositions de masse qui peuvent être acceptées et immédiates, s'il ne veut pas déchoir, en étant conscient ou moins, à faire partie de l'ensemble des forces politiques bourgeoises qui essayent de s'accaparer consensus et reconnaissance.

INTERNATIONALISME PROLETARIEN ET INTERNATIONALE COMMUNISTE

La substance de l'impérialisme, selon la définition donné par Lénine, n'a pas changé. L'impérialisme est *«le stade monopoliste du capital, l'époque des guerres entre grandes puissances pour l'intensification et l'exploitation des peuples et des nations»*. Aussi le rapport concurrentiel loi et marché, même si on parle de concurrence entre monopoles et cela, de soi-même, exclut toutes les définitions possibles d'impérialisme par lesquelles aujourd'hui l'impérialisme effectue ses fonctions ne sont rien d'autre que le développement historique de la domination du capital financier, de l'exportation des capitaux comme exportation d'un mode de production; rien d'autre que la répétition mondiale entre les plus grandes puissances capitalistes, des monopoles multi-productifs/multinationaux. Les analyses de ces formes ne sont pas du tout indifférentes pour une analyse concrète d'une situation laquelle, en passant du champ spéculatif théorique à celui politique et historique, nous rend capable de comprendre les tâches de l'avant-garde révolutionnaire. Nous parlons en particulier de la constitution des blocs ou chaînes impérialistes (occidentale à dominance USA et orientale à dominance URSS); du rapport de hiérarchie et de dépendance entre les pays qui appartiennent au même bloc; de la dominance des entreprises multinationales multi-productives (expression de la concentration du capital financier) du développement de l'internalisation de la production; de la constitution des institutions supra-nationales qui tendent à une plus grande planification de l'économie mondiale; et aussi de celle du capitalisme monopoliste d'Etat visant à assurer le milieu adapté à la reproduction capitaliste et à faire face à la crise.

Les choix de politique économique et monétaire opérés par les pays, même en étant homogènes avec les projets généraux et les perspectives de fond, développent de grosses contradictions entre les pays du même bloc. De ce point de vue, l'exigence du renforcement des liens politico-militaires, ne peut pas être reconduite aux exigences spécifiques des pays particuliers, mais aux nécessités du système impérialiste dans son ensemble de dépasser la crise, en allant vers la confrontation avec le bloc adversaire. Le capitalisme, au stade de l'impérialisme des multinationales, a créé un système de rapports tellement *intégré* que son développement peut arriver seulement en accroissant aussi bien les dimensions, que la force de cohésion de l'inter-dépendance.

Ce système de relations n'élimine certainement pas les contradictions et les motifs conflictuels, mais empêche que chaque Etat membre se place à l'extérieur de la chaîne d'appartenance grâce à une différente politique d'alliances. Et tout cela parce que le caractère unitaire de la chaîne ne repose pas sur des accords politiques ou diplomatiques, mais sur des caractéristiques **structurelles** et sur une division internationale du travail et des marchés, déterminée par le développement que le capital a atteint. Il suffit de regarder comment dans la CEE ont été résolues des questions d'assignation des quotas de production et de marchés de la sidérurgie avec la complète acceptation par les capitalistes italiens même si ils y perdent; il suffit de regarder comment l'Allemagne, qui n'est pas du tout une république *«à bananes»*, attaque le problème de la guerre entre dollar et mark, guerre dans laquelle, au désavantage pour le développement de sa propre économie s'approchent des motifs de convenance du moment qu'une sortie *«en douce»* de la récession la garantit de la reprise de l'inflation. Ces exemples-là servent à comprendre que les intérêts contradictoires des partenaires particuliers, n'arrivent pas au point de rupture, du moment que la possibilité de continuer d'exister comme pays à capitalisme développé, repose sur le renforcement politico-économico-militaire de toute la chaîne, même si les règles d'un rapport subordonné, contribuent au développement de motifs toujours plus grands et plus profonds de conflictualité. Il en sort un tableau toujours instable et à la recherche d'un difficile équilibre intérieur, qui ronge les limites de la crise de façon constante, en reproposant de plus aiguës contradictions et des déséquilibres. Autre chose que le super-impérialisme ! On doit parler d'un système de relations à inter-dépendance hiérarchique, à dominant USA.

C'est la crise qui rend aiguë et claire dans cette phase, la difficulté croissante pour le Monde de Production Capitaliste de dominer ses mêmes contradictions et qui, dans le même temps, pousse à des liens politicomilitaires de *«défense»* commune, perfectionnés après le deuxième conflit mondial et directs contre le prolétariat international et contre les peuples en lutte contre l'impérialisme. Les interventions des USA en Europe (exemple la Grèce et la Turquie); la proposition d'entrée du Japon dans l'Otan; le nouvel armement et le protagonisme atlantique des européens et des américains ensemble, avec des forces d'intervention dans chaque zone *«chaude»*; la mise en discussion de la part de l'Amérique de la division entre Est/Ouest des zones d'influence après la deuxième guerre mondiale, sont seulement des exemples de comment l'impérialisme occidental, avec les USA en tête, estime vitale pour sa *«sûreté»* toute la planète et surtout de comment il se prépare à modifier les rapports de force avec le bloc adversaire de manière directe, à travers une nouvelle guerre mondiale.

LE SYSTEME IMPERIALISTE ORIENTAL A DOMINANTE URSS

La défaite de la dictature du prolétariat et la reconquête du pouvoir de la part de la bourgeoisie en URSS, n'est pas parvenue sur le terrain superstructurel. La bourgeoisie, par définition, est la classe qui détient les moyens et les conditions pour la production; donc s'il faut parler de bourgeoisie, il n'a pas de sens à ajouter des adjectifs détournants tels que *«bureaucratique»* ou *«socialiste»* parce que celles-là n'ont aucune détermination dans les termes d'une analyse marxiste des classes, mais déplacent le discours sur des termes sociologiques ou politiques. La reconquête du pouvoir par la bourgeoisie en URSS est intervenue sur le terrain structurel, productif, et elle l'a, après, sanctionné aussi dans des termes politiques avec sa victoire au XX[e] congrès. Le social-impérialisme est un système de relations impérialistes antagoniques au système occidental. Ne pas les considérer comme tel, signifie concevoir l'impérialisme mondial comme un impérialisme unique, peuplé de contradictions entre chaque pays impérialiste particulier au lieu de celle dominante entre deux systèmes de relations. Le terme social-impérialisme, utilisé par Mao pour indiquer l'attitude soviétique de *«socialisme en paroles et d'impérialisme en actes»*, est impropre au moins sur deux aspects : 1) cette définition-là laisse entendre que l'impérialisme est une politique, une attitude. Ce n'est pas par hasard que la critique du modèle soviétique a fini par devenir une critique à la politique extérieure de l'URSS et à son aggressivité. 2) En plus, elle indique comme contradiction principale de la formation soviétique celle entre structure économique capitaliste et super-structure idéologique socialiste, en contribuant à la propagande révisionniste de la transition au communisme à travers la révolution définitive technico-scientifique et l'ultérieur développement des forces productives. Dans la réalité, les choses sont beaucoup plus complexes. Le développement capitaliste en URSS a dû faire les comptes avec l'ordre économico-productif hérité de la période révolutionnaire qui, en étant basée sur l'étatisation des moyens de production et sur la planification, a empêché la poursuite, pareille à celle dans les autres pays capitalistes et donc, du point de vue capitaliste, du niveau productif et technologique des pays occidentaux. Cela, d'un certain point de vue condamne les masses prolétariennes russes et des pays *«satellites»* à un genre de vie relativement bas, et, d'un autre côté, développe contradictions et niveaux de crise moins aiguës aussi bien de caractère politico-social qu'économique. Le système économique russe est basé, donc, sur la concentration de la part de l'Etat de toutes les activités économiques et commerciales.

Cela veut dire que n'existent pas la propriété privée et le marché libre (soit des capitaux, soit de la force du travail) on pourrait dire que n'existe plus la division en classe. Cela si on considère les rapports de production en les réduisant à des rapports de propriété et d'échange. Cela si nous prenions en considération les rapports de production et les réduisions à des rapports de propriété et d'échange. C'est-à-di-

re si nous prenions en considération un mode de production à partir de la circulation et non à partir de la production. En URSS il y a la production de la plus-value, et donc aussi la subordination de la force du travail au processus de valorisation, et cela malgré les énoncés du révisionnisme qui fait coïncider le socialisme avec la propriété de l'Etat associé à la planification. Le caractère capitaliste de la production (production des valeurs d'échange, extraction de la plus-value, etc...) démontre qu'en réalité, l'économie soviétique est une économie capitaliste au niveau de production encore bas qualitativement et quantitativement à cause d'un développement *«sui generis»* du capital, soumis à des crises périodiques de surproduction. Au niveau politique et économique ces crises ont trouvé en partie un terrain de résolution dans le rapport de préférence avec les pays du Tiers Monde, un rapport qui fait de certaines aires, des territoires de pénétration de l'impérialisme soviétique, vu la nature de ce modèle plus proche aux exigences des pays *«en voie de développement, par rapport à l'occidental; bien qu'en les condamnant au sous-développement et à la dépendance économique et politique»*.

La politique sociale intérieure subit aussi les mêmes logiques restrictives des pays occidentaux et la restructuration de l'appareil productif ne peut que suivre les logiques très élevées du profit et de la productivité et en plus la reconversion sous le signe de la privatisation et de l'efficience de l'entière économie. Les réflexes de ces *«mesures»* sont plus évidents dans les pays *«satellites»* et, cependant, dans aucun de ceux-ci les manœuvres déstabilisantes de l'Occident soient aussi évident, cela ne peut pas nous dispenser d'avoir un jugement très clair sur la manière dont l'URSS applique ses politiques de domination sur les pays du Pacte de Varsovie. Les faits en Pologne et les signes évidents d'effilochement de l'alliance en Europe Orientale, ne peuvent pas être vus simplement en repoussant à l'extérieur de la formation soviétique les contradictions politiques et sociales, même en prenant en compte le rôle qu'y joue l'autre bloc.

Dans la définition de social-impérialisme, nous devons tenir compte d'une question principale. Tout ceci arrive à l'intérieur d'une formation qui n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat, par le fait que la lutte de classes en URSS n'est plus le moteur de la révolution des forces productives et de l'entière société. L'*«Etat socialiste»* avec la *«destalinisation»* de Krouchtchev est l'Etat de tout le peuple soviétique et n'est plus le non-Etat ouvrier et prolétarien qui travaille à son extinction avec la destruction des classes, à travers la lutte de classe. La non-reconnaissance du caractère de classe de la société soviétique est le support incontournable entre les classes, à l'extérieur de la société qui identifie les ennemis du socialisme exclusivement dans l'impérialisme occidental et dans son aggressivité et la défense des *«conquêtes de la révolution bolchévique»* dans l'augmentation de l'aire d'influence et de la cohésion des alliés.

Le rôle de l'URSS sur le terrain mondial et sa politique d'alliances ne peut être d'aucune façon prise pour une espèce d'Internationalisme prolétarien imparfait à cause des menaces de l'Occident; en renonçant de telle manière à travailler pour le renforcement et l'unité des forces anti-impérialistes et révolutionnaires en se résignant à perpétuer la logique des blocs. Même dans le respect du principe de la différence entre contradictions, l'Internationalisme prolétarien est un problème d'unité et d'alliances sur le terrain prolétarien et révolutionnaire et ne doit pas être confondu avec la politique extérieure de l'URSS. Ici nous ne pouvons pas nous intéresser aux problèmes théoriques et de spéculation révolutionnaires marxiste-léninistes complexes. Par rapport à la transition au communisme manquée aussi bien en URSS qu'en Chine.

Ces problèmes, si d'un côté ils renforcent le principe *«le communisme c'est pour tous ou pour personne»*, de l'autre côté sont une sévère leçon historique au sujet des exaltations idéalistes et opportunistes des purismes de circonstance, sur lesquels le révisionnisme et l'ultra-criticisme petit-bourgeois trouvent toujours espace pour des disputes contre-révolutionnaires sophistiquées.

Pour ce qui nous intéresse, en repoussant à d'autres lieux l'approfondissement nécessaire, nous devons défendre et renforcer le principe marxiste qui est seulement la conception de la nécessité de la dictature du prolétariat que distingue réellement une politique prolétarienne de l'élucubration mystificatrice et tordue de la bourgeoisie et de ses alliés.

Le monde est divisé en deux grands systèmes de relations impérialistes, que la crise pousse à la confrontation directe. La tendance à la guerre impérialiste est aujoud'hui la contradiction principale. Et justement la présence de ces données met à l'ordre du jour la possibilité de la révolution prolétarienne et la re-soudure des motifs d'alliance du prolétariat international avec les peuples en lutte contre l'esclavage impérialiste. Le développement inégal du Mode de Production Capitaliste, conditionne le caractère et la nature des processus révolutionnaires. Dans le sens que l'exportation réalisée sur toute la planète du Mode de Production Capitaliste, ne confère pas par soi-même un caractère prolétarien dominant à tous les processus révolutionnaires qui existent. Nous voulons dire, en schématisant, que la norme qu'ils prennent dans des pays industrialisés en forte composante prolétarienne et ouvrière c'est celle d'une révolution pour la conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat; dans des pays dépendants, la lutte révolutionnaire s'exprime **surtout** comme révolution démocratique anti-impérialiste, en intéressant aussi des composantes de bourgeoisie progressiste.

Dans le passé, des généralisations abstraites nous avaient amené à affirmer comme contradiction dominante une polarisation déjà réalisée de l'affrontement prolétariat-bourgeoisie sur toute la planète. Le fait que tout ça soit théoriquement vrai à partir de la Commune de Paris, n'enlève rien à la diversité de périodes, lesquelles, dans des conditions économiques et sociales différentes rendent toujours nécessaires, dans une grande partie du monde, ces parcours révolutionnaires qui ont comme première étape la libération nationale et la révolution démocratique.

L'idéologie subjectiviste empêche aussi bien une analyse correcte de l'impérialisme, qu'un approfondissement des thèmes de l'internationalisme prolétarien; et tout cela a amené notre Organisation à des propositions politiques lesquelles finissaient par s'adresser toujours à ces forces combattantes qui, grâce à leur disposition dans les pays du centre impérialiste, constituaient nos interlocuteurs privilégiés. Les principes d'unité et d'alliance ne doivent pas être déterminés géographiquement, mais par des **distinctions politiques** qui font d'un projet de front anti-impérialiste, une chose différente de la conception de l'Internationale Communiste.

Les Brigades Rouges pour le Parti Communiste Combattant travaillent aujourd'hui à contribuer à résoudre ce tissu de solidarité militante, confrontation politique, unité et alliance, en s'appuyant sur le fait que la force de la bourgeoisie impérialiste et la tendance à la guerre, favorisent plus que jamais la convergence d'intérêts et l'alliance du prolétariat international avec les peuples et les forces progressistes qui dans tout le monde luttent contre l'impérialisme.

Dans le respect des diversités idéologiques et dans l'appui inconditionnel à toutes les luttes progressistes d'émancipation des peuples, les Brigades Rouges visent à l'unité internationale des communistes composant l'avant-garde, aussi bien dans les pays du centre que dans les pays de la périphérie, en privilégiant où qu'elles existent, les forces révolutionnaires organisées sur la base du Marxisme-Léninisme et qui combattent pour le socialisme.

La révolution prolétarienne a nécessairement un caractère internationaliste. Ça signifie que, si la tâche principale révolutionnaire est de *«faire la révolution dans son propre pays»* et de *«compter sur ses propres forces»* c'est aussi vrai que la condition pour pouvoir faire une révolution est liée à l'état général des rapports de forces entre bourgeoisie impérialiste et prolétariat international, à l'aggravation de la crise économique et politique de l'impérialisme dominant; ainsi que les modifications que celui-ci subit sur le terrain mondial.

En ce sens, il faut dire que, pour la finesse de ces contradictions et de la crise de surproduction de la chaîne occidentale, l'impérialisme occidental à dominante USA, c'est **l'ennemi principal du prolétariat international et des peuples du Tiers Monde** parce que plus *«vitaux»* sont les motifs qui le poussent au réarmement et à une politique aggressive dans chaque partie du monde. Tout cela ne doit pas amener à sous-estimer ni le caractère ni la nature de son adversaire, en pensant pouvoir *«l'utiliser»* en quelque manière, fourbement, aux fins des intérêts de la révolution prolétarienne. La rigidité des attitudes tactiques ou, pour le dire selon Lénine, des compromis, doit être garantie par la rigidité des principes stratégiques, comme unique garantie pour la réalisation de nos objectifs. En politique, les positions de principe abstraites et les caractères idéologiques préjudiciables, vont bien pour celui qui se contente de l'auto-gratification et sont aussi ridicules qu'inutiles. En politique, il est nécessaire de se poser des objectifs, de les poursuivre au maximum des possibilités, en tenant compte de *«l'analyse concrète de la situation concrète»* et les tâches stratégiques que ces objectifs rendent possibles.

Nous proposons un itinéraire de travail et de débat basé sur :

1) Disposition véritablement internationaliste de l'activité de l'Organisation, construite sur les alliances et la solidarité militante avec tous les peuples et les forces **progressistes** qui, dans le monde combattent contre l'impérialisme.
2) Travailler à la construction de l'Internationale Communiste sur la base de discriminations précises :
   a. formation marxiste-léniniste de la base idéologique et théorique
   b. reconnaissance du caractère stratégique de la Lutte Armée pour le Communiste, dans la diversité d'applications dans les diverses conditions socio-politico-idéologiques
   c. redéfinition, sur la base des transformations survenues du domaine des partis communistes révolutionnaires, aussi bien au pouvoir que non.

2. Développement de la seconde position, septembre 84.

1. NOS DIVERGENCES

Le début des années '80, et l'année 1982, en particulier, a produit une dure étape de continuité dans le processus de croissance, pratiquement ininterrompu, connu par notre Organisation au cours de ses premiers dix ans d'activité; de cette terrible épreuve, elle est sortie très réduite en nombre de militants, en moyens politiques organisationnels, en influence et en prestige parmi les masses. Beaucoup ont remarqué que la campagne de répression déchaînée par l'Etat contre le mouvement révolutionnaire a, pour ainsi dire, seulement développé et mis en évidence dans toutes leurs implications les symptômes d'une profonde crise politique qui existait avant les jours des tortures, des trahisons et des arrestations de masses; et cette vision du problème est confirmée ne fût-ce qu'en regardant superficiellement ce qui se passe parmi les prisonniers politiques dans les prisons et dans les salles de tribunaux de notre pays : sans parler des vrais et propres traîtres, la plus grande partie de ceux qui ont fait partie du mouvement révolutionnaire des dernières années renie leurs propres choix et souhaitent le début de pourparlers avec l'Etat en vue d'obtenir la liberté dans un futur prochain. Il n'est vraiment pas possible, en fait, de fermer les yeux face à cette monumentale et en même temps tragiquement ridicule Canossa d'ex-combattants qui, en se prosternant bien sagement face aux pires valeurs de la société bourgeoisie, offrent aux masses prolétariennes de notre pays un spectacle indécent, dont nous devrons payer longtemps l'écot. Tant de saleté ne s'accumule pas en un ou deux ans, et le nettoyage de nos écuries ne sera ni bref, ni facile et il devra nécessairement partir de loin, parce qu'il s'agit d'une crise politique, profonde et compliquée.

Au lendemain de la libération du général américain Dozier, notre Organisation a estimé juste de faire un bilan approfondi sur **toute** notre expérience et elle a ainsi lancé au mouvement révolutionnaire la proposition de la *«retraite stratégique»* c'est-à-dire, de la nécessité d'une période de redéfinition générale de l'avant-garde révolutionnaire à la suite des revers enregistrés. Ensuite, l'histoire s'est chargée de confirmer, une fois de plus, la validité du principe léniniste selon lequel le sérieux d'un parti politique découle de la façon dont il affronte ses erreurs : nos critiques *«de gauche»* de l'époque, surtout le scélérat *«parti-guérilla du prolétariat métropolitain»* qui prêchait et pratiquait des actions militaires scélérates sur la moitié de l'Italie et nous accusait de trahir la lutte de classe, ont disparu en tant que forces organisées, et dans les prisons, redécouvrent tardivement l'individualisme, la beauté de la vie commune et, perle des perles, même la religion. Dans une situation où la première tâche **matérielle** était celle de faire face à l'étreinte mortelle de la répression d'Etat, on a donc commencé une réflexion critique avec la contribution de chaque militant et de chaque structure de l'Organisation, soit-elle en activité ou prisonnière. Le caractère de cette réflexion, vu dans sa généralité, C'était celui d'avoir eu un développement par degrés successifs, en mettant en évidence toujours plus clairement les raisons profondes qui expliquent les erreurs et les mérites de notre expérience. Comme il arrive souvent, certains, au cours du chemin, ont eu la confirmation de ses idées, d'autres les ont changées, d'autres encore les ont abandonnées par crainte des difficultés propres à la tâche. Il est certain que **l'objectif de cette réflexion n'a pas changé** : relancer l'activité révolutionnaire dans notre pays sur des bases théoriques, politiques et organisationnelles plus solides et plus pures que par le passé.

Cette période de réflexion critique générale, qui dure depuis les premiers mois de '82 et qui, de toute façon, n'a pas empêché les Brigades Rouges de retourner combattre aux plus hauts niveaux politiques et militaires de leur histoire, est arrivée aujourd'hui à un point décisif : deux positions s'affrontent sur les principaux problèmes théoriques et politiques à l'ordre du jour dans notre discussion interne; on est divisés sur des questions de stratégie et sur des questions de tactique, sur le jugement du passé et sur la façon de concevoir notre activité future. Mais pourquoi, pourra-t-on se demander, une Organisation réduite par les arrestations, qui est restée pratiquement la seule à combattre par les armes l'Etat bourgeois, veut-elle s'affaiblir encore plus par des divisions internes ? Et quel est le contenu de ces divergences ?

Il faut reconnaître, en toute franchise, que le contenu de nos divergences se trouve dans le fait qu'il existe aujourd'hui, dans les Brigades Rouges, deux conceptions complètement différentes du processus révolutionnaire et des tâches d'avant-garde dans notre pays : une conception s'appuie sur l'idée qui estime possible, en partant de l'activité du parti révolutionnaire, de mener une *«guerre de classe de longue durée»* dans un pays impérialiste comme l'Italie — c'est une thèse qui, tous comptes faits, a été propre à notre Organisation depuis son acte de naissance et qui peut aussi être indiquée sous le nom de *«stratégie de lutte armée»*; l'autre, en partant de l'évaluation concrète des effets produits par l'application de cette thèse à la réalité italienne (effets tant positifs que négatifs, bien entendu), et considérant certains enseignements fondamentaux du marxisme et du léninisme, considère que, dans notre pays, la forme assumée par la guerre révolutionnaire est fondamentalement celle d'une insurrection, et que la tâche du Parti est celle de conduire les masses à ce rendez-vous historique par le biais de son activité révolutionnaire, de sa **politique** révolutionnaire, centrée de façon essentielle, mais pas exclusive, sur la lutte armée. Le problème pourrait être formulé même ainsi : dans un pays impérialiste, les enseignements de la révolution d'Octobre sont-ils encore valables, **considérés dans leur essence**, ou bien les choses ont-elles évolué à un point tel que la référence à ces événements fondamentaux se révèle un vain effort et, en fin de compte, conduit à un effet contraire ? En somme s'agit-il **d'approfondir** la conception que Lénine avait de la révolution ou, au contraire, de la **dépasser** ?

A ce point, l'affrontement politique qui investit aujourd'hui notre Organisation acquiert un sens et une signification en s'insérant dans le problème plus ample de la **crise** théorique et pratique qu'a dû affronter le marxisme-léninisme dans le deuxième après-guerre, à la suite de la dégénérescence révisionniste des vieux partis communistes, et des **réponses** que les révolutionnaires ont cherché à donner à cette crise dans les contextes historiquement déterminés au sein desquels ils agissaient et réfléchissaient. De ce point de vue, on comprend l'importance de nos divergences et on comprend pourquoi la bataille politique doit être menée à fond, malgré les conditions difficiles actuelles; nos problèmes s'inscrivent *dans* l'histoire du mouvement communiste international. Dans l'affrontement politique qui existe aujourd'hui à l'intérieur des Brigades Rouges se reflètent, avec les spécificités propres à notre histoire en tant qu'Organisation, *des questions historiques irrésolues* dont le poids est et sera déterminant pour influencer le destin de la révolution prolétarienne dans le monde et dans les pays impérialistes en particulier.

La thèse soutenue dans ce travail est qu'il faut creuser le léninisme et non pas le dépasser. A notre avis, la célèbre définition, donnée par Staline dans *«Principes du léninisme»*, selon laquelle le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, maintient intacte sa validité, à 60 ans de distance du moment où elle a été formulée. Donc, l'idée de la *«guerre de longue durée»* — qui représente une référence fondamentale pour la révolution de nouvelle démocratie et pour les luttes de libération nationale dans les pays opprimés par l'impérialisme — doit être refusée dans les pays impérialistes parce que porteuse de subjectivisme et d'aventurisme petit-bourgeois. Tant il faut reconnaître aux expériences d'avant-gardes qui

ont fondé leur propre action sur ces bases la **fonction historique** d'avoir récupéré la **problématique concrète** et la **dimension militante** de la révolution dans les pays du centre impérialiste, tant il faut aussi bien en critiquer les insuffisances, les limites, les approximations sur le plan de la science de la révolution.

S'il est vrai, en effet, comme chacun s'essoufle à le soutenir en paroles, qu'actuellement la tâche principale est celle de tirer tous les enseignements possibles de notre expérience passée pour pouvoir totalement la mettre en valeur dans le futur, il est encore plus vrai qu'une telle opération ne peut pas se mener, pour ainsi dire, à bas niveau, en juxtaposant entre eux des jugements particuliers sur des petits morceaux d'histoire de l'Organisation avec l'illusion de sauver la chèvre et le chou. Il faut donner une évaluation **générale** de l'activité révolutionnaire menée par les Brigades Rouges dans notre pays; et cette évaluation, qui seule peut rendre compte de la **signification historique** de notre expérience, est une chose qu'il faut mener sur la base du marxisme et dans un esprit libre des intérêts étroits de chapelle, projetés, en somme, sur la dimension de l'histoire. Dans ce sens, mener à bien une telle opération théorico-pratique équivaut à relancer avec rigueur et avec force le marxisme-léninisme dans notre pays, en dépassant ainsi, une fois pour toutes, la condition de minorité théorique et d'infériorité politique dans laquelle, depuis trop d'années, semble être reléguée la gauche révolutionnaire italienne.

Sur la question de la relance du marxisme-léninisme, il faut exprimer au préalable, au moins deux précisions. Avant tout, il faut souligner que cette relance ne peut pas se faire d'une façon acritique et dogmatique toujours propre à certaines sectes qui, avec la même facilité, impriment quelques centaines de copies d'horribles petits journaux et se proclament avant-gardes du prolétariat international en s'attirant le ridicule de la part de la bourgeoisie et aussi des masses combattives. En vérité, n'importe quelle réflexion **révolutionnaire** ne peut que partir de l'évaluation de **l'expérience révolutionnaire** que les masses et les sujets conscients font, dans des périodes historiques déterminées; et chaque phase (ou moment historique) est, qu'on le veuille ou non, supérieure à la précédente, dans le sens qu'elle en constitue un **développement** et donc, de toute façon, un **approfondissement réel.** Dans **«La guerre civile en France»** Marx nous donne un exemple de cette **méthodologie scientifique** quand, en faisant référence à la Commune (expérience dont il n'avait pas partagé complètement les présupposés) il la définit comme *«la forme politique finalement découverte, dans laquelle on pouvait mener l'émancipation économique du travail»*, c'est-à-dire le premier exemple de dictature du prolétariat; Lénine, d'ailleurs, a toujours insisté sur la nécessité d'apprendre de la réalité **telle qu'elle est effectivement**, de reconnaître dans la réalité ce qui, parfois apparemment pas essentiel, est susceptible d'être généralisé en tant que forme supérieure et tendanciellement la plus développée de l'action historico-sociale de l'homme. Celui qui récite un principe par cœur et ne s'occupe pas d'en saisir les implications concrètes, **les formes réelles et aussi contradictoires de manifestation dans l'histoire**, n'a rien compris du matérialisme dialectique en général et de son application à l'histoire en particulier. Pour ce qui nous concerne, donc, **aucune** activité révolutionnaire qui se dit marxiste-léniniste n'est concevable dans notre pays hors des Brigades Rouges, parce que seule notre Organisation est en mesure de tracer un bilan **scientifique** et **militant** (c'est-à-dire capable de se traduire en pratique révolutionnaire) des mérites et des limites de l'expérience révolutionnaire réalisée au cours des années '70 en déterminant avec précision les éléments positifs acquis et/ou acquérables dans le patrimoine historique du mouvement communiste international, en définissant avec clarté les termes d'une stratégie et d'une tactique vraiment révolutionnaire, en valorisant complètement l'enseignement principal qui découle de toute l'expérience d'avant-garde des années '70 et, en premier lieu, de celle de notre Organisation: **que la question de la lutte armée fait partie d'une façon décisive de la question de la politique révolutionnaire d'un parti marxiste même dans une situation non révolutionnaire.**

Deuxièmement, il faut éclaircir ce que nous entendons par **approfondissement** de la conception de la révolution léniniste et pourquoi nous opposons une telle orientation théorico-pratique à celle du **dépassement** de cette même conception. L'application de la théorie maoïste de la *«guerre populaire prolongée»* à la réalité sociale et historique des pays impérialistes mène, à notre avis, inévitablement, à une distorsion profonde du léninisme jusqu'à son noyau essentiel. Il est facile de **démontrer**, en effet, et **notre histoire l'a largement fait**, que quoique l'on cherche à être d'honnêtes marxistes-léninistes, quoique l'on veuille éviter les schématisations, en voulant appliquer cette théorie dans les pays capitalistes avancés, on arrive par la force des choses, à une vision non léniniste du rapport conscience-spontanéité et de son corrélatif pratique : lutte politique-lutte économique, on arrive à sous-estimer le rôle éducateur et politique du Parti révolutionnaire en le transformant, **de sujet conscient de la lutte pour le pouvoir**, en un simple organisateur d'une disponibilité révolutionnaire de masse tenue pour sûre, on bouleverse finalement complètement, en se situant à l'extrême opposé, l'idée marxiste et léniniste de l'*«exceptionnalité»* de la rencontre entre les conditions objectives et les conditions subjectives de la révolution socialiste prolétarienne, en embrassant une sorte de philosophie de la praxis actualisée, dernier héritage raffiné du marxisme *«critique»*. Il y a certainement des raisons précises à la base du fait que les marxistes-léninistes conséquents, au début des années '70, ont été induits à croire qu'une *«longue marche dans les métropoles»* constituait l'alternative révolutionnaire juste à la trahison révisionniste et à l'impasse des groupes (à l'époque) extra-parlementaires. Et, de plus, nous devons en matérialistes, reconnaître que la question de la lutte armée s'est conquis la résonnance qui lui est dû, une résonnance politique à partir de **ces** choix et à travers **toute** notre histoire, depuis '70 à Dozier, sur la base d'une théorie et d'une pratique approximative si l'on veut, mais **historiquement à l'avant-garde et, donc, justes et positives.** Néanmoins **aujourd'hui**, un éclaircissement s'impose sur ces problèmes comme sur d'autres. Il nous semble inutile de se déclarer léninistes si l'on n'accepte pas au moins le **noyau** de la pensée du grand révolutionnaire russe; et l'on rend, en réalité, un mauvais service au léninisme en continuant à mélanger les principes clairs avec les conceptions les plus diverses et les plus lointaines. Comment est-il possible, en effet, de faire appel aux principes léninistes du Parti en tant qu'*«unité d'avant-garde»* et *«conscience externe du prolétariat»* et écrire presque à côté que *«le problème n'est pas de la transmission de conscience des communistes aux multitudes»*? (Première position de la communication). Et quel rapport avec la pensée de Lénine (qui localisait **scientifiquement** les caractéristiques principales de la phase révolutionnaire), à la phrase suivante *«la lutte armée ouvre la phase révolutionnaire à partir de l'activité politico-militaire d'avant-garde qui attaque l'Etat et qui se rapporte à la classe selon une stratégie visant à organiser les avant-gardes révolutionnaires, représenter et trouver un débouché aux instances de pouvoir des luttes prolétariennes et conquérir l'antagonisme au programme révolutionnaire»* ? (Ibidem). Et est-il possible de parler d'*«actes de guerre»* si le Parti agit dans une situation caractérisée par la dimension **politique** en tant que dimension dominante de l'affrontement social entre les classes ? En deux mots, celui qui croit vraiment pouvoir dépasser Lénine, en se moquant de ces enseignements de la révolution d'Octobre qui maintiennent encore leur validité aujourd'hui, doit au moins avoir le courage de le dire ouvertement, en admettant que la *«guerre de longue durée»* ou des idées semblables s'accompagnent de bien d'autres discours et comportent une autre vision du processus révolutionnaire, différente et opposée à celle que Lénine avait. Nous, au contraire, nous pensons que la **substance** de cette conception est encore aujourd'hui valable et que le problème est celui d'en approfondir les contenus à la lumière de l'expérience pratique menée par le mouvement communiste international et en tenant compte des mutations intervenues dans la société.

En ce sens, l'affrontement politique existant aujourd'hui dans l'Organisation se révèle évidemment en tant qu'affrontement de références historiques et, à la limite, en tant qu'affrontement entre diverses méthodologies. Dans cet affrontement nous sommes pour la **démarcation** entre les deux positions non pas parce que nous avons le *«goût»* de la scission ou que nous éprouvons du plaisir à ne trouver des points d'union à aucun niveau, mais justement parce que la démarcation permettra de dévoiler une autre des caractéristiques à demi-cachée de cette bataille politique : c'est-à-dire le fait qu'une position vraiment marxiste-léniniste pourra se forger le chemin dans les Brigades Rouges seulement à la condition de réussir à démasquer comme tel **l'eclectisme** théorique, capable de dire une chose et en même temps le contraire, qui a eu tant de chance dans les Brigades Rouges du cours de leur activité passée et qui, d'autant plus lourdement aujourd'hui pèse comme une hypothèque sur le futur.

Essentiellement, à la question *«quel futur pour les Brigades Rouges»* ? il pourra seulement être répondu après avoir éclairci en quoi consiste la **signification historique** de notre expérience, c'est-à-dire, après avoir mis en évidence notre élément d'**insertion et de contribution** à l'histoire et au patrimoine du mouvement communiste international, et il est évident que la manière avec laquelle s'affronte ce dernier problème est absolument décisive et influence, du début à la fin, n'importe quel discours que l'on veuille faire sur plus de 10 ans de lutte armée dans notre pays. En fait, en Italie, le problème de la réponse d'avant-garde à la trahison révisionniste des Partis Communistes provenant du Komintern, problème général de toute la gauche révolutionnaire européenne, s'est manifesté de façon extrêmement évidente et développée.

La rupture avec le révisionnisme le plus fort de tout l'Occident a assumé des caractères de **radicalité révolutionnaire et d'enracinement social** inconnus dans d'autres réalités nationales; l'Italie a fait l'expérience d'une lutte de classe aiguë, qui a modifié profondément certains traits de notre société et qui a accumulé dans les mains du prolétariat révolutionnaire un patrimoine énorme d'expérience sur lequel il est juste de réfléchir et dont il est possible de tirer des enseignements très utiles. Certainement, beaucoup de facteurs d'ordre objectif — c'est à dire indépendants de la volonté des individus ou groupes, et même de celle des classes — sont à rechercher **a un niveau profond** dans notre histoire nationale; pour d'autres, il faut se référer aux caractéristiques économiques et politiques assumées **spécifiquement** par la société italienne dans le deuxième après-guerre.

Mais, tout en tenant compte de cela, il ne semble pas et il ne peut pas être dû au hasard

que les Brigades Rouges, l'élément subjectif entraînant cette grande *«vague»* révolutionnaire, soient nées en essayant d'appliquer les principes marxistes à la réalité actuelle, en se liant ainsi au patrimoine du Communisme révolutionnaire international. On ne peut donc considérer comme accidentelle la relation qui s'est établie **de fait** entre la tentative de se référer constamment au Marxisme-Léninisme sous le profil théorique, politique et organisationnel, et la quantité et la qualité du chemin parcouru par les Brigades Rouges depuis leur fondation jusqu'à aujourd'hui, y compris le fait qu'elles sont actuellement *la seule* organisation à avoir dépassé la très dure épreuve de la répression du début des années '80. Pour ces motifs, au-delà de toute analyse sur le rapport entre lutte de masse de 68/70 et naissance de la Lutte Armée, il est important de considérer les liaisons internes à l'histoire du mouvement communiste international; parce que pour un parti marxiste c'est **l'activité consciente**, et donc l'activité consciente considérée dans son **évolution historique**, qui représente le terme de référence fondamental et la base pour toute avancée générale.

Et nous sommes ici à un point extrêmement délicat car, dans la mesure où quelqu'un se donne la peine d'essayer un encadrement de notre expérience dans une dimension historique à peine plus ambitieuse que celle qui s'est développée à partir de 68 et après, immédiatement s'élève le chœur criant à la trahison, à la braderie des principes d'organisation, à l'abandon de la lutte armée. Donc, nous refusons ouvertement la position de ceux qui estiment pouvoir isoler notre histoire de celle plus générale du mouvement communiste international, au nom d'une présumée *«originalité»*. Néanmoins, les originalités et même les *«ruptures»* existent, mais il faut dire clairement que l'attitude présomptueuse de celui qui n'établit pas des relations historiques précises avec le passé (ou qui les établit seulement sur la base du fait que s'est opérée une rupture irrévocable avec ce qui n'est rien d'autre qu'opportunisme et dégénérescence), à partir du fait que l'on a fait un choix qu'il faut prendre en bloc ou abandonner effrayés; cette attitude nous condamne pour toujours au particularisme et au primitivisme, *«splendide»* si l'on veut, mais toujours incapable de s'élever au niveau politique nécessaire aujourd'hui pour un *Parti* révolutionnaire. Et puis, les *«sans passé»*, obligés de faire quelque référence d'ordre historique, se révèlent incapables de faire la plus petite distinction : chaque révolution est la bonne, si elle confirme leurs opinions et, entre la révolution socialiste prolétarienne et celle de nouvelle démocratie, entre la **forme** qu'assume la révolution dans les pays impérialistes et celle qu'elle assume dans les pays dépendants, coloniaux ou néo-coloniaux, chaque précision est inutile parce qu'elle risque d'enfermer dans une boîte notre révolution, voilà qu'arrive l'horrible mot... en un *«modèle»* !! Nous, naturellement, ne sommes pas de cet avis, et les précisions, quand elles sont nécessaires et utiles, ne nous font pas peur du tout : quel problème y a-t-il, par exemple, à admettre que l'Italie est un pays **impérialiste** et que sa révolution assume une forme nécessairement différente de celles qui ont lieu dans les pays dépendants quant à la forme qu'assume tendanciellement la guerre révolutionnaire ? Taire ce fait, ne veut-il pas dire aller **contre**, qu'on le veuille ou non, la théorie léniniste de l'impérialisme qui **distingue** avec précision les nations impérialistes de celles qui sont opprimées ? Et celui qui se cabre contre les *«modèles»*, n'a-t-il pas dans la tête un modèle tout à fait défini, celui de la *«guerre de longue durée»*, c'est-à-dire l'accumulation progressive de forces militaires sur la base d'une activité nécessairement *«tentaculaire»* (un plus un, action plus action), qui ne tient pas compte de l'importance de l'élément **objectif** dans la dynamique générale de n'importe quel processus révolutionnaire ?

En vérité, la naïveté théorique et pratique qui a caractérisé pour beaucoup d'années notre activité et qui a aussi rempli une remarquable fonction historique (conquérir un rôle essentiel à la lutte armée dans l'ensemble des méthodes et des instruments de lutte dans les mains du parti marxiste, depuis le début du processus révolutionnaire), risque aujourd'hui de se transformer en infantilisme, au cas où une conception éclectique des tâches d'avant-garde et des caractéristiques générales que le processus révolutionnaire assume dans notre pays l'emporterait. L'enfant, en somme, risque de rester un nain. La valorisation de notre expérience, au contraire, et à notre avis, coïncide, comme on l'a déjà dit, avec la relance rigoureuse du marxisme-léninisme contre toutes sortes d'opportunismes, mais aussi contre ce type d'infantilisme qui est désormais seulement un obstacle à dépasser sur la route qui mène à la **constitution** du Parti révolutionnaire dans notre pays.

2. LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'EXPERIENCE DES BRIGADES ROUGES

Comme il est bien connu, dans Marx et Engels, le thème de la révolution sociale se traduit, sur le plan politique, dans le problème de l'autonomie politique du prolétariat et dans celle du rapport entre classe révolutionnaire et pouvoir bourgeois, organisé dans l'Etat. La révolution sociale est étroitement liée à sa condition préliminaire, la **révolution politique**, et un des moments cruciaux de cette question complexe devient, par la force des choses celui de la **prise du pouvoir**.

Les fondateurs du socialisme scientifique se préoccupèrent plusieurs fois d'éclaircir leur pensée à ce propos : Marx en premier parla de la violence comme de la *«sage-femme»* de l'histoire, en la transformation de la société; et il enseigna que les tactiques à adopter pour parvenir à la prise du pouvoir doivent avant tout tenir compte des caractéristiques politiques et militaires de l'Etat que l'on veut abattre; Engels, qui considérait l'insurrection comme un **art**, en 1895 (c'est-à-dire l'année de sa mort) se dédiait encore à l'analyse de l'évolution des techniques militaires bourgeoises, en relevant comment, en même temps, augmentaient aussi les difficultés de réalisation d'une action militaire révolutionnaire.

Ils mirent **toujours** l'accent sur le problème de la violence et critiquèrent sans faiblesse ces dirigeants socialistes qui, éblouis par les succès électoraux, se refusaient à considérer le côté **violent** de la révolution et les tâches **militaires** du Parti du prolétariat. D'autre part, ils ne traitèrent pas l'argument de façon organique et définitive, en laissant ouverte l'hypothèse, à titre tout à fait théorique et exclusivement démilitarisé, jeune et de faible présence dans la société, d'un passage pacifique au socialisme.

Chez Lénine, cette thématique particulière est traitée d'une façon si ample et systématique, si ponctuelle dans toutes ses implications, que de toutes ses œuvres, il est possible de ressortir une vraie et propre *«conception»* du problème de la prise du pouvoir, une conception qui, en recherchant constamment et rigoureusement la référence à l'œuvre de Marx et d'Engels, se développe et se renforce dans la **lutte contre l'opportunisme** qui domine dans la deuxième internationale, et elle a comme banc d'essai la réalité désormais accomplie de l'**impérialisme**, c'est-à-dire du capitalisme parvenu à son stade monopoliste. Rappelons-en les passages fondamentaux à l'aide de quelques citations.

Pour Lénine, **aucune** révolution socialiste n'est possible sans l'emploi d'une certaine violence de la part du prolétariat contre l'Etat et la classe bourgeoise :

«La substitution de l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois n'est pas possible sans révolution violente» (*«L'Etat et la révolution»*). Même l'hypothèse absolument justifiée d'un passage pacifique au socialisme dans certains pays, laissée ouverte par Marx et Engels, se révèle comme non actuelle à l'époque de l'impérialisme.

«... Le capitalisme pré-monopoliste — qui a atteint son apogée justement dans les années 70 —, se différenciait dans ses traits ***économiques*** *essentiels, qui s'étaient manifestés de façon particulièrement typique en Angleterre et en Amérique, par un amour relativement grand de la paix et de la liberté. L'impérialisme, au contraire, c'est-à-dire le capitalisme monopoliste mûri définitivement seulement au vingtième siècle, se différencie dans ses traits* ***économiques*** *essentiels par son moindre amour pour la paix et pour la liberté, et par le développement maximum et universel du militarisme. "Ne pas remarquer" ceci en examinant jusqu'à quel point soit vraisemblable un bouleversement pacifique ou un bouleversement violent, veut dire descendre au niveau du plus vulgaire valet de la bourgeoisie»* (*«La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky»*).

Donc, la confrontation violente entre prolétariat et bourgeoisie est un fait **nécessaire** qui découle de l'existence objective du militarisme capitaliste et, en particulier, du développement avancé que ce dernier a eu sous la réalité de l'impérialisme. Après avoir ainsi posé le problème et avoir éclairci que l'action révolutionnaire violente, pour être décisive, c'est-à-dire pour arriver à arracher le pouvoir politique des mains de la bourgeoisie, ne peut pas ressembler à un complot, mais doit entraîner les larges masses prolétariennes dépositaires de la sympathie de milliers de personnes, toujours selon Lénine, **deux** tâches fondamentales se présentent immédiatement pour le Parti qui veut guider victorieusement les masses à la révolution violente : **avant tout**, le Parti doit éduquer les masses à l'idée de la révolution violente à travers toute sa propre activité, doit élever la combativité en tenant compte et en s'appuyant sur l'expérience pratique accomplie par les masses mêmes, doit élever leur degré de conscience jusqu'à la compréhension de l'inconciliabilité d'intérêts qui existe entre elles et la bourgeoisie dans la société contemporaine. En deux mots, le Parti doit poser, face aux masses le problème de **l'Etat, de sa nature de classe** et de la nécessité de sa **destruction violente**, en tant qu'élément fondamental et principal de la politique révolutionnaire. **Deuxièmement**, le Parti doit trouver la **forme** que le processus révolutionnaire prend dans une nation déterminée, avec une attention particulière au problème du passage de la phase **politique** à la phase **militaire** de l'affrontement social, et au problème du passage de la situation non révolutionnaire à la situation révolutionnaire. Il doit, donc, analyser la forme que la **guerre révolutionnaire** assume et il doit répondre aux tâches **militaires** imposées par cette forme particulière, sans faire la moindre concession à l'opportunisme.

Essentiellement, il n'y a pas d'autres tâches pour le parti qui découlent du principe de la nécessité de la révolution violente, car, pour Lénine, tant l'action partisane contre le flic tsariste que la grande manifestation populaire qui s'achève dans un bain de sang, agissent comme des facteurs **concrets** d'éducation des masses, en élevant la combativité et en dévoilant la nature des institutions qui gouvernent la société. Naturellement à la condition, (et ici Lénine est toujours très catégorique) que ce soit le Parti qui dirige une telle *«éducation»*. Toutes autres interprétations, toute dévaluation du rôle éducateur du Parti **même sur la question de la violence**, n'est pas seulement une conces-

sion au spontanéisme, mais mène, dans la mesure où l'on pratique des actions partisanes, à la logique de *«l'argumentation stimulante»* que Lénine même ridiculisait dans le *«Que faire ?»*. L'argumentation même selon laquelle la lutte armée *«déplace les rapports de force généraux entre les classes»*, à y regarder de près peut être comprise dans ce schéma conceptuel. Nous nous expliquons mieux : pour les communistes, pour ceux qui ont comme **finalité immédiate** la prise du pouvoir de la part du prolétariat, chaque amélioration des conditions de vie du prolétariat n'est pas importante **en soi** mais parce que, obtenue sur la base de la lutte de classe, elle implique une **augmentation** de la **conscience révolutionnaire** de la classe opprimée et une augmentation de l'influence concrète du Parti révolutionnaire de ces masses mêmes. Il est donc évident, que le but des communistes n'est pas tellement celui de *«déplacer les rapports de force»*, mais plutôt : le fait qui change les relations générales entre les classes est un indice fondamental de l'augmentation de la disponibilité révolutionnaire du prolétariat aux thèses du Parti. S'il est vrai que la lutte armée déplace les rapports de force entre les classes, elle le fait dans un **sens communiste**, seulement parce qu'elle contribue à élever la conscience et l'organisation **révolutionnaire** du prolétariat. Considéré d'une autre façon, le problème a seulement deux solutions, toutes les deux non-marxistes : 1) la lutte armée déplace les rapports de forde car elle améliore les conditions de vie des masses (interprétation *«réformiste»*). 2) la lutte armée déplace les rapports de force car elle accroît le pouvoir des masses (interprétation qui, dans un pays comme l'Italie, où le **seul vrai pouvoir dans les mains des masses avant la prise du pouvoir politique est leur conscience et leur Organisation révolutionnaire**, sous-tend nécessairement l'idée d'un *«pouvoir croissant»*, d'un *«contre-pouvoir»*, d'un *«système de pouvoir»*, qui n'ont pas de vérification sinon dans le paradis accueillant de l'idéologie d'où, avec fatigue, nous sommes en train de sortir). Pour ces motifs, l'idée que la lutte armée *«déplace les rapports de force généraux entre les classes»* est acceptable seulement dans le sens précis où chaque politique révolutionnaire juste, puisqu'elle s'insère ponctuellement dans la vie politique d'une nation déterminée en représentant l'intérêt général du prolétariat face à l'Etat, fait augmenter la conscience de la classe opprimée et, **concrètement**, détermine des modifications dans les rapports entre exploités et exploiteurs, soit dans le domaine économique, soit dans le domaine politique, militaire, idéologique, etc.

Trouver la forme que la guerre révolutionnaire assume dans un pays donné, y préparer les conditions subjectives sans aucune concession à l'opportunisme, savoir quand et comment la déclencher, et, finalement, la déclencher effectivement quand les conditions générales se présentent, sont depuis toujours les tâches les plus difficiles et le vrai banc d'essai pour un parti qui se veut révolutionnaire. Ici l'argumentation léniniste, hors et contre toutes philosophies de la praxis, nous offre un critère **scientifique**, une méthodologie qui, appliquée à la situation concrète d'un pays déterminé dans une période historique donnée, est la clé de voûte du problème et nous permet de décider de la forme (et avec ça de tout le reste) de la guerre révolutionnaire. Elle s'articule sur deux niveaux : le premier est celui de l'évaluation de la **situation révolutionnaire**, le deuxième est celui de l'appréciation de la **force politique et militaire** de l'Etat que l'on veut abattre. Poursuivons avec ordre.

La question de la situation révolutionnaire est d'une énorme importance aux fins de la définition de la forme que la guerre révolutionnaire assume. En effet, si par guerre révolutionnaire nous entendons la situation où de larges masses appartenant à des classes opposées s'affrontent par les armes, c'est-à-dire la situation où l'élément **dominant** de la lutte de classe est le **militaire** (et non comme on a souvent cru, même dans notre Organisation, la situation où l'avant-garde des masses combat avec les armes tandis que des millions de gens luttent encore à un niveau moins élevé), reconnaître que **seulement** dans une situation révolutionnaire, on peut développer une guerre révolutionnaire est alors assez élémentaire, et il sera nécessaire de pouvoir établir précisément quand une situation déterminée peut s'analyser comme révolutionnaire. Voilà ce qu'écrit Lénine :

«Pour un marxiste, le fait qu'aucune révolution ne soit possible à défaut d'une situation révolutionnaire est chose certaine. Et en plus il n'est pas dit que chaque situation révolutionnaire débouche sur une révolution. Quels sont, en général, les symptômes d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes sûrs de ne pas nous tromper en indiquant les trois éléments suivants :

1. *l'impossibilité de la part des classes dominantes de conserver intacte leur propre domination; une crise des cercles dirigeants, crise politique de la classe au pouvoir, provoque une brêche dans laquelle s'insèrent le mécontentement et la colère des classes opprimées. Pour qu'une révolution se produise, il ne suffit pas, en général,* que l'on n'accepte pas de descendre plus bas; *il faut aussi que* l'on ne puisse plus vivre *comme par le passé.*
2. *L'aggravation anormale des privations et des souffrances des classes opprimées.*
3. *L'accroissement sensible, en fonction de ce qui précède, de l'activité des masses, lesquelles,* en temps de paix, *se laissent tranquillement voler, mais qui dans les moments de crise sont poussées par toute la situation, et aussi par les dirigeants, à prendre l'initiative d'une action historique. En l'absence de ces modifications objectives, indépendantes de la volonté des groupes isolés et des partis et même de celle des classes, la révolution est, en ligne générale, impossible. L'ensemble de ces modifications objectives constitue exactement la situation révolutionnaire... Il n'est pas dit que de chaque situation révolutionnaire naisse la révolution; parce que la révolution s'accomplit seulement quand, aux facteurs énoncés vient s'ajouter l'élément subjectif, c'est-à-dire* l'aptitude de la classe *révolutionnaire à l'action révolutionnaire, l'aptitude de masse assez forte pour briser et secouer le vieux régime qui, même au sommet de la crise* ne tombe pas si on ne le fait pas tomber» *(«La faillite de la II Internationale»).*

Le problème donc, si on est d'accord avec Lénine, est celui de considérer avec quelle **fréquence** ces situations se produisent et **pour combien de temps** elles peuvent se prolonger dans un pays donné, compte tenu de ses caractéristiques socio-structurelles (composition de classe, disposition dans la réalité générale de l'impérialisme, etc...) parce que de ceci dépend le caractère de la guerre révolutionnaire : si la situation révolutionnaire est constamment présente, ou relativement constamment, alors, la guerre révolutionnaire pourra être **prolongée**, pourra compter sur le soutien constant et actif des masses et conquérir des territoires à ériger en *«zones libérées»*, sur lesquelles se baser pour continuer la guerre jusqu'à la libération complète du territoire national entier. Si la situation révolutionnaire se présente rarement et atteint son sommet pour une brève période, alors la guerre révolutionnaire ne pourra que *se concentrer* dans des moments précis et assumer en tendance l'aspect de **l'insurrection.** Quoiqu'il faille éviter toute schématisation dans ce domaine, la substance scientifique et profondément matérialiste de ce raisonnement nous paraît indéniable; et il nous semble aussi que toute **l'expérience** de la révolution prolétarienne et du mouvement progressiste mondial confirme ce fait. Dire qu'existent des **formes tendancielles de guerre révolutionnaire** qui peuvent, tout compte fait se réduire à celle de la **guerre populaire prolongée** et à celle de **l'insurrection armée,** qu'il est possible et juste de considérer quel type de guerre l'on doit affronter dans son propre pays, et en tirer toutes les implications sur le plan de l'activité pratique du Parti, ne signifie pas faire du schématisme, mais appliquer exactement le marxisme avec responsabilité (avec la responsabilité de ceux qui **doivent** appeler les masses aux armes et donc **doivent** le faire **selon un critère précis**) à la situation nationale dans laquelle se déroule son travail. Lénine, par exemple, en traitant le problème de la situation révolutionnaire en se référant aux pays capitalistes de son époque écrivait :

«Dans l'histoire, cet aspect de la lutte s'inscrit très rarement à l'ordre du jour, par contre son importance et ses conséquences portent sur des dizaines d'années» («La faillite de la IIe Internationale»). Et ce n'est pas un hasard si, en Russie, il était partisan de **l'insurrection armée.**

Aussi importante dans l'évaluation de la situation révolutionnaire est l'appréciation de la *«force»* politique et militaire de l'Etat que l'on veut abattre. En effet, il ne servirait à rien d'avoir établi avec précision avec quelle fréquence une situation révolutionnaire se produit et pour combien de temps elle se prolonge si, ensuite, on ne connaît pas **ce** qu'on a en face de nous, si on n'est pas préparés et si on **n'a pas préparé les masses** à la réalité de la guerre civile, si on ne se pose pas le problème **d'accélérer** la crise politique de la bourgeoisie. *«Le vieux régime... même au sommet de la crise,* ne tombe pas si on ne le fait pas tomber»; mais, il ne suffit pas que l'activité révolutionnaire du parti marxiste **contribue** seulement à l'approfondissement de la crise de la classe dominante, dans la mesure où il mène une politique révolutionnaire juste et devient la **alternative révolutionnaire** de la vie politique et sociale d'un pays donné; il faut de plus que le Parti fasse cela à l'aide d'une méthode **adaptée** à l'Etat contre lequel on veut diriger les masses. Aucune politique révolutionnaire ne peut devenir un élément fondamental de la vie politique d'un pays, contribuer à l'approfondissement de la crise de la bourgeoisie, faire tomber le pouvoir de la classe dominante, si ses méthodes et ses formes de lutte et d'activité ne sont pas adéquates à la nature de l'Etat bourgeois auquel on fait face. Lénine, à ce propos, est très clair et établit une liaison précise — déjà mise en évidence par Marx et Engels — entre les caractéristiques de l'Etat et celles de la lutte de classe, entre les **formes** assumées par la domination politique de la bourgeoisie et les formes que doit assumer, à son niveau le plus élevé, la lutte révolutionnaire du prolétariat.

«L'impérialisme [...] montre le renforcement extraordinaire de la "machine d'Etat", l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres. Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit sans nul doute, sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la "concentration de toutes les forces" de la révolution prolétarienne en vue de la "destruction" de la machine d'Etat» («L'Etat et la révolution»).

Ce rapport entre consolidation de l'Etat bourgeois et nécessité, de la part du prolétariat, de concentrer plus d'énergies pour le détruire se déduit aussi du deuxième passage, où Lénine explique les implications **militaires** que l'évolution de l'Etat comporte sur le terrain de la lutte de classes :

«La tactique militaire dépend du niveau de la technique militaire : cette vérité a été confirmée par Engels, dont les marxistes l'ont reçues déjà complètement élaborée. La techni-

que militaire est aujourd'hui différente de celle du demi-siècle XIX. Il serait stupide d'avancer en masse contre l'artillerie et de défendre les barricades avec les révolvers» («Les enseignements de l'insurrection de Moscou»).

Comme on le voit, il s'établit sur ce point une sorte de rapport proportionnel : à la consolidation progressive de l'Etat, à sa capacité de répression et d'intégration sociale accrue, doit correspondre une stratégie adéquate de la part du prolétariat, capable de concentrer toutes les forces nécessaires à la destruction de l'Etat même. Autrement dit, si l'Etat bourgeois, à l'époque de l'impérialisme a développé définitivement son appareil bureaucratique et militaire en fonction antiprolétarienne alors la tâche du parti sera celle de poser, avec une **plus grande force et une plus grande cohérence** le problème de l'Etat et de sa nature de classe face aux masses et à la société entière; la tâche sera celle de **préparer** les masses à la réalité d'une guerre civile sanglante et terrible en **mettant en crise,** au plus haut niveau possible, les équilibres politiques sur lesquels, à chaque fois, se tient la force de l'Etat même. De ce point de vue, qui, on le répète, est le **point de vue de Lénine,** que l'on retrouve dans chacune de ses œuvres ou de ses écrits politiques, la question de l'Etat est la question de la politique révolutionnaire et de la révolution violente; et la question de **l'évolution** de l'Etat est la question, s'il nous est permis une terminologie pas trop parfaite, de **l'évolution** de la stratégie et de la tactique de la révolution violente, la question de la capacité du Parti du prolétariat à être constamment *«à la hauteur»* de cette force répressive particulière qu'est l'Etat en général et l'Etat bourgeois de l'époque de l'impérialisme en particulier.

Ceci sont les faits fondamentaux de la conception de la prise du pouvoir propre à Lénine, mais, avant de poursuivre dans notre discours, il faut faire au moins **trois** précisions : premièrement, il faut éclaircir le fait que ces enseignements **ont une valeur universelle,** c'est-à-dire qu'ils ne sont pas seulement référables à la situation russe de '17 ou à celle, européenne, de l'entre-deux-guerres. En effet, ces enseignements, appliqués par Mao à la réalité chinoise de son époque ont comporté exactement la théorie et la pratique de la guerre populaire prolongée. Deuxièmement, ils sont valables si on retient le rapport précis qu'établit Lénine entre la conscience socialiste et la spontanéité prolétarienne. Troisièmement ils peuvent vraiment mener à **faire réellement** la révolution seulement si l'on a clairement en vue qu'en Lénine, la subjectivité consciente est une partie de l'objectivité, donc elle **contribue** concrètement à la modification du scénario social et ne s'arc-boute pas de façon opportuniste, sur l'*«appréciation»* des conditions objectives considérées comme *«imperméables»* à l'activité subjective du Parti révolutionnaire.

Compte tenu de cela, il faut admettre que de tels enseignements appliqués à la réalité italienne de notre époque, donc à une réalité naturellement évoluée par rapport à celle de la Russie de '17, mènent à établir que la **forme** qu'assume la guerre révolutionnaire dans notre pays est tendanciellement celle d'une **insurrection** : une insurrection actualisée qui devra se confronter avec un Etat politiquement et militairement aguerri de façon différente et supérieure à celui de l'Etat tsariste de '17, mais de toute façon, une insurrection. Et si la polémique entre supporters de l'insurrection et supporters de la guerre de longue durée peut gêner quelqu'un, il faut préciser que derrière les mots se cache **tout entier** un mode de concevoir l'activité politique du Parti Communiste Combattant que l'on doit fonder; ne cachent, en somme **deux façons antagonistes** d'interpréter le rapport théorie-praxis dans le marxisme.

On nous accuse de dogmatisme, de ne pas considérer les mutations survenues dans la société moderne. Mais est-il vrai, ou non que dans le deuxième après-guerre il **n'y ait pas** eu, dans les pays impérialistes, de situations vraiment révolutionnaires ? Est-il vrai, ou non que la dimension **politique** de la lutte de classes (la dimension, c'est-à-dire, caractérisée par le fait que les rapports généraux entre les classes s'interposent, s'équilibrent, se transforment dans le contexte de la sphère politique **objectivement** existante, en tant que résultat de la lutte de classes) prévaut pendant toute une longue période de temps et passe à la dimension **militaire** (la dimension de la guerre civile) dans des temps relativements brefs ?

Que cela nous plaise ou non, la théorie de la guerre de longue durée, de la stratégie de la lutte armée, etc... n'est pas une application du marxisme-léninisme à la réalité italienne, mais **exactement l'opposé : c'est la justification idéologique d'une pratique tenue pour sûre,** c'est le triomphe de l'éclectisme sur chaque effort d'imposer sérieusement le problème de la révolution prolétarienne dans notre pays.

Il est sans doute vrai que pour détruire cet Etat nous aurons besoin d'une *«concentration de forces»* extrêmement importante, comme il est vrai que dans le **processus politique** qui permet de concentrer des forces semblables, la lutte armée joue un rôle décisif, fondamental, même dans la situation non révolutionnaire. Mais la solution de ces problèmes fondamentaux ne se trouve pas *en dehors* de l'organisation théorique énoncée plus haut, mais *dans* le léninisme, qui permet, sur la base des éléments de théorie générale, **valables universellement** de valoriser de façon accomplie l'expérience **pratique** du mouvement révolutionnaire international.

La signification historique de l'expérience des Brigades Rouges, donc, est celle d'avoir démontré que la **question de la lutte armée fait partie de la question de la politique révolutionnaire d'un parti marxiste moderne**; que la lutte armée est la méthode de lutte fondamentale et décisive du parti du prolétariat car, même dans la situation non révolutionnaire, c'est un formidable instrument d'élévation de la conscience et de l'organisation **révolutionnaire** des masses exploitées.

Dans ce sens, et seulement dans ce sens, on peut dire que notre expérience est une critique militante aux insuffisances de l'insurrectionnalisme Kominternien : le Komintern concevait l'insurrection comme étant le couronnement militaire d'une longue phase d'activité politique légale basée sur l'activité parlementaire; **de fait,** dans le moment où le barycentre de l'activité politique se déplacait au parlement, la question de l'insurrection était perdue de vue. En d'autres mots, la limite qui sépare la phase politique de l'affrontement social de la phase militaire (celle qui sépare la situation révolutionnaire de celle non révolutionnaire) cette limite était conçue en tant que **séparation** tandis que, pour la dialectique, une limite existe seulement parce qu'elle **fait la liaison** entre deux réalités, les **fait passer** de l'une à l'autre et, dans des conditions historiques particulières, est la médiatrice dans une **unité d'opposés.**

La lutte armée, en Italie, a eu cette fonction historique : montrer la possibilité d'une théorie et d'une pratique révolutionnaire adéquates au temps dans lequel nous vivons. A la fin des années '60, quand de grandes luttes ouvrières et étudiantes caractérisaient de façon prédominante la situation politique de notre pays et d'autres pays européens, les éléments révolutionnaires avancés se trouvaient face à deux ordres de problèmes fondamentaux, étroitement liés entre eux; en premier lieu ils devaient mener une bataille farouche contre le révisionnisme des Partis Communistes *«officiels»*, désormais transformés en vrais et propres partis sociaux-démocrates; en second lieu, dans la définition de leur stratégie révolutionnaire, ils devaient tenir compte du fait que la vision insurrectionnaliste propre au Komintern s'était démontrée essentiellement incapable de guider les masses à la prise du pouvoir dans les pays où elle avait trouvé une application concrète. Ces deux questions fondamentales étaient affrontées, à l'époque, sous l'influence et la stimulation de ce qui arrivait dans le monde et, spécialement, en regardant vers la Chine de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et vers les diverses formes de guerre révolutionnaire pratiquées à l'époque dans les pays opprimés par l'impérialisme. Et, dans les secteurs les plus conséquents du mouvement révolutionnaire de cette période historique, s'affirma de façon progressive, la position selon laquelle la réponse juste à ces problèmes on pouvait la donner en commençant la guerilla urbaine pour gagner graduellement à elle le prolétariat entier.

Ce chemin **concret** de la révolution prolétarienne reprend, dans notre pays, justement à partir de ce choix courageux, de ce choix **subjectif** d'avant-garde : commencer la lutte armée en constituant ainsi les *«premiers points d'agrégation pour la formation du Parti armé du prolétariat»*, **commencer la lutte armée avec l'objectif du Parti révolutionnaire moderne.** Mais le prix payé au révisionnisme, sous le plan de la **solidité théorique** de ce choix, a été élevé : dans la tentative de se distinguer des activités bureaucratiques et conciliatrices du Parti Communiste révisionniste, dépositaire officiel de *«l'orthodoxie»*, beaucoup d'arguments théoriques de notre organisation se développaient hors du marxisme-léninisme, le rappel même au socialisme scientifique était équivoque, discontinu, possibiliste; la corruption théorique a été la conclusion inévitable de ces contradictions.

Il s'agit, naturellement, de problèmes qui sont communs à **toutes** les expériences d'avant-garde qui se sont développées dans les pays européens pendant les années '70. D'un point de vue général, en effet, il faut se rappeler que la dissolution de la III[e] Internationale, la restauration du capitalisme en URSS, le dénigrement de Staline de la part de Kroutchev au XX[e] Congrès, l'imposante dégénérescence révisionniste des *«vieux»* PC, sont à la base, soit de la désorientation théorique et pratique qui s'est créée dans les années '60 dans le mouvement communiste international, soit des rapprochements, des légèretés qui ont caractérisé la sincère activité révolutionnaire dans les pays impérialistes dans le cours des années '70. Le marxisme-léninisme était souvent apparenté aux destins de la révolution en URSS et aux politiques dégénérées des Partis Communistes révisionnistes, était souvent l'objet de critiques qui, formulées avec une légèreté parfois impardonnable, tendaient à mettre en discussion le caractère de la vision unitaire du monde, *de la conception scientifique et de classe du réel.* Les limites des guerillas urbaines communistes européennes, l'éclectisme qui a régné un peu partout, se comprennent dans ce cadre général qui n'abolit aucune spécificité nationale ou d'organisation, mais **révèle le sens de ces dynamiques générales qui influencent de façon décisive chaque phénomène particulier.** Si l'on veut, ces limites représentent le coût nécessaire, **historiquement** nécessaire, payé par la révolution au révisionnisme, afin que se lève une nouvelle conscience des tâches communistes d'avant-garde dans les pays impérialistes.

Aujourd'hui, aucune avancée n'est pensable hors d'une réflexion **générale** sur notre expérience. L'essence de cette réflexion ne peut que porte au point suivant : la signification his-

torique de notre expérience est celle d'avoir mis en relief la valeur *politique* qu'assume la lutte armée, en tant que méthode de lutte fondamentale du Parti révolutionnaire, même dans la situation non révolutionnaire. La limite fondamentale de notre expérience se trouve dans l'éclectisme théorique qui en a guidé l'activité. L'éclectisme sur le plan des principes a permis la superposition de schémas révolutionnaires propres aux pays dépendants sur la situation sociale d'un pays impérialiste; il a permis d'improbables mauvais mélanges entre marxisme-léninisme et ouvrierisme petit-bourgeois; il a déterminé la sous-estimation de l'activité éducatrice et politique du Parti marxiste révolutionnaire et a mis la lutte armée au service de la lutte économique et spontanée du prolétariat; l'éclectisme théorique, finalement, a permis que beaucoup d'individus instables et oscillants entrent dans les rangs de notre Organisation, prêts à renier leurs propres choix au premier souffle de vent contraire.

La bataille contre l'éclectisme théorique, qui a des implications sur toute la période de l'activité révolutionnaire, est la condition fondamentale pour pouvoir donner lieu à la fondation du Parti Communiste Combattant.

3. LA SITUATION ACTUELLE DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL ET QUELQUES INDICATIONS GENERALES POUR LES MARXISTES-LENINISTES CONSEQUENTS

Le potentiel de révolution existant aujourd'hui dans le monde s'exprime de façon significative par le développement impétueux de la lutte des classes dans chaque coin de notre planète. Dans plusieurs pays, de fortes guerres populaires prolongées persistent qui engagent ouvertement l'impérialisme dans une lutte sans quartier et sans réserves; dans plusieurs autres, les classes populaires subissent le joug de dictatures fascistes et militaires, dont la farouchеté terroriste n'empêche pas l'explosion de remarquables épisodes de résistance de masse et de lutte armée révolutionnaire. La question nationale, soit en tant que question référée au problème de l'obtention d'une rélle indépendance du néo-colonialisme, soit en tant que question de vraie et propre lutte de libération nationale, demeure d'une brûlante actualité dans diverses régions du globe. Dans les pays du centre impérialiste, de grandes luttes ouvrières et prolétaires caractérisent le cadre actuel, en s'affrontant principalement aux politiques économiques et aux préparatifs de guerre de la classe au pouvoir. Quoique l'impérialisme utilise tous ses moyens pour cacher aux yeux des masses prolétaires et populaires cette vérité fondamentale, c'est une chose réelle et indiscutable qu'il n'existe pas dans le monde, aujourd'hui, de zones socialement pacifiées et que la bourgeoisie y est de plus en plus obligée à faire face à l'opposition consciente des masses qu'elle opprime et qu'elle exploite. Et puis, la crise économique actuelle, qui est une crise **générale** du mode de production capitaliste, produit une remarquable accélération dans le développement des contradictions de chaque côté du monde et pousse les puissances impérialistes à intensifier l'armement et les préparatifs de guerre; les temps dans lesquels les événements sociaux se mettront en marche de façon impétueuse s'approchent toujours plus clairement, en déterminant ainsi de grandes occasions pour la révolution dans chaque pays.

Face à cette situation, qui si elle est difficile et compliquée, est aussi pleine de développements positifs possibles, le mouvement révolutionnaire et progressiste mondial marche divisé et sans la moindre direction; en particulier, le rôle des vrais communistes, des marxistes-léninistes conséquents, reste parfois faible et secondaire, parfois il n'y en a même pas trace; et la direction de la lutte de classe et populaire est, dans la plupart des cas dans les mains des partis révisionnistes, nationalistes, ou même réactionnaires. Comme il est bien connu, le camp du marxisme-léninisme est divisé, fragmenté et séparé à l'intérieur par mille polémiques et diatribes, dont quelques-unes franchement stériles et infantiles, et une grande confusion découle du fait qu'organisation et partis ouvertement révisionnistes y revendiquent leur présence, ainsi que de petites sectes largement méconnues et non influentes, autant que présomptueuses vis-à-vis du monde et de ceux qui, même entre mille difficultés et erreurs, se *«salissent les mains»* dans l'arène impitoyable de la lutte de classe.

A notre avis, sur l'état de dégradation et de faiblesse dans lequel se trouve le mouvement communiste dans son ensemble ont pesé et pèsent toujours trois facteurs de grande importance historique : l'absence sur l'actuelle scène mondiale de pays socialistes, la dégénerescence révisionniste des Partis Communistes provenant du Komintern, l'absence prolongée depuis longtemps, d'une Organisation Communiste Internationale capable de diriger et de coordonner l'activité révolutionnaire à l'échelon mondial. Cette situation impose donc que l'on intensifie et que l'on relance effectivement une bataille cohérente contre chaque sorte de révisionnisme et d'opportunisme, en avancant vers l'objectif **d'une plus grande unité théorique, politique, organisationnelle des marxistes militants de chaque pays.**

L'arrêt du processus de transition en URSS et sa transformation de pays socialiste en pays capitaliste posent encore de grands problèmes de compréhension théorique et beaucoup de difficultés sur le plan pratique à chaque révolutionnaire conséquent. Il s'agit, en effet, non seulement de détailler les raisons profondes de la défaite subie en '56 par le prolétariat en URSS, mais aussi de tenir présent à l'esprit que l'URSS est une composante active et importante du scénario international, où elle est le plus grand adversaire de l'impérialisme le plus puissant et le plus agressif du monde, celui des USA, et où, à cause de raisons d'ordre historique et aussi de contingences compliquées, elle s'appuie parfois et elle aide matériellement de grands mouvements nationaux et populaires qui se battent contre la domination du bandit occidental, c'est-à-dire, contre la source de réaction principale aujourd'hui dans le monde. Cette situation engendre parfois une certaine désorientation, et des organisations révolutionnaires sincères assument parfois des attitudes oscillantes, possibilistes, et de toute façon pas claires; tandis que beaucoup de fanfarons, sur la bonne foi desquels il est légitime d'avancer quelques réserves, se lancent dans la condamnation des impérialismes tout court, et du soviétique en particulier, en mettant au même niveau la réalité de la domination impérialiste actuelle et la nuit classique où toutes les vaches sont noires. Ce qu'il faut avant tout garder clair à l'esprit, c'est que l'URSS est une puissance impérialiste. Une puissance impérialiste de type particulier qui, encore maintenant conserve certains traits de l'époque socialiste et qui tend à justifier ses propres actions avec une phraséologie marxiste, mais qui reste une puissance impérialiste. Ne pas tenir compte de ce fait, ne pas évaluer toutes les implications qui découlent de ce jugement, signifie poser une lourde hypothèque sur le destin de la révolution mondiale, et, en particulier, signifie rabaisser les tâches et l'aptitude spécifique des communistes face aux préparatifs de guerre aujourd'hui mis en œuvre dans le monde. Ce jugement, d'ailleurs, ne nous empêche pas de considérer la situation mondiale **concrète,** d'émettre un jugement sur le **degré d'agressivité** des impérialismes et sur les **particularités** de leurs politiques, et de reconnaître que la révolution, si elle veut avancer dans un monde divisé en *«blocs»*, **peut** et **doit** exploiter les contradictions produites par le fonctionnement du Mode de Production Capitaliste même. Comme nous l'a appris Lénine, théoriquement et pratiquement, ce sont des principes qu'il faut garder sûrs et solides, tandis que leur application ne peut être que vivante, dynamique, **concrète** : donc, au moment même où nous estimons qu'il faut mener une décisive bataille de principe au niveau international contre le révisionnisme soviétique et sa politique de puissance, nous disons très clairement que celui qui à force de gueuler contre tous les impérialismes, ne s'adonne pas à une des premières tâches d'un vrai communiste : celle d'exploiter toutes les contradictions qui découlent de la dynamique générale de l'impérialisme pour accélerer, faire avancer et mener à bien la révolution mondiale, est un opportuniste **de fait.**

La restauration du pouvoir bourgeois dans l'Etat des Soviets est liée de façon inextricable à un autre facteur historique important qui conditionne lourdement la vie et l'activité du mouvement communiste international : la dégénerescence révisionniste générale des grands Partis Communistes qui s'étaient formés sur la base de la poussée puissante de la révolution d'Octobre. Les dégâts produits par cette dégénerescence ont été énormes sous plusieurs aspects : la révolution, en tant que référence et finalité fondamentale de l'activité communiste, a été complètement enterrée; on a renié la nécessité de la destruction violente de l'Etat bourgeois et de la dictature du prolétariat; la politique communiste s'est de plus en plus intensifiée avec le parlementarisme et avec le pacifisme; une historique et néfaste scission s'est produite entre marxisme théorique, réduit à une icône inoffensive, bonne seulement à être étudiée par des individus bourgeois tels les professeurs universitaires, et l'activité pratique des partis ouvriers fondée sur le pragmatisme le plus louche et le plus réactionnaire. La croyance de Kroutchev à la *«coexistence pacifique»* et aux *«voies nationales et pacifiques»* au socialisme a seulement ratifié officiellement, après '56, la collaboration de classe, systématiquement pratiquée en fait par les Partis Communistes occidentaux depuis l'immédiat après guerre et l'inertie félone des Partis Communistes existants dans les pays coloniaux face aux tâches nationales et démocratiques de leur révolution. La gravité de ce processus, on peut l'apprécier seulement en retenant que ceux qui reniaient le marxisme étaient justement ces partis qui s'étaient constitués pour mener jusqu'au bout les tâches révolutionnaires et qui avaient mené leur activité au cours de plusieurs années difficiles, en gagnant, dans divers pays une durée remarquable et une grande influence parmi les masses. Il est d'une importance extrême de rechercher les origines du révisionnisme des Partis Communistes même depuis l'histoire du Komintern et en particulier, en partant de certaines interprétations opportunistes données par la tactique des *«fronts populaires»*, définie en '35 au septième Congrès de l'Internationale Communiste; et malgré qu'il soit indispensable d'en considérer les bases sociales (aristocratie ouvrière dans les pays impérialistes, petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle dans les pays coloniaux; prospérité relative du capitalisme dans le deuxième après-guerre, etc...) il est nécessaire de souligner que le banc d'essai pour chaque bilan historique, quoique raffiné et pointilleux, reste la capacité **pratique** d'évincer les positions maintenues encore aujourd'hui par les partis révisionnistes dans les masses ouvrières et populaires, en rompant la situation subalterne actuelle (qui mène, au maximum, à la découverte de la lutte économique en tant que terrain idéal pour le révolutionnalisme de

circonstance) et en conquérant de façon courageuse (en tant qu'objectif **tendanciel**, naturellement) la **direction politique** des grands mouvements de masses dans chaque pays.

La bataille révolutionnaire contre le révisionnisme soviétique et contre les *«voies nationales et pacifiques au socialisme»* des Tito, Togliatti, Thorez, etc... a commencé de façon cohérente avec Mao Tse Tung au début des années '60. Au cours du développement de cette bataille, Mao a fourni une première considération valable des événements en Union Soviétique et surtout il est parvenu à la définition de la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et à une analyse approfondie et scientifique du rôle de la contradiction dans l'époque qui divise le capitalisme du communisme. Cette division des problèmes du socialisme, outre le fait de représenter un critère incontournable de jugement dans l'évaluation de l'expérience soviétique, a été traduite et vérifiée en pratique par Mao Tse Tung et par les événements révolutionnaires au sein du Parti Communiste Combattant au cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne qui a représenté un mouvement révolutionnaire sans précédent dans l'histoire, capable de renforcer la dictature du prolétariat contre les tentatives de restauration capitaliste et d'amplifier et de poursuivre la révolution socialiste dans tous les domaines de la société. Aujourd'hui, à la suite du coup d'Etat réactionnaire effectué en '76 en Chine, au lendemain de la mort de Mao, non seulement les révisionnistes chinois, mais aussi certains partis et *«personnalités»* ont commencé, au début prudemment, et ensuite avec une extrême virulence, à attaquer sur toute la ligne la pensée et l'œuvre de Mao, en les définissant comme *«extrémistes»* et non marxistes. A l'ivresse *«maoiste»* s'est substitué, à toute vitesse, un sauve-qui-peut pour prendre ses distances et redécouvrir l'URSS en tant qu'élément *«anticapitaliste»*. Certaines de ces critiques, apparemment ponctuelles, se basent en réalité sur l'équivalence présumée entre la pensée de ce grand dirigeant révolutionnaire et les vulgarisations et les réductionnismes qui en ont été faits, spécialement en Occident, à partir de la deuxième moitié des années '60. Ce qui, à notre avis, doit être extrêmement clair, c'est que la contribution fournie par Mao sur la question de la révolution et de la guerre populaire prolongée dans les pays opprimés par l'impérialisme, la contribution fournie avec les écrits sur la dialectique matérialiste et celle, déjà dite, sur la question de la continuation de la lutte de classe dans le socialisme, restent des **approfondissements fondamentaux** du marxisme-léninisme et, en tant que tels, objet de **défense** et de **développement critique** de la part du mouvement communiste international. En fait, sur la base de quelles positions est-il possible d'avancer scientifiquement dans la critique du révisionnisme soviétique et de ses variantes titistes tigliattistes, etc... sinon sur celle qui découle de l'œuvre de Mao et de sa **vérification pratique** dans la Révolution Culturelle ? Sur quelles bases est-il possible de défendre la mémoire et l'œuvre du camarade Staline, sans tenir compte de la bataille très dure que Mao a mené contre les renégats de la clique à Kroutchev, et contre la diffamation menée par eux au détriment du grand digireant bolchévique ? Et puis, sur quelles bases est-il possible, dans les pays opprimés par l'impérialisme, de critiquer de manière militante l'inertie des Partis Communistes révisionnistes et le velleitarisme du *«foquisme»* cubain, sans s'appuyer sur les enseignements de la révolution chinoise, mis en forme scientifique par Mao ? Pour ces motifs, on ne peut pas combattre le révisionnisme moderne sans considérer l'apport décisif de la pensée et de l'œuvre de Mao à ce propos, et la défense de l'héritage que nous a laissé ce grand dirigeant du prolétariat, au-delà de chaque *«maoisme»* bavardeur et de circonstance, constitue une question centrale pour les vrais marxistes-léninistes.

Le mouvement communiste est internationaliste de par sa nature même. Marx et Engels terminaient le *«Manifeste»* avec le célèbre mot d'ordre *«prolétaires de tous les pays, unissez-vous»* et Lénine, au moment où se présenta avec une évidence dramatique la faillite de la IIe Internationale, dédia le maximum d'énergie à la constitution de l'Organisation Internationale des vrais communistes, en se reliant idéalement à l'activité menée par Marx et Engels dans l'Association Internationale des travailleurs. L'idée léniniste d'un *«parti unique de la révolution mondiale»* et la grande activité systématique menée par l'Internationale Communiste entre '19 et '43 ont influencé de façon décisive l'évolution de l'histoire mondiale et ont contribué à resserrer dans les rangs des Partis communistes et sous la théorie du socialisme scientifique les ouvriers avancés et les progressistes sincères du monde entier. Seulement en prenant en compte l'importance **réelle** d'un centre unique de la révolution mondiale, capable d'agir en qualité de centre propulseur, d'orientation et d'élévation du niveau théorique, politique et organisationnel des Partis qui y adhèrent; seulement en tenant compte de cela, il est possible d'apprécier dans toute sa grandeur le rôle historique tenu par le Komintern et aussi son **poids négatif** qui découle, pour ce qui concerne la situation actuelle, de l'absence d'un point semblable de référence.

En fait, le développement du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise, qui sont à la base de la formation du prolétariat en tant que classe mondiale se sont mêlés historiquement à la **nation** en tant qu'entité géographico-politique élémentaire où s'organisaient dans la société et dans l'Etat, les forces productives, la division du travail et le système de relations sociales internes.

Par conséquent, même la lutte de classe du prolétariat connaît un développement différent et spécifique dans les diverses nations, soit en référence au fait qu'à des degrés divers de pénétration du capitalisme dans une nation donnée correspond un **poids social** divers du prolétariat dans le total des classes existantes, soit en référence au fait qu'en tant que classe, il se trouve avant tout face à la question de la conquête du pouvoir politique à l'échelon national. Mais en considérant cela, on doit reconnaître que les barrières entre Etats accroissent la division dans le camp des exploités, en favorisant de fait le chauvinisme, l'identification avec les destins de sa propre bourgeoisie et le ralentissement des liens de solidarité avec ses semblables dans le restant du monde. Pour ces motifs, les marxistes, qui partent de l'idée du prolétariat en tant que classe universelle, ont toujours essayé, dans leur activité propagandiste, de mettre en évidence les intérêts supra-nationaux et, matériellement, ont toujours essayé de se regrouper au-delà et au-dessus des frontières, donnant naissance à des organisations internationales qui exprimaient, sur le plan de la **conscience** et de l'activité conséquente, l'objective unité d'intérêts du prolétariat à l'échelle mondiale.

Actuellement dans le monde, l'idée internationaliste connaît une certaine dévaluation et le problème de l'unité, même organisative, entre des communistes de chaque pays est affronté généralement avec un désintérêt mal caché, et, dans quelques cas, même comme un faux problème. Naturellement, personne ne veut nier l'importance de l'Internationalisme et d'une solidarité de fait avec la lutte du prolétariat international et des peuples opprimés par l'impérialisme, mais l'on préfère rester dans le général, délayer la question le plus possible : ce que l'on conteste, mieux, **ce dont on ne veut pas parler** est que la question de l'Internationalisme, pour un marxiste-léniniste ne peut pas être laissé à la **spontanéité** mais, au contraire, elle doit être affrontée de **façon consciente et organisée**, puisque le processus même de la révolution prolétarienne mondiale ne peut pas être mené à bien sans que l'activité consciente des communistes soit élevée à ce niveau.

La sous-estimation de l'élément conscient dans les questions qui concernent l'Internationalisme, qui, malheureusement est une position extrêmement diffusée dans les milieux révolutionnaires du monde entier, a des raisons historiques précises qu'il faut élucider sans crainte, si on veut relancer la discussion militante sur ces thèmes. Néanmoins, il faut partir de la constatation, même banale, que entre nous et l'année où le Komintern a décidé sa propre autodissolution ('43) ont passé plus de 40 ans, pendant lesquels se sont déterminés la restauration du capitalisme en URSS, la rupture conséquente du camp socialiste avec le début de la bataille anti-révisionniste de Mao, la complète dégénerescence révisionniste des Partis Communistes et le coup d'Etat réactionnaire en Chine, qui a, momentanément enterré la révolution dans ce pays et éliminé de la scène mondiale la contradiction entre pays socialistes et pays capitalistes. Tous ces événements ont provoqué naturellement d'interminables polémiques et de profondes divisions entre communistes, et certains ont même cru, en parfaite **mauvaise foi**, dirons-nous, que l'activité principale d'un révolutionnaire devait être celle de détruire et de refonder de ridicules petits partis à tous moments, plus ou moins de la même façon qu'un enfant gâté casse ses jouets pour en demander ensuite de nouveaux. S'est ainsi créée une situation dans laquelle celui qui voulait **vraiment** faire la révolution était porté à se désintéresser essentiellement de telles questions et à les évaluer de façon pragmatique ou approximative; sans ensuite considérer que, si le premier devoir d'un vrai internationaliste est celui de **faire la révolution dans son propre pays**, les Organisations communistes qui ont mené une activité **réelle** dans leurs propres pays ont donné une contribution internationaliste infiniment supérieure à celle qui provient des bavardages produits en quelques salons par de soi-disant marxistes-léninistes. D'ailleurs, la direction du Parti Communiste chinois et en premier lieu Mao, tout en soutenant le poids d'une juste et fondamentale bataille anti-révisionniste, ne se sont pas engagés à fond dans la tâche de reconstruire une vraie et propre Organisation Internationale communiste, en accréditant de cette façon l'idée que le Komintern pêchait par une excessive centralisation et, par conséquent, que le problème de l'unité politique et organisationnelle des communistes à l'échelle internationale n'était pas une tâche urgente et inéluctable pour les vrais marxistes. Il faut ensuite considérer que **toute** l'expérience de l'Internationale Communiste s'était développée en relation étroite avec l'histoire socialiste de l'URSS, et que l'Etat des Soviets était réellement la base d'appui de la révolution mondiale, l'existence d'un pays socialiste constituant un facteur propulsif très puissant pour la lutte de classe prolétarienne dans chaque partie du monde; la restauration du capitalisme, d'abord en Russie, et ensuite en Chine a éliminé ces bases d'appui qui, quoique non indispensables au niveau des principes, avaient eu **historiquement** un rôle fondamental en favorisant l'élévation de l'unité politique organisée des communistes au niveau international. Tout cela considéré dans ses implications historiques et uni à beaucoup d'autres facteurs qui, de toute façon, semblent d'une importance secondaire, a déterminé, au cours des années, une situation extrêmement compliquée et difficile sur laquelle beaucoup se sont installés et dans laquelle la dispersion d'énergies est la caractéristique dominante.

Actuellement, se proposer et proposer d'inverser cette tendance négative, en établissant avec précision l'unique, vrai objectif politique valable en **ligne de principe** : l'unité politique et organisationnelle des communistes à l'échelle internationale, **l'Internationale Communiste,** ne veut pas dire, comme beaucoup le pensent, même avec une certaine légitimité, faire du velléitarisme de petits groupes, ou redécouvrir le *«marxisme-léninisme de circonstance»* de façon tardive; mettre très haut l'objectif de la fondation de la nouvelle Internationale Communiste auquel on ne peut renoncer, signifie concrètement et au stade actuel, opérer afin que la confrontation entre marxistes-léninistes conséquents se développe de façon **non-épisodique,** travailler et établir des **niveaux d'unité supérieure** entre organisations et Parti Communiste de chaque pays, rendre public et officiel, dans les limites du possible et dans le respect des diverses exigences, chaque résultat d'un tel travail.

On doit clairement énoncer, à notre avis, que de ce processus, sont exclus de manière catégorique et irrévocable tous ces petits groupes *«Marxistes-Léninistes»* qui font de leur dogmatisme le meilleur alibi pour leur inactivité. Et, de même, il faut mener une intense bataille politique contre toutes ces forces qui, bien qu'en luttant avec les armes contre leurs propres bourgeoisies, ne reconnaissent pas le marxisme-léninisme en tant que guide pour leur propre action. Comme dernière précision, il faut dire que le développement de la confrontation entre communistes n'empêche pas et **ne peut empêcher** des liens de solidarité et de soutien militant avec tous les mouvements qui luttent contre l'impérialisme de façon cohérente ni n'annule le problème des **alliances tactiques,** le cas échéant, avec des nations et des pays qui ont un rôle progressiste sur la scène mondiale.

Le travail qui amènera à la fondation d'une nouvelle Internationale Communiste, sera donc un travail de **plusieurs années,** mais il faut dire clairement que l'Internationale Communiste **ne naîtra pas spontanément** et que l'argument *«réaliste»* qui, apparemment est un argument de grande légitimité, est en réalité une évidente **concession au spontanéisme,** pleine de conséquences négatives sur le destin de la révolution prolétarienne mondiale.

Entre autres, à la base d'une grande partie des rapprochements théoriques qui ont caractérisé l'histoire de notre organisation, il y a précisément l'absence d'un point de référence semblable à ce qui a été dit plus haut. La lutte armée pour le communisme dans notre pays, ainsi que comme dans d'autres pays impérialistes et même dans certains pays dépendants, ne trouve pas et ne cherche pas de schémas théoriques constitués à l'avance, ni même un contexte de confrontation internationale où soumettre à une critique supranationale, ses propres référents de fond. Ce fait, qui, comme on a déjà eu l'occasion de le préciser ailleurs, n'est imputable à aucun groupe en particulier, mais représente la **condition historique concrète** dans laquelle l'activité révolutionnaire renaît dans certains pays, a sans doute influé en déterminant, pour ainsi dire, une *«provincialisation»* exaspérée des organisations qui pratiquaient des stratégies données. Aujourd'hui, le problème ce n'est naturellement pas celui de faire *«plus d'actions internationalistes»*, ce qui voudrait dire que la RAF avait raison depuis 1970, mais exactement celui de considérer les implications internationales de chaque révolution, d'en évaluer la substance commune fondamentale de certains processus sociaux, de perdre, en somme un peu d'arrogance quant aux présumées *«innovations»* de la révolution mondiale.

L'engagement constant dans le camp international, soit sur le terrain de la bataille antirévisionniste, soit sur celui de la confrontation entre organisations communistes, avec l'objectif de principe de l'Internationale Communiste, donnera une contribution décisive à l'élévation du niveau politique général de notre Organisation, et devra rester une des constantes fondamentales de notre activité.

4. CONCLUSIONS ET THESES

Nous proposons ici tout de suite une série de thèses nécessairement essentielles dans leur formulation, sur la base desquelles nous estimons possible d'imprimer un **virage** net à l'activité générale de l'Organisation. On n'a pas ici la prétention de poser les bases théoriques du Parti Communiste Combattant, tâche dont, de toute façon les Brigades Rouges sont investies, mais plutôt d'essayer d'esquisser une **orientation politique,** la plus précise possible et la plus cohérente, qui mette l'Organisation dans les conditions de formuler au plus tôt une véritable et propre ligne politique, sur laquelle baser sa propre activité.

La fin de la *«retraite stratégique»*, identifiée par beaucoup de camarades précisément avec le moment où les Brigades Rouges auront une nouvelle ligne politique capable de faire bouger l'Organisation avec *«une seule volonté»*, n'est certainement pas une chimère; mais il faut remarquer ici que la portée de l'autocritique dépend des proportions de la défaite et, dans un certain sens, le caractère **tortueux** du processus de réflexion qui s'est développé à l'intérieur des Brigades Rouges, en activité ou prisonnières, au lendemain du fameux janvier '82, est un témoignage supplémentaire des divers *«esprits»* qui continuent à cohabiter dans notre formation politique, laquelle, attaquée de tous côtés, reste avant tout dépositaire d'un énorme patrimoine historique et politique qui influence, dans toute sa **complexité contradictoire** la situation présente pour le meilleur et pour le pire.

A notre avis, nous l'avons répété plusieurs fois, il s'agit de vaincre l'éclectisme, il s'agit de débusquer cette façon de raisonner typique, extrêmement fuyante qui permet de dire une chose et le contraire au même moment, et sans aucune honte. Mais cela n'est pas suffisant, il faut trouver les **racines** de cette organisation théorico-pratique et il faut les trouver sérieusement, parce qu'**ainsi seulement** l'Organisation pourra vraiment faire ce pas en avant qui lui permettra de pouvoir se poser en tant que noyau fondateur du Parti Révolutionnaire dans notre pays, comme nous avons cherché à le mettre en évidence ci-dessus, il nous semble que cet éclectisme trouve sa raison fondamentale dans la tentative, menée même avec un certain *«héroïsme»*, de faire cadrer le marxisme-léninisme avec la conception gradualiste et progressive de la lutte armée pour le communisme, tentative caractérisant toute l'histoire des Brigades Rouges et qui a trouvé son sommet dans *«L'Abeille et le communiste»*.

De ce point de vue, régler les comptes avec le passé signifie assumer une conscience définitive de la contradiction théorie-praxis, idéologie-praxis, qui a **toujours** eu un rôle dans l'activité des partis qui, s'il nous est permis d'utiliser une terminologie colorée, *«font de la pratique pour de bon»*. La pratique, en effet, ne permet pas toujours et seulement une vérification **immédiate** des propres convictions théoriques; souvent le **concret et l'immédiat** (quoiqu'à la rigueur, l'immédiat proprement dit n'existe nulle part) donne de la valeur à des positions erronées, les renforce même dans la lutte contre des positions justes (si elles existent). De toute façon, le moment arrive où la réalité objective, et les lois qui en règlent l'existence (dans ce cas, typiquement **sociale**), font valoir leurs droits. C'est alors qu'on mesure la sincérité d'un matérialiste : s'il fait tout pour faire cadrer son interprétation des choses avec la réalité qui gueule contre lui de tous les côtés, **ce n'est pas** un matérialiste et, probablement, il le deviendra à grand peine; s'il s'emploie, **à partir d'une aptitude scientifique** à examiner des données pour en tirer des enseignements **valables en général,** alors il est sur le terrain du matérialisme dialectique.

Notre Organisation se trouve plus ou moins dans un moment crucial semblable. La façon de laquelle elle en sortira sera déterminante pour son futur.

1) A l'époque de l'impérialisme, la forme que le processus général de la révolution prolétarienne mondiale assume est celle d'une **révolution ininterrompue par étapes.** Comme Lénine l'a effectivement démontré, le développement inégal du mode de production capitaliste détermine dans le monde une division substantielle entre un petit nombre de pays impérialistes, où le capitalisme est particulièrement avancé, et un grand nombre de nations opprimées que l'impérialisme pille, en les obligeant à rester dans un développement arriéré et dans la dépendance économique et sociale. Du point de vue de la révolution, le développement inégal du mode de production capitaliste, en plus d'être à la base de la possibilité de faire triompher la révolution, au début, dans un ou plusieurs pays à la fois, détermine de façon précise et objective la nature de l'étape de la révolution pour chacune des nations et pour l'ensemble des classes ou fractions de classe, intéressées à la réalisation de l'étape même. Aujourd'hui, donc, la révolution prolétarienne mondiale se compose, essentiellement, de deux grands courants qui représentent en même temps, deux grandes étapes historico-sociales : la révolution socialiste prolétarienne, dont le sujet historique est le prolétariat dans les pays impérialistes, et la révolution de nouvelle démocratie — ou encore de libération nationale — dont le sujet historique sont les classes populaires opprimées par l'impérialisme dans les pays opprimés et coloniaux.

Trois contradictions fondamentales influent aujourd'hui de façon décisive sur la situation mondiale et, par conséquent, sur le processus général de développement de la révolution socialiste prolétarienne, et de celle de nouvelle démocratie : la contradiction entre prolétariat et bourgeoisie, qui s'exprime dans une forme historiquement accomplie dans les pays impérialistes et, dans une forme moins développée, et conforme au degré de pénétration économique du capitalisme, dans le restant du monde; la contradiction entre impérialisme et peuples et nations opprimés; la contradiction entre puissances impérialistes.

2) L'Italie est un pays impérialiste et les principales classes dont se compose la société sont la bourgeoisie et le prolétariat; la dictature de la classe bourgeoise sur la classe prolétarienne prend la forme de la démocratie parlementaire, basée sur le suffrage universel. La nature de l'étape de notre révolution est donc celle de la révolution prolétarienne, et la classe sociale qui y est intéressée est le seul prolétariat; donc celui-ci, et son Parti Révolutionnaire, ne peuvent pas faire d'alliances avec d'autres classes ou fractions de classe, puisqu'ils doivent exploiter chaque occasion pour établir une réelle hégémonie de la classe prolétarienne sur les fractions de classe ou de groupes sociaux oscillants et instables. La conquête du pouvoir politique et la destruction violente de l'Etat bourgeois de la part des masses prolétariennes représentent les conditions historiquement nécessaires pour instaurer la dictature révolutionnaire du prolétariat sur toutes les autres classes sociales et pour organiser la société socialiste.

3) La conquête du pouvoir politique et la destruction de l'Etat bourgeois par les masses

prolétariennes ne peuvent pas se vérifier que par une **révolution violente**; ce principe est confirmé par tout le développement du militarisme capitaliste et, en particulier, par la consolidation progressive de l'Etat bourgeois dans ses déterminations fondamentales : armée (entendue en tant qu'armée interne et externe) et bureaucratie. La lutte de classes tend nécessairement à se transformer en guerre civile. Le Parti Révolutionnaire doit tenir compte de ce fait et en tirer toutes les implications pratiques sur le plan de son activité.

Vu que la révolution ne peut être que violente, il en découle que la **situation révolutionnaire** tend à déterminer **la guerre civile**; la guerre civile peut assumer des caractéristiques de **guerre révolutionnaire** si existent des idées ou des thèses révolutionnaires qui soient acceptées par les masses opprimées. Par guerre révolutionnaire, nous entendons la situation sociale où l'élément **militaire** de l'affrontement de classe prédomine sur les autres; naturellement, même dans la situation de guerre révolutionnaire, les événements sont déterminés par la situation existante entre prolétariat et bourgeoisie : la société est divisée en classes, chaque phénomène, donc, a un **caractère de classe** précis.

Nous refusons de façon catégorique toutes autres interprétations du concept de guerre révolutionnaire : la guerre révolutionnaire, pour être telle, doit s'appuyer sur les masses, **doit entraîner les masses sur le terrain de l'affrontement militaire**. Quand cela n'est pas possible, on ne peut pas parler de guerre révolutionnaire. En parler signifie : a) ne pas considérer que les modifications **qualitatives** de l'affrontement social se définissent sur la base de l'activité générale des masses; b) embrasser, par la force des choses, une conception subjectiviste du réel et de son mouvement. Le marxisme **impose** de prendre position sur la question de la guerre révolutionnaire et **celui qui ne prend pas position à ce propos s'aligne, de fait, avec les** ***«possibilismes»*** **caractérisant le subjectivisme.**

4) Dans un pays impérialiste les conditions matérielles de la révolution, c'est-à-dire les conditions matérielles pour le déclenchement de la guerre révolutionnaire ne se présentent pas tous les jours. Le degré relatif de bien-être économique et social auquel participent aussi les masses (et qu'il est possible sur la base du haut développement des forces productives du travail et de l'exploitation qui est imposé aux nations opprimées par l'impérialisme) et le niveau élevé des libertés politiques individuelles concédé par la démocratie parlementaire permettent à la bourgeoisie de cacher aux yeux des masses le contenu de classe de la société et d'absorber avec une certaine facilité les poussées qui tendent à la transformation sociale; dans ce contexte, le révisionnisme — qui a comme base sociale, justement, ces couches ouvrières corrompues par les miettes que l'impérialisme peut leur concéder — a un rôle fondamental en représentant exactement la **politique bourgeoise du mouvement ouvrier**.

En principe, dans un pays impérialiste, il est possible de définir comme révolutionnaire une situation politico-sociale déterminée au cas où coexistent les conditions objectives et subjectives suivantes : a) une très grave crise de la domination politique de la bourgeoisie, soit dans le sens d'un affaiblissement de ses rapports internationaux, soit dans le sens d'un affaiblissement de son organisation et de la légitimation de son pouvoir aux yeux des masses; b) une considérable et substancielle aggravation des conditions de vie des masses, telle qu'elle provoque une expectative générale et une disponibilité à de grandes transformations sociales; c) une considérable mobilisation, consciente et organisée, de la part des masses prolétariennes; d) la présence d'un Parti Révolutionnaire décidé, capable d'influencer et d'orienter les masses mêmes de façon correcte et précise.

Les conditions objectives de la révolution prolétarienne dans un pays impérialiste se présentent, comme on le comprend, dans des situations tout à fait exceptionnelles, et l'étude concrète de l'histoire nous apprend qu'elles se présentent en général, dans la période qui précède, qui concerne ou qui fait suite à une guerre directe entre puissances impérialistes, et avec une force particulière dans les pays qui subissent de façon accentuée les conséquences de la guerre même (pays vaincus, pays occupés, pays non préparés socialement au conflit). Cette position, qui est la **seule** position vraiment scientifique et matérialiste sur la question de la situation révolutionnaire, mène à établir que la **forme** que la guerre révolutionnaire assume dans notre pays est tendanciellement celle d'une **insurrection armée de masse** contre le pouvoir centralisé de l'Etat bourgeois.

5) L'objectif immédiat du Parti Marxiste Révolutionnaire, fondé sur la théorie du socialisme scientifique, est la conquête du pouvoir politique et la destruction violente de l'Etat bourgeois de la part des masses prolétariennes. L'objectif immédiat du Parti Marxiste Révolutionnaire est donc, en termes concrets, l'insurrection armée des masses prolétariennes contre l'Etat bourgeois.

Les masses prolétariennes, par leur seul mouvement spontané, ne sont pas en mesure de s'élever à la conscience de l'antagonisme irréductible existant entre leurs intérêts et tout le système politique et social contemporain : cette conscience ne peut leur être portée seulement que **de l'extérieur** et **seulement** le Parti Marxiste Révolutionnaire peut réaliser une telle tâche. Il faut éclaircir qu'il n'existe aucun pouvoir réel des masses **à l'intérieur** de la société capitaliste et que le seul, vrai pouvoir dans les mains du prolétariat c'est sa **conscience révolutionnaire**.

La tâche principale du Parti Communiste, est et reste celle d'augmenter la conscience et l'organisation révolutionnaire dans les masses; une telle tâche fondamentale doit être réalisée à travers le développement d'une **lutte politique communiste** cohérente, c'est-à-dire, à travers une activité qui aie comme objectif central celui de représenter le prolétariat non pas dans ses rapports avec un groupe d'employeurs déterminé, mais dans ses rapports avec toutes les classes de la société contemporaine et, principalement, dans ses rapports avec l'Etat bourgeois.

Cette activité, qui permet au parti de s'élever **au-dessus** de la lutte économique du prolétariat et **de s'opposer** à la politique bourgeoise dans le mouvement ouvrier (la lutte politique trade-unioniste), consiste donc, pour ainsi dire, dans une *«préparation quotidienne à l'insurrection»*. L'insurrection armée des masses prolétariennes contre l'Etat bourgeois est un énorme fait social qu'il faut organiser jour après jour, auquel il faut éduquer constamment les masses, dont il faut préparer les conditions militaires, consciemment et de façon organisationnelle. L'insurrection armée des masses prolétariennes contre l'Etat et le pouvoir politique de la bourgeoisie n'est pas, finalement, une action militaire parfaite qui couronne une longue période d'agitation politique légale, mais au contraire, c'est le moment tactique décisif durant lequel l'action politique et militaire du Parti Révolutionnaire se rencontre avec la disponibilité consciente des masses à la révolution.

6) L'expérience **pratique** des derniers 15 ans dans notre pays nous apprend que **la méthode décisive** de la lutte politique communiste du Parti du prolétariat est **la lutte armée**. Elle permet d'interpréter de façon exceptionnellement claire les intérêts généraux du prolétariat face à l'Etat; elle permet de considérer de façon dialectique et non pas métaphysique, la limite qui **existe** entre la période où la tâche fondamentale du Parti est celle de guider *politiquement* les masses et la période où le problème se pose de les guider *militairement* aussi contre l'Etat.

En faisant usage des armes, le Parti Communiste ne peut qu'être un parti **combattant**, donc **clandestin**. Chacun de ses militants, en tant que cadre du Parti Communiste Combattant, doit être disposé au combat et vérifié, dans les limites des exigences du Parti, sur ce terrain. Le Parti Communiste Combattant doit tirer toutes les conséquences de son être en tant que parti combattant et clandestin, dans le développement de son activité complète, soit par rapport à l'Etat et à la société bourgeoise, soit par rapport aux masses prolétariennes.

La lutte armée, est la méthode de lutte décisive et fondamentale de la politique révolutionnaire du Parti Marxiste; tandis que, dans une situation de guerre civile entre les classes, le combat répond de façon directe à la loi fondamentale de la guerre : destruction des forces ennemies et conservation de ses propres forces, dans la longue période qui précède la situation révolutionnaire, le combat est un formidable **instrument politique** capable d'engendrer la conscience et l'organisation révolutionnaire dans les masses dans la mesure où il se réfère explicitement aux grandes questions politiques centrales de la vie du pays, en représentant les intérêts généraux du prolétariat de façon cohérente. L'initiative combattante **n'est pas**, (dans la situation non révolutionnaire) un *«acte de guerre»*, mais un **acte politique** fondamental qui, s'exprimant par l'usage des armes, a naturellement, des conséquences **particulières** dont le Parti doit tenir compte avec une extrême responsabilité, mais aussi en s'appuyant sur la décision la plus ferme. Tout en considérant le terme de *«stratégie»* sous la signification de *«vision que le Parti a du processus révolutionnaire et de comment parvenir à la conquête du pouvoir politique»*, la lutte armée *n'est pas* une stratégie : elle est la méthode de lutte décisive de la politique révolutionnaire du Parti Marxiste même dans la situation non-révolutionnaire.

7) Le Parti Communiste, pour pouvoir parvenir à la révolution doit conquérir une influence prédominante dans les masses prolétariennes, condition sine qua non pour pouvoir les guider **effectivement** à la conquête du pouvoir politique et à la destruction de l'Etat bourgeois. La question de la **conquête de la direction politique des mouvements de masse** est, de ce point de vue, décisive.

On doit éclaircir que, dans les pays impérialistes, la conquête de la direction politique des mouvements de masse de la part du Parti Révolutionnaire est entravée par la grande influence que le révisionnisme et l'idéologie bourgeoise exercent sur la classe prolétarienne, en corrompant une grande partie de celle-ci à la lutte pacifique, à la conciliation et au trade-unionisme. Le parti révolutionnaire, même en tenant compte de ces faits **ne peut pas et ne doit pas** tomber dans le *«suivisme»*, dans l'économisme, en reculant ainsi sur son rôle essentiel : celui d'être porteur de la proposition de la **révolution**, du changement général de tout le système social existant.

D'autre part, le Parti, pour pouvoir développer son activité révolutionnaire, pour pouvoir augmenter et élever la conscience et l'organisation révolutionnaire des masses, doit avoir une **ligne de masse** adéquate. La ligne de masse du Parti Communiste Combattant ne peut pas être, comme on a dit, la lutte armée. La ligne de masse du Parti Communiste Combattant doit être fondée essentiellement sur le programme politique (minimum) que le Parti lance aux masses et qui est soutenu en premier lieu par le combat. Le programme politi-

que du Parti Communiste Combattant doit être composé de mots d'ordre valables pour **tout** le prolétariat et sa principale fonction est celle d'être un **levier** pour le développement de l'agitation, de la propagande et de l'organisation révolutionnaire.

Dans les pays impérialistes, le Parti Communiste Combattant est plus que jamais l'unité d'avant-garde du prolétariat. Toute sous-estimation du rôle conscient du Parti, toute concession au spontanéisme est extrêmement nuisible à la cause du prolétariat révolutionnaire et risque de transformer son avant-garde en une sorte de *«bras-armé»* du mouvement de masse ou, au contraire, présupposant une conscience de masse plus élevé du réel, en une formation politique aventuriste.

8) Pour pouvoir imposer sa politique de façon mûre, pour pouvoir développer jusqu'au bout sa tâche d'*«éducateur révolutionnaire»* des masses, le Parti Communiste Combattant doit se donner un **journal politique**, à diffuser clandestinement et à l'échelle nationale. Le journal politique du Parti Communiste Combattant est un instrument fondamental de son activité globale. Il est aussi un instrument intimement *«anti-gradualiste»* et *«anti-tentaculaire»*, parce qu'il est **de par sa nature** (naturellement, avec la condition nécessaire de la lutte armée) une voix révolutionnaire précise et d'autorité, capable d'orienter les masses **pratiquement** et de prendre la parole sur les principales questions politiques et sociales de notre pays : il supplée, donc, aux difficultés qu'une organisation clandestine rencontre dans la propagande et établit un rapport précis et **général** entre Parti et Masses.

9) Le Parti Communiste Combattant propose, à chaque fois, un programme politique (minimum) aux masses, composé de mots d'ordres valables pour tout le prolétariat. La lutte sur ces mots d'ordres, qui découlent de l'affrontement **réel** qui existe dans le pays à un moment donné, s'exprime dans l'activité générale des masses, dans une forme publique et ouverte.

Là où c'est possible, il faut se doter de *«courroies de transmission»* directes par nos militants légaux, capables de diffuser et d'appuyer les mots d'ordre **de masse** lancés par le parti et, certainement pas de créer un *«syndicalisme de gauche»*, un *«nouveau mouvement ouvrier»* ou de semblables sottises.



Nouvelles du Front!

CHRONOLOGIE DES ACTIONS DES GRAPO

ACTIONS D'APPUI AUX LUTTES OUVRIERES ET POPULAIRES

Ce type d'actions n'a pas pour objectif de se substituer au mouvement ouvrier et populaire, il s'agit plutôt, à travers elles, de stimuler la résistance des travailleurs, montrer la solidarité de l'ensemble du mouvement de résistance et prouver la nécessité et l'efficacité des méthodes violentes de lutte quand les méthodes traditionnelles de grèves, piquets ou manifestations ont démontré leur insuffisance ou leur totale inefficacité. En réalisant ce type d'actions armées, les GRAPO ne font qu'étendre les expériences des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière, qui, à de nombreuses reprises, utilisent des formes de lutte violentes pour atteindre leurs buts.

Souvent, après la réalisation par la guerilla de quelque action armée, des actions du même type étaient réalisées par les ouvriers mêmes, suivant le chemin tracé. Prenons comme exemple les expropriations d'aliments réalisées par les travailleurs au chômage à Cadiz et à Barcelone après les expropriations et répartitions de jambons et autres aliments menées à bien par les GRAPO dans des quartiers ouvriers de Cordoba, Séville et Madrid. Un autre exemple est celui des sabotages d'installations minières à Leon, réalisés par les propres travailleurs des mines, peu après une action des GRAPO du même type dans la région, coïncidant avec une grève des mineurs.

Certaines des actions d'appui direct au mouvement de masses réalisées par les GRAPO sont :

– Juillet 77. On a fait exploser une section de voie ferrée à Getafe (Madrid), en appui aux mobilisations qui eurent lieu dans la région, après la mort d'un piéton écrasé par un train, à un passage à niveau sans signalisation.

– Août 77. Expropriation et répartition d'un camion d'aliments dans un quartier de Cordoba.

– Septembre 77. Explosion dans un bureau d'emploi à Vigo.

– Octobre 77. Au cours d'une manifestation d'ouvriers de Hytasa des confrontations avec la police eurent lieu. Un ouvrier fut gravement blessé par balles par le commissaire Francisco Beltran. Il mourut à la suite de ses blessures début janvier. Le lendemain, les GRAPO placèrent dans cette usine un drapeau de la République Populaire, ainsi qu'un magnétophone émettant un communiqué des GRAPO. Pour empêcher que la police ne le retire, on plaça une charge, qui fit explosion quand un spécialiste de la police essaya de l'arracher. Un an plus tard, en avril 1979, un commando des GRAPO mitrailla le commissaire Beltran qui fut gravement blessé. Ce ne furent pas seulement les ouvriers de Hytasa qui firent la fête ce jour-là mais aussi tout le peuple de Séville qui connaissait bien les tortures que le commissaire faisait subir à des centaines d'ouvriers pendant les longues années de sa carrière.

– Janvier 78. Expropriation et répartition d'aliments dans le quartier populaire de Los Pajaritos de Séville et dans le quartier de Paloméras de Madrid.

– Juin et juillet 78. En appui à la grève de Ascon et en réponse à la répression sauvage de la police contre les ouvriers de cette entreprise, on mitrailla une caserne de la Guardia Civil à Vigo et une Land Rover de la Police Militaire dans le quartier de Coya (Vigo).

– Janvier 79. Explosion des installations du métro de Madrid aux stations Prosperidad et Alvarado pour protester contre la hausse des prix des tickets.

– Février 79. Bombes contre le Ministère de la Santé et contre l'Institut National de Prévision à Madrid. Les travailleurs de la Sécurité Sociale étaient en grève et la police était entrée dans la Résidence Hospitalière La Paz de la Sécurité Sociale, frappant sauvagement travailleurs et infirmiers.

– Février 79. Au cours d'une grève de distributeurs de gaz butane, la police surveillait tous les camions. Sa mission était de protéger les jaunes qui boycottaient la grève et d'obliger, mitraillettes au poing, la reprise du travail.
Un commando des GRAPO exécuta, dans le quartier de Pueblo Nuevo de Barcelone, deux policiers qui surveillaient un des camions, leur confisquant une mitraillette et deux révolvers.

– Février 79. Explosion d'un édifice de l'entreprise Walker (construction d'embarcations) en appui aux ouvriers en grève de cette entreprise.

– Mars 79. Au cours d'une grève d'employés dans les assurances de Barcelone, la multinationale Winthertur Assurance menaça ses travailleurs de renvois massifs s'ils rejoignaient la grève.
On fit exploser leurs installations de Barcelone.

– Mars 79. Bombes contre les installations d'un bureau d'emploi du quartier de Sans, à Barcelone, pour protester contre l'augmentation du nombre des chômeurs.

– Mars 79. Destruction de stocks dans certains grands magasins de textile de Barcelone, en solidarité avec les travailleurs de ce secteur en grève.

– Mars 79. Exécution du général Muñoz Vazquez à Madrid, en réponse à l'assassinat du jeune Ursino Gallego, perpétré par la police dans le village de Parla (Madrid), quand les habitants manifestaient exigeant de l'eau.
Au même moment on donnait une réponse aux plans d'intégration dans l'OTAN du gouvernement espagnol, ce général était lié à ces négociations.

– Avril 79. Explosion des magasins Cears de Barcelone en appui à la grève de ses employés.

– Avril 79. Destruction d'un autobus de l'Entreprise Municipale de Transports de Madrid, dans le quartier de Pradolongo, contre la hausse des prix du billet.

– Avril 79. Bombes contre les installations de métro de Bordeta à Barcelone, en appui à la grève du secteur.

– Avril 79. Incendie et destruction de stocks dans un parking de SEAT à Esplugas de Llobregat, en appui à la grève des ouvriers de cette entreprise.

– Avril 79. Contre les renvois provoqués par la restructuration dans de nombreuses entreprises, on a fait sauter le Registre de la Propriété Industrielle que l'Institut National d'Industrie a à Madrid.

– Mai 79. En solidarité avec les ouvriers de la multinationale FORD en Espagne, on fit exploser les bureaux centraux de l'entreprise, à Valence, et une filiale de Barcelone.

– Mai 79. Explosion des bureaux de la Banque Hispano-Américaine dans le quartier Blanc de Madrid.
Cette entité bancaire est propriétaire de l'entreprise ISODEL, qui était en grève à ce moment-là.

– Mai 79. En appui au mouvement anti-nucléaire, on fit exploser les bureaux de l'entreprise IBERDUERO à Madrid.

– Mai 79. Expropriation de milliers d'abonnements de bus de la EMT (correspondant à la STIB - Ndt) qui furent distribués parmi les chômeurs des quartiers de Vallecas et Ciudad Lineal.

– Juillet 79. Explosion au Ministère des Travaux Publics de Madrid, en solidarité avec les victimes de l'accident routier dans le fleuve Orbigo.

– Septembre 80. Explosions dans une succursale bancaire et dans un édifice officiel de Gijon, en solidarité avec les ouvriers en lutte.

– Octobre 80. Par l'explosion en chaîne de 5 bombes, plus de 50 voitures des stocks de Citroën à Vigo, furent détruites en réponse aux nombreux renvois d'ouvriers de cette entreprise multinationale.

– Mai 82. En guise de protestation contre l'augmentation des impôts, on a fait exploser les bureaux de la Délégation des Finances à Valence.

– Juin 82. Explosion dans un Office de l'Emploi de Torremolinos (Malaga).

– Juillet 82. Explosion à la Délégation du Travail à Séville, contre les reconversions industrielles.

– Juillet 82. Explosion dans les chantiers navals de Gijon, en solidarité avec les ouvriers en lutte.

– Septembre 82. Explosions dans les succursales de la Banque Centrale dans les villes de Valence et Valladolid; cette banque avait des liens avec l'Union Navale de Levante, dont les ouvriers étaient en grève.

– Septembre 82. Explosion dans un Office de l'Emploi à Leganes.

– Septembre 82. Explosion à la Caisse Rurale-UTECO de Orense en solidarité avec les agriculteurs en conflit.

– Septembre 82. Explosion à la Délégation du Travail à Cadix contre les reconversions industrielles.

– Septembre et Octobre 82. Coïncidant avec la septième année de commémoration des exécutions du 27 septembre 1975, et avec l'action des GRAPO du 1er Octobre 1975, qui inspirerait leur nom; et en raison de la campagne de boycott aux proches élections au Parlement, on engagea plusieurs campagnes d'attaques à la bombe et de propagande armée. Les objectifs étaient de mettre à découvert l'insatisfaction des problèmes qui touchaient les masses comme :

– 28 septembre. Explosions à la Délégation du Travail de Castellon, d'un transformateur électrique (pour rappeler la catastrophe produite par les inondations dans la région de Valence et dont la responsabilité incombait en grande partie aux entreprises électriques qui avaient construit les presses hydroélectriques de la région), à la Délégation d'Education et Sciences de Huelva, à la Chambre de Propriété Urbaine de Mataro (rappelant les conflits des HLM) dans les bureaux de STANDARD ELECTRICA de Barcelone en conflit, dans les bureaux de Lipidos Ibericos (en solidarité avec les milliers de gens affectés par l'intoxication produite par la vente d'huile frelatée), dans le bureau de prélèvements d'impôts de Barcelone, dans les bureaux de l'office de l'emploi de Cordoba, dans les bureaux de l'entreprise hydroélectrique de Valence, d'un transformateur électrique d'Alicante, à la Délégation des Finances de Séville, dans les bureaux du Gouvernement autonome andalou, à la Délégation du Travail de Oviedo, dans un édifice officiel de Pontevedra, à la Délégation de Travaux Publics de Leon, à la Délégation de Santé de Leon, dans un office de l'emploi de Vigo, d'un transformateur électrique de FENOSA à Vigo, à la Délégation du Travail de Madrid, aux bureaux de INSALUD (équivaut à l'ONSS – Ndt) à Madrid (pour leur incapacité à faire face à l'intoxication massive de milliers de familles humbles, causée par la vente d'huile frelatée dans les rues des quartiers ouvriers), dans le bureau de prélèvements d'impôts de Madrid.

– 17 octobre. Explosions dans les bureaux de l'Institut National de Prévision à Barcelone, dans les bureaux de la Compagnie Nationale de Téléphones à Barcelone, dans les bureaux de INSALUD de Barcelone, dans les bureaux de la Banque Espagnole d'Escompte à Valence, chez le concessionnaire OPEL à Valence, à l'usine d'huiles ELSA de Massanassa (Valence) dans les bureaux de la Banque Centrale de Séville, dans les bureaux de la compagnie hydroélectrique à Oviedo, d'un transformateur de FENOSA de Vigo, dans une succursale de la Banque Espagnole d'Escompte de Jerez, dans une succursale de la Banque de Bilbao à Madrid et à la fabrique de Coca-Cola à Madrid.

– Février 83. Explosion dans les bureaux de la patronale du métal (CEOE) à Madrid, contre les accords syndicaux pris à ce moment-là.

– Février 83. Attentat contre la Police Nationale en guise de représailles pour la répression de la police lors des fêtes populaires du quartier de Malaseña à Madrid.

– Février 83. Un garde civil fut blessé, à Madrid, lors d'une action de représailles suite à l'assassinat d'un enfant lors d'un contrôle de la Guardia Civil à Valmojado (Toledo).

– Mars 83. Vague d'explosions en Galice. Dans un office d'emploi, dans des installations des chantiers navals VULCANO et ASCON dans la ville de Vogo; dans des locaux de AISS de La Coruña. Toutes ces actions en solidarité avec les luttes ouvrières qui se réalisaient à ce moment-là. On fit également exploser les bureaux de la Société Générale de Banque d'Espagne à La Coruña, propriétaire des mines de Lousame, dans lesquelles les mineurs étaient en grève et s'étaient enfermés dans la mine protégeant l'entrée avec de la dynamite.

– Avril 83. Vague d'explosions à Valence : bureaux de la CTNE, de la Banque Espagnole d'Escompte, etc., en appui à différentes luttes ouvrières de la région. Le 13 on détruisit par explosifs le dépôt de la police municipale de Valence, dans le cadre des conflits des ouvriers du secteur sidérurgique de Sagunta, quelques jours auparavant au milieu de la crispation et de la répression policière, un jeune homme mourut au dépôt de la police municipale de Sagunto.

– Avril 83. Explosion dans une succursale de la Banque de Santander à Barcelone, en solidarité avec les travailleurs en grève dans ce secteur. Quelques jours après, eurent lieu plusieurs attaques spontanées avec de petites quantités d'explosifs, dans différentes succursales bancaires.

– Mai 83. Explosion de Rank Xérox à Saragosse, entreprise à capital yankee. Ce même jour une marche avait eu lieu contre la base militaire américaine de Sagarosse.

– Juin 83. Quatre engins explosifs dans des installations de la EMT, contre la hausse des prix des transports publics à Madrid.

– Janvier 84. Explosion de 2 bureaux de prélèvement des impôts à Barcelone.

– Février 84. Vague d'explosions : dans un office de l'Emploi de Barcelone, dans un dépôt de bus de Barcelone contre la hausse des tarifs, dans des bureaux de FECSA de Barcelone, dans un office d'emploi de Séville. Ces actions eurent lieu le 16 février, date à laquelle on commémore la victoire du Front Populaire en 1936.

– Mars 84. Explosion dans un office de l'emploi de Utrera (Séville), en solidarité avec les agriculteurs en lutte.

– Mars 84. Explosion à la Délégation d'Industrie de Lugo.

– Avril 84. Explosion dans des bureaux de IRYDA de Madrid, en solidarité avec les petits paysans en conflit avec cette institution de l'Etat.

– Mai 84. Le 30 de ce mois, on fait exploser simultanément 8 bureaux de prélèvement des impôts à Madrid, Barcelone, Séville, Saragosse, et Valence contre la hausse des impôts et appelant au non-paiement de ceux-ci.

– Juin 84. Le 2, prise militaire, expropriation économique et destruction par explosifs d'une Délégation de Finances à Madrid.
Le 25, prise militaire, expropriation économique et destruction par explosifs d'une Délégation de Finances à Barcelone.

– Juillet 84. Le 9, vague d'explosions dans toute l'Espagne : à la Banque Espagnole d'Escompte et au INP de Barcelone, à la fabrique d'optique Barbudo et à l'office d'emploi de Madrid, dans des bureaux de finances de Séville, dans des bureaux de ICONA de Cordoba, dans les chantiers navals Riera et à un office d'emploi à Gijon, à la Délégation d'Industrie et dans les locaux de la patronale de Valence.
Le 12, prise militaire, placement d'explosifs et destruction des bureaux centraux des chantiers navals ASCON à Madrid, action amplement fêtée par les ouvriers de VIGO.
Le 13, explosion dans un office d'emploi de La Coruña.
Le 23, prise militaire et destruction par explosifs d'une Délégation des Finances à Barcelone.

– Août 84. Le 10, 2 explosifs dans les bureaux des chantiers navals de Cadiz. Action amplement fêtée par les ouvriers de Cadiz en lutte contre la reconversion de leur entreprise.
Le 15, 2 explosifs au siège syndical et à l'office d'emploi à Aviles (Asturies).

ACTIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALISTE ET AVEC LE PEUPLE BASQUE

Les militants communistes qui ont créé les GRAPO, ont transmis à l'Organisation, depuis sa naissance même, leur grand esprit de solidarité révolutionnaire de classe et d'appui internationaliste à tous les mouvements révolutionnaires du monde.

Au cours de ces années et en appui au mouvement révolutionnaire et de libération d'autres peuples, on a fait sauter un grand nombre d'installations, en Espagne, de différents pays impérialistes. Les causes immédiates ayant provoqué ces actions armées ont été fondamentalement : 1) dénoncer l'agression impérialiste yankee contre des pays et peuples op-

primés comme la Palestine; 2) lutter contre les extraditions de patriotes basques par l'Etat français et 3) solidarité avec les révolutionnaires allemands de la Fraction Armée Rouge, assassinés dans les prisons de leur pays ou en grève de la faim.

La solidarité combative avec d'autres organisations révolutionnaires s'est traduite de la part des GRAPO, non seulement par des actions armées mais aussi par une aide matérielle.

Certaines des actions armées de solidarité sont :

– Mai 77. Bombe contre les bureaux de la LUFTHANSA à Barcelone. Quelques jours auparavant, des membres de la RAF avaient été assassinés dans les prisons allemandes.

– Juillet 77. Contre le jugement et extradition de « Apala » par les autorités françaises, on a fait sauter les installations du Lycée français à Madrid.

– Août 77. Explosion de la Maison de la Culture yankee à Madrid, coïncidant avec l'arrivée en Espagne du Secrétaire d'Etat de ce pays.

– Novembre 77. De nouveaux assassinats de membres de la RAF à la prison de Stammheim. Les jours qui suivent, on a fait sauter les installations de l'Ecole Allemande de Madrid.

– Janvier 79. Bombe à l'ambassade française à Madrid, pour protester contre de nouvelles extraditions de militants basques.

– Février 79. Egalement contre les extraditions de militants basques, on a fait sauter les bureaux du Crédit Lyonnais, à Barcelone. On fit aussi sauter les installations des entreprises françaises Peugeot et Citroën à Madrid, et d'Air France à Barcelone.

– Juillet 79. Explosion dans les bureaux de la Banque de Paris à Madrid, contre les extraditions.

– Juillet 82. Pour protester contre l'agression impérialiste aux peuples palestiniens et libanais, on a fait exploser des bombes dans les magasins Sears de Barcelone et aux bureaux centraux de la Bank of America de Madrid, tous deux à capital yankee.

– Juin 84. Explosion de l'entreprise Rank Xérox de Madrid, action dirigée contre les intérêts yankee pour leur politique d'agression aux peuples.

– Juillet 84. le 14, prise militaire, expropriation économique et destruction par explosifs de la succursale du Crédit Lyonnais à Barcelone, en solidarité avec les basques expulsés de France.

– Août 84. Vaste campagne de solidarité avec les patriotes basques, cible de la répression de l'Etat français. Explosions des concessionnaires Citroën et Renault à Grenade, du Consulat français à Gijon, de l'entreprise CATISA à Aviles, de la succursale de la Société de Banque d'Espagne de La Coruña et du concessionnaire Talbot à Majadahonda (Madrid).

– Janvier 85. Prise militaire et placement d'explosifs au concessionnaire Mercedes Benz de Barcelone, en solidarité avec les prisonniers allemands en grève de la faim.

ACTIONS DE SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES ET POUR L'AMNISTIE

– 1e Octobre 1975. En action simultanée, quatre commandos, qui furent à l'origine des GRAPO, exécutèrent 4 sicaires du régime à Madrid. En réponse aux exécutions du 27 septembre de 2 patriotes basques et de 3 anti-fascistes. Cette action arrêta net tous les procès plus que sommaires de condamnation à mort en cours.

– Juillet 76. Les 18 et 31 on réalisa 2 campagnes de vagues d'explosions. Dénonçant la campagne démagogico-réformiste du régime et exigeant l'amnistie totale pour les prisonniers politiques. On choisit comme objectifs militaires, des installations de l'Etat fasciste et des monuments fascistes, la première vague consista en une trentaine d'attaques à l'explosif, la seconde en un peu moins. Les villes dans lesquelles ces actions eurent lieu sont : Madrid, Barcelone, Vigo, El Ferrol, Segovia, Valdepeñas, Gerone, Bilbao, Baracaldo, Séville, etc. A Séville, le 31, 2 camarades moururent quand, en allant placer des charges, elles leur explosèrent dans les mains.

– Décembre 76, janvier et février 77. Opération Cromo : par cette opération, les GRAPO exigèrent la libération des prisonniers politiques, non seulement des membres de leur Organisation, en même temps qu'ils démasquaient la politique démagogico-réformiste du gouvernement. Et malgré l'issue favorable pour la police, les contradictions du régime furent renforcées et de son attitude intransigeante à libérer les prisonniers politiques, il finit par les libérer dans les mois qui suivirent, exception faite précisément des combattants des GRAPO qui réalisèrent l'Opération Cromo. Cette Opération consista en l'enlèvement de Antonio de Oriol y Urquijo le mois de décembre, à Madrid, Président du Conseil d'Etat. Le 24 janvier, aussi à Madrid, on enleva le lieutenant général de l'Armée Villaescusa, Président du Conseil de Justice Militaire. Ces chefs fascistes furent nos prisonniers jusqu'au mois de février, quand la police réussit à les libérer et à arrêter les membres du commando qui les gardaient. Il faut noter que cette Opération contribua énormément à démasquer la Réforme et son vrai caractère face à de vastes secteurs populaires.

– 10 janvier 77. A l'occasion de l'appel à une grève générale exigeant l'amnistie et convoquée par les GRAPO - mêmes, le PCE (r), le Secours Rouge et l'ODEA (Organisation Démocratique d'Etudiants Anti-fascistes), un commando des GRAPO pénétra avec ses armes dans l'usine CASA de Getafe, dans le but d'y faire un meeting politique, au moment de se retirer de l'action de propagande, ils furent surpris par les gardiens de cette entreprise, il s'en suivit une fusillade dans laquelle plusieurs gardiens furent blessés.

– Mars 78. Exécution à Madrid, du Directeur Général des Institutions Pénitentiaires, Jesus Haddad, en réponse à l'assassinat dans la prison de Carabanchel du prisonnier politique anarchiste Agustin Rueda et face à la politique impulsée par le gouvernement dans les prisons.

– Août 78. En appui à la grève de la faim par les prisonniers politiques du PCE(r) et des GRAPO dans la prison de Soria, on exécuta un garde civil à Santiago (Galice) et un policier national à Barcelone, un autre fut blessé. On plaça des explosifs au Gouvernement Civil de Soria.

– Mai 79. Attentat à Madrid contre le Directeur Général des Institutions Pénitentiaires, Garcia Valdés duquel il sortit indemne à cause de la fusillade qui s'engagea avec l'escorte, en réponse à la politique pénitentiaire répressive.

– Mai 81. Exécution du général De Suso à Madrid, à la suite de laquelle une fusillade s'engagea avec la Police Nationale, dans laquelle un policier mourut et un camarade grièvement blessé fut détenu. Au même moment, à Barcelone, un autre commando tuait 2 gardes civils, récupérant leurs armes. Ces actions furent réalisées en appui à la grève de la faim au finish entreprise par les prisonniers politiques du PCE (r) et des GRAPO contre le régime d'extermination auquel ils étaient soumis. Ces actions ainsi que l'appui et la mobilisation populaire dans les rues, la résistance des prisonniers (rappelons que lors de cette grève de la faim mourut notre camarade Crespo Galende, militant du PCE (r), au mois de juin) et la faiblesse-même du régime, rendirent possible la cassure du système pénitentiaire d'extermination dans les prisons de Herrera de la Mancha et Zamora.

ACTIONS DIRIGÉES CONTRE L'APPAREIL JUDICIAIRE, LE CONTRÔLE POLICIER DES MASSES ET LES MOYENS DE DESINFORMATION DE LA BOURGEOISIE

– Décembre 76. Opération Papier, pendant laquelle on mena plusieurs attaques simultanées à l'explosif contre des installations de Télévision Espagnole à Madrid, Guadalajara, etc.. Actions entreprises en réponse au rôle de désinformation de ce mass-média au service des monopoles, et dans le cadre de la campagne de boycott du référendum de la Réforme.

– Mai 77. Attaque avec explosifs des ateliers de Diario 16, en réponse à la campagne d'intoxication impulsée par ce journal contre le PCE (r) et les GRAPO.

– Septembre 78. Attaque avec explosifs des tribunaux de Hospitalet. Antérieurement, une action similaire avait été menée contre le Palais de Justice de Barcelone.

– Octobre 78. Attaque avec explosifs de deux casernes de la Garde Civile à Madrid, pour dénoncer les jugements bidons en cours contre les prisonniers politiques.

– Janvier 79. Exécution à Madrid du magistrat Cruz Cuenca, juge émérite pour ce qui est de la répression des organisations révolutionnaires.

– Mai 79. Explosion dans les bureaux des Cartes d'Identité à Madrid.

– Juillet 79. Attaque avec explosifs d'un centre de documentation du Ministère de l'Intérieur. A cette même époque on attaqua à nouveau les installations de Diario 16.

– Septembre 82. Attaque avec explosifs des bureaux des Cartes d'Identité à Madrid.

– Octobre 82. Explosion au Palais de Justice de La Coruña, dans le cadre de la campagne contre les élections au Parlement.

– Février 83. Attentat avec explosifs de l'Audience Nationale de Ciudad Real, en réponse à la convivence des juges de cette Cour avec les Institutions Pénitentiaires en ce qui concerne les dénonciations de tortures dans la prison de Herrera de la Mancha. Le même jour on attaqua les tribunaux de Hospitalet.

– Juillet 84. Attaque avec explosifs du Palais de Justice de Malaga.

ACTIONS DESTINÉES À CÉLÉBRER DES DATES DÉTERMINÉES ET DE SIGNIFICATION SPÉCIALE POUR LE PEUPLE ET LES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES

Les GRAPO ont toujours commemoré le triomphe du Front Populaire le 16 février 1936 ou le début de la résistance antifasciste le 18 juillet 1936, ou aussi des dates comme le 27 septembre 1975 (date à laquelle deux patriotes basques et trois antifascistes ont été fusillés par les fascistes), ou les jours de Fête Nationale des nationalités.

- Celles réalisées en juillet 76, déjà citées.

- Février 76. Lors d'une action de propagande, une fusillade s'engage entre les membres d'un commando et la police. Bilan : un inspecteur mort et un policier blessé.

- 18 juillet 77. Placement d'explosifs à un monument fasciste de El Ferrol. On place des drapeaux à Madrid et on attaque Radio Madrid pour y émettre un communiqué.

- 16 février 78. Vaste campagne de placements de drapeaux avec des bombes-farce à Vigo.

- Septembre 77. Exécution, à Madrid, du capitaine de la Police Nationale Herguedas qui avait dirigé un des pelotons d'exécution le 27 septembre 1975. On place aussi des drapeaux avec bombes-farce à Madrid; lors d'une de ces actions un camarade est blessé et arrêté.

- Septembre 79. Placement d'explosifs à une caserne de la Garde Civile à Valence et à Madrid.

- Septembre 82. Campagne déjà citée.

- 16 février 83. Actions de propagande à Madrid et Barcelone.

- 16 février 84. Placement d'affiches et de drapeaux à Madrid, La Coruña et dans d'autres villes, en plus des attentats avec explosifs déjà cités. Attentat contre la police à Sabadell.

Il faut également ajouter les actions contre les forces répressives et contre les campagnes répressives du gouvernement dont les plus notoires sont :

- Chiens, au chenil ! Campagne menée en 78 contre les mesures policiaires instaurant les patrouilles à pied dans les villes.
- Actions contre les infiltrés et les mouchards.
- Opération Cent pour un, en réponse à l'assassinat du plus haut responsable politique du PCE (r) en liberté, Carlos Delgado de Codex, le 20 avril 79.

Les actions que nous citerons en dernier sont celles destinées à la récupération de fonds économiques, d'armements et autres moyens nécessaires pour la guerilla.

- Approvisionnement en armement :
Comme toute guerilla révolutionnaire, les GRAPO, ont eu comme principale source d'approvisionnement en armement nécessaire pour leur activité militaire, l'ennemi qu'ils combattent. Un grand nombre d'armes ont dû être prises à l'ennemi lors de combats pratiquement corps à corps. En plus de ces armes prises à l'ennemi, les GRAPO ont réalisé un grand nombre d'opérations d'expropriation d'armements; des attaques d'armureries, dépôts d'armes, carrières, etc..

Une autre source non moins négligeable, surtout pour sa signification politique, a été celle de l'approvisionnement d'explosifs provenant des mines de charbon de Leon, expropriées par les mineurs sympathisants de la guerilla.

- Appropriation de fonds économiques :
Si les actions de récupération d'armement ont été nombreuses tout au long de ces années, les actions destinées à s'approprier des fonds économiques les dépassent de loin en nombre.
Dans les dures conditions de la clandestinité dans laquelle les GRAPO doivent accomplir leur tâche révolutionnaire, la création et le maintien d'une infrastructure vaste et solide est vital pour la continuité même de la lutte armée. Pendant ces années, des centaines de millions de pesètas ont été dépensés : louage ou achat d'appartements, locaux pour servir d'entrepôts, construction d'ateliers, fabrication d'explosifs, munitions et autres moyens pour la lutte, ainsi que le montage de nombreux appareils de propagande. On peut ajouter les frais importants de voyages, changements de domicile, rénovation de l'habillement pour pouvoir réaliser les actions de guérilla dans n'importe quel milieu, la nourriture des combattants, etc...
Comme il ne pouvait pas en être autrement, cette grande quantité d'argent ne peut s'acquérir, dans nos conditions, que d'une seule façon : par l'expropriation des monopolistes, leur prenant une petite partie de ce qu'ils extorquent chaque jour aux travailleurs.
Sur ce terrain comme dans les autres, les sympathies que l'Organisation et ses actions trouvent parmi les masses, se traduit par une collaboration constante et directe pour réaliser de nombreuses expropriations économiques. Ainsi ont pu être expropriées de grandes sommes d'argent destinées au paiement des salaires dans des entreprises où travaillaient des sympathisants de l'Organisation.
Si l'on ajoute les expropriations de banques, ceci a constitué les sources majeures d'approvisionnement de fonds, jusqu'à l'année dernière où les GRAPO ont impulsé une campagne d'impôts révolutionnaires. Cette campagne a consisté à envoyer des centaines de lettres à des patrons d'entreprises ou à des personnes ayant des revenus très importants, leur enjoignant de payer l'impôt révolutionnaire.

Commune « Karl Marx »

JOURNEE DES COMBATTANTS MORTS

C'était en 1975. Des manifestations massives. Isolement du régime de Franco. Liberté était le cri qui courait de rue en rue, de ville en ville. Il fallait chasser ce mot de nos pensées; tout au moins, le falsifier, le vider de tout esprit révolutionnaire. Franco et les fascistes se préparaient pour cela : avec la peur, à feu et à sang. Ils ouvrirent des procès sommaires, comme châtiment exemplaire, dans le but de montrer leur puissance - elle était un géant aux pieds d'argile, ils le savaient mais ils tentaient de le cacher - dans un essai de paralyser la résistance et de faire taire les cris, les manifestations ... et les armes; oui, les armes aussi car elles montraient déjà un chemin au peuple.

Et le 27 Septembre s'est levé, plombé, lourd, gris; les rues d'Espagne étaient crispées, silencieusement tendues. La radio émettait lente, inefable, la nouvelle qui nous serrait le cœur et nous enflammait les entrailles : Sanchez Bravo, Baena, García Sanz, Txiki et Otaegui venaient d'être exécutés à l'aube. Lâches ! On criait chez les ouvriers; Assassins ! On écrivait sur les murs; Résistance ! On criait aux quatre coins du pays. Et encore une fois, la rage et le courage, la résistance et la liberté pénétrèrent les rues et traversèrent les limites de nos frontières, de même que jusqu'à ce jour-là, mais avec plus de décision et de courage encore. Et malgré tout, eux, se préparaient avec toutes sortes de luxes, à fêter leur orgie de sang.

Ainsi est né le Premier Octobre. Des évêques, des banquiers, des généraux, des financiers, des propriétaires fonciers et des fascistes, se réunissaient Plaza de Oriente, unis en une Sainte Alliance, comme toujours, en provoquant le peuple... Mais ils se sont vus menacés; l'ivresse du sang est restée glacée dans leurs têtes et dans leurs veines. Et une fois de plus, d'autres mains, comme celles des cinq antifascistes assassinés, levaient ce jour-là le drapeau de la résistance et de la lutte la plus conséquente... Et dans les rues, avec les barricades et des manifestations, on continuait sans relâche à réclamer la liberté et à crier mort au fascisme. Et là, le même jour où ils voulaient nous enivrer de sang et de peur, ils se sentirent blessés à mort.

Depuis lors, malgré tous leurs efforts pour cacher leur défaite, pour nier l'évidence, rien ne serait jamais égal en Espagne. Parce que ce 27 Septembre-là marquait la fin d'une étape et le commencement d'une autre, une nouvelle étape de résistance, également difficile, également complexe, également lente et pleine de sacrifices, de se donner comme jusqu'alors, mais quelque chose avait changé.

Nous, les privés de tout, ceux « d'en bas », nous avions gagné une bataille très importante; eux, ceux « d'en haut », devaient reculer, blanchir leur façade en vitesse – plus vite qu'ils ne le voulaient – et mettre dans leur sein, d'une manière tangible et effrontée tous ceux qui jusqu'alors, d'une façon masquée, avaient collaboré avec eux, en trahissant nos intérêts. Ainsi est née la Réforme, une misérable créature rachitique, avec de belles paroles de liberté et de démocratie, qui allait leur permettre de souffler un peu, juste un peu d'air, avant de s'abîmer complètement.

Dix ans se sont écoulés depuis ce 27 Septembre-là; des années où il fallait résister activement, avancer lentement mais fermement un peu plus vers la victoire. Des années de combat contre la démagogie, les illusions de la rachitique créature réformiste... et la répression, la cruelle et implacable répression qui n'a pas cessé depuis. Des années où d'autres hommes et femmes, avec leur décision et confiance dans l'avenir, avec leur travail constant et sacrifié, avec leur propre vie, ont contribué remarquablement à enfoncer cette créature.

Oui, dix ans se sont écoulés depuis ce 27 Septembre-là, et aux noms des cinq antifascistes assassinés, il faut ajouter une longue liste de révolutionnaires, des hommes et des femmes qui ont donné leur vie pour que demain la liberté des peuples opprimés et le socialisme deviennent réalité. Des Galiciens comme Abelardo Collazo, Roberto Liñeira, Dolores Castro o Albino Gabriel; des Madrilens comme Enrique Cerdán Calixto, Raúl Calero ò Carmen López Sánchez; des Andaloux comme Juan Martín Luna, Juan García Rueda ò Josefa Jiménez; des Basques comme Argala, Arregui, Eizaguirre, David Alvarez ò Santi Brouard... et tant d'autres patriotes et communistes de tout l'Etat, qui savaient où était leur place, en première ligne de la Résistance, nous encourageant avec leur exemple, nous marquant le chemin à suivre, prenant la relève les uns aux autres. Ils étaient des hommes et des femmes conscients, fermes, certains que la victoire est à nous, du peuple, même sans la voir, même sans en profiter. Mais ils savaient qu'on devait la forger, et ils étaient toujours prêts, parce qu'ils étaient nécessaires, parce qu'ils ne pouvaient ni voulaient manquer leur engagement révolutionnaire.

Les uns dans la clandestinité forgeant la puissante et nécessaire organisation de la

classe ouvrière, le Parti, pour diriger la révolution, pour nous approcher vers le socialisme; les autres, luttant pour la libération de leur patrie opprimée; les autres, les armes à la main montrant au peuple une importante méthode de lutte pour la libération de nos peuples. Les autres, en exil, contribuaient avec dévouement, loin de leur patrie, au travail à l'intérieur; les autres dans la légalité, soutenant de mille façons la lutte révolutionnaire...

Il est impossible de se souvenir de tous leurs noms et de la date à laquelle ils sont morts; cela n'a pas d'importance, car pour nous tous, ce jour est et continuera à être le 27 Septembre, car depuis lors, à la place d'un combattant mort, beaucoup d'autres ont ramassé leur drapeau et l'ont arboré, suivant leur exemple d'engagement et de dévouement, d'honnêteté et de franchise. Et ils le savaient. Ils savaient que d'autres hommes et femmes marchions sur le même chemin et que nous avions leur même engagement, leur même but : atteindre la liberté des peuples et le socialisme.

C'est pour cela qu'aujourd'hui, pour le Xe Anniversaire de ce 27 Septembre-là, nous ne pouvons pas tourner nos regards rien qu'aux antifascistes fusillés. En agissant ainsi, nous ne réussirions pas à saisir la mesure exacte de cette date-là. Dans ce sens, avec l'expérience accumulée pendant ces dix ans, ce 27 Septembre, tout notre effort doit être orienté à déployer, unis, le même drapeau; car l'Histoire nous appelle, en criant, de l'arborer dans toute sa dimension, dans le sens le plus large. L'Histoire, aujourd'hui, nous exige de chercher l'unité, partout, à Madrid, en Euskadi, en Galicie, en Catalogne, allier nos efforts et les cris de résistance de ce 27 Septembre-là, et les porter, chaque année qui passe, vers un niveau supérieur, avec un peu plus d'organisation, et un seul objectif pour tous : résistance et révolution.

Nos morts nous le réclament aussi.

Josefina Garcia Aramburu
Prisonnière politique des GRAPO

COMMUNICATION :

NOUS INFORMONS LES LECTEURS QUE DORÉNAVANT L'ADRESSE DE LIGNE ROUGE EST :

LIGNE ROUGE
6, RUE DU CONSEIL,
1050 BRUXELLES
BELGIQUE

Nous appelons les groupes, organisations, militants se revendiquant du combat pour le communisme, du combat contre l'impérialisme, de la lutte armée révolutionnaire, à nous faire parvenir leurs revendications d'actions, communiqués de guerre, déclarations, textes politiques, que nous contribuerons à faire connaître et utiliserons pour avancer ensemble.

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 09/83 - Brigades Rouges: deux textes sur la condamnation de R. Peci / B.R.: Lettre ouverte à A. Buonavita qui a été brigadiste /. GFPI: Attaque contre l'ambassadeur de RFA / FARL: Exécution de Barsimantov / 15-21/7: 2 actions anti-impérialistes à Paris / La guerre des partisans, Lenine / "Mvt du 2 juin": Déclaration de dissolution / Prog. Com. n°11: "Auschwitz ou le grand alibi"



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 10/83 - Brigades Rouges: deux communiqués au Procès Moro, par le PCC et par le PGPM / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologies / ARC: Communiqué / PCE(r) et G.R.A.P.O.: Communiqué des prisonniers.



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 11/83 - Brigades Rouges: véhicules de la mémoire et nouvelle organisation de la subjectivité / Déclaration d'un groupe de communistes prisonniers en Italie / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologie / La Direction politique et militaire dans la lutte de masse du peuple, Lénine / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique.

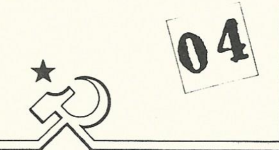


03

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

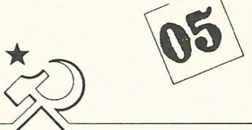
LR 02/84 - Déclaration de Marina da Silva et Frédéric Oriach / Brigades Rouges - Colonne Walter Alasia: "Encore un pas" / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (II) / Communiqués des Groupes de Résistance Anti-fascistes du 1er Octobre / 13/09/83: Communiqué de l'action "17/9 Sabra et Chatila" Hambourg



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 03/84 - GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique(III) / GRAPO: Entrevues et communiqué: De véritables changements ou guerre révolutionnaire ouverte / Déclaration de Marina da Silva / Brigades Rouges: Communiqué sur l'exécution de Ray Leammon Hunt, Directeur Général de la "Force Multinationale d'Observation au Sinaï".



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR avril 84 - Entretien avec Fernando Arenas, Secrétaire Générale du Parti Communiste Espagnol (reconstitué) / Brigades Rouges - Replacer l'activité générale des masses au centre de l'initiative / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (IV) / Communiqué de la Fédération Syndicale Révolutionnaire au Salvador





LIGNE ROUGE

LR mai 1984 - Numéro Spécial. Brigades Rouges: Résolution Stratégique n°19; Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne.

07



LIGNE ROUGE

LR juin 84 - Attentat de l'Unité de Résistance Armée / Communiqués de l'United Freedom Front / Communiqué de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe / BR: Contribution au débat sur la torture / Trois communiqués de l'Armée Révolutionnaire Arménienne / Attentat des Cellules Révolutionnaires / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

08



LIGNE ROUGE

LR octobre 84 - Trois communiqués des Cellules Communistes Combattantes contre Litton Business, M.A.N. et Honeywell / Rapport politique du camarade Arenas-Secrétaire Général du Parti Communiste Espagnol (reconstitué)- / Pour l'insoumission bretonne / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

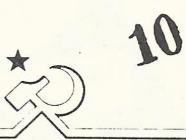
09



LIGNE ROUGE

L.R. novembre 84 - Communiqué des C.C.C. contre deux centres politiques (CVP et PRL/PVV) / Déclaration de grève de la faim de Marina Da Silva et Frédéric Oriach / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique (V) / Communiqué du Front Anti-Impérialiste en RFA / Interview de Ormaza, militant nationaliste basque (I) / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

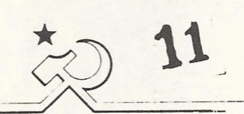
10



LIGNE ROUGE

L.R. décembre 84 - Com. des Cellules Communistes Combattantes contre deux pylônes-antennes de l'armée / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique(VI) / Décl.de Knut Folkerts(RAF) sur l' contre Buback / Décl.d'une action dans la taule de Münster/RFA / Com.des Cellules Communistes Combattantes contre les pipe-lines de l'OTAN / Com. des R.Z. contre un Pipe-line de l'OTAN / Nouvelles du Front!

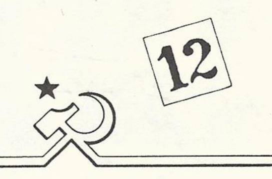
11



LIGNE ROUGE

L.R.janvier 85 - Com. des Cellules Communistes Combattantes contre un centre de l'OTAN / Déclaration des prisonniers de la RAF à Stammheim / Com. de grève de la faim / Décl. commune RAF-AD / Com. d'appui des prisonniers du PCE(r) et des GRAPO concernant la grève en RFA / Nouvelles du Front!

12



LIGNE ROUGE

Mensuel

L.R.mars 85 - Editorial / GRAPO: Assurer la direction prolétarienne dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme / P.C. du Pérou: développons la guerre de guérillas / Communiqués et Mobilisations / Nouvelles du Front! / Les éditions Anti-Impérialistes.

13



LIGNE ROUGE

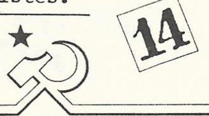
Mensuel

L.R. mai 85 - Communiqué de l'action des C.C.C. le 1er mai contre le siège de la F.E.B./

DOCUMENT DES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES: I.à propos de la lutte armée. II.lettre ouverte aux militants de base de P.T.B....et les autres. III.réponses concrètes à des questions concrètes.

Communiqué de l'action des C.C.C. contre le centre de logistique de la gendarmerie à Woluwé-St-Pierre/ Communiqués et mobilisations / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

14



50 FB / 7 FF

LIGNE ROUGE

Mensuel

L.R. juillet 85 - PCE(r) & GRAPO: intégration de l'Espagne dans l'OTAN / BR: communiqué de l'exécution de G.Guigni / BR: déclaration au procès de Turin / BR: communiqué de l'exécution de E.Tarantelli / Interview de la RAF Communiqués et mobilisations / Nouvelles du front / Les éditions anti-impérialistes.

15



LES EDITIONS ANTI-IMPERIALISTES.

Subversion n° 1 : 150 FB ; 120 pages

Subversion n° 2 : 150 FB ; 100 pages

Cahier Spécial Subversion : Brigade de Palmi des Brigades Rouges : 50 FB ; 25 pages

L'Abeille et le Communiste (BR) : 50 FB ; 20 pages

Ligne Rouge, chaque numéro : 30 FB ; 5 FF

Contact (sans autre mention)
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique

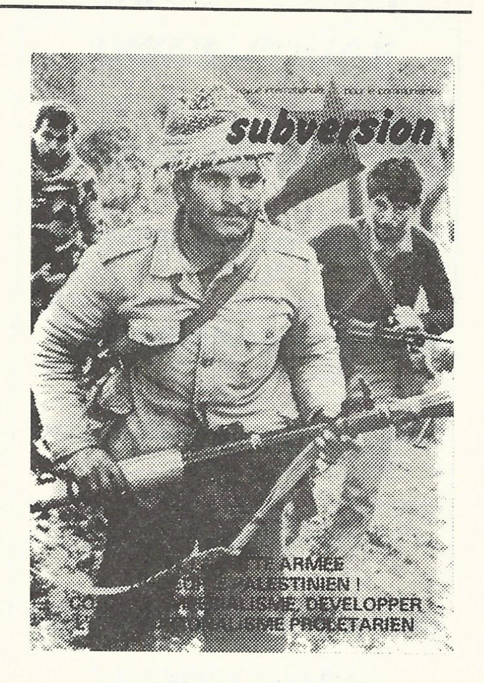
Correspondance Internationale :

n° 1 : 176 pages ; 35 FF

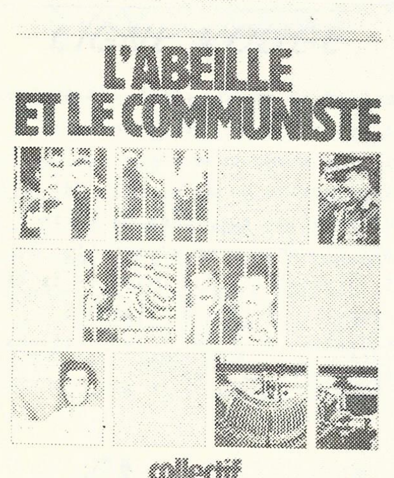
n° 2 : 200 pages ; 35 FF

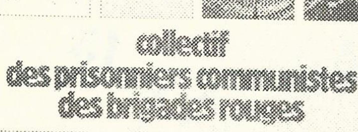
Contact :
c/o Librairie Parallèle,
47, rue St Honoré
75001 Paris
France





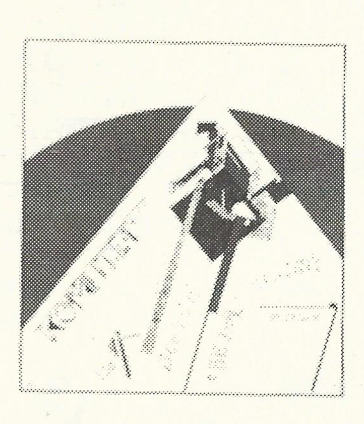








CORRESPONDANCES INTERNATIONALES



la crise du capital

Zusammen Kämpfen

Zeitung für die antiimperialistische Front in Westeuropa

Zusammen Kämpfen est un nouveau journal qui paraît clandestinement en RFA. «*Nous faisons ce journal car nous voulons la communication sur la politique révolutionnaire dans les métropoles d'Europe Occidentale. La communication et la discussion sont importantes pour apprendre. Nous voulons commencer à organiser cette communication. Pour le développement de la perspective communiste dans les métropoles, la pratique antagoniste et révolutionnaire est un moyen et un objectif. Sur l'analyse des conditions de lutte qui sont à connaître avant cette pratique, nous voulons publier dans ce journal :*
— les actions de la guérilla Ouest-européenne;
— les luttes révolutionnaires dans les prisons;
— les actions militantes de la résistance anti-impérialiste et social-révolutionnaire,
— les initiatives et campagnes politiques dans ce contexte,
— les analyses pour la pratique».

Prix : 30 FB
Pour obtenir un exemplaire de Zusammen Kämpfen, écrivez à Ligne Rouge.

s'Blättle

s'Blättle est un journal mensuel de contre-information qui paraît depuis quelques années à Stuttgart en RFA.
Il publie des textes des groupes militants de la région, du pays et du monde. Il s'agit d'analyses politiques sur la lutte anti-impérialiste, sur les luttes de libération des peuples de la périphérie et sur les mouvements en RFA.
Malgré la répression, le s'Blättle ne cesse de publier des déclarations de groupes armés, d'informer sur les conditions des prisonniers politiques et d'exprimer sa solidarité avec ceux-ci.
s'Blättle est un des derniers journaux de contre-information en RFA, qui n'a pas été cassé par la Sureté de l'Etat allemand.

Prix : 2,50 Marks
Adresse de contact : s'Blättle-Kollectif
Böblingerstrasse, 59
7000 Stuttgart-1
R.F.A.

DE KNIPSELKRANT

De Knipselkrant paraît dans trois langues : allemand, néerlandais et anglais. Il est hebdomadaire depuis 1978 et ses thèmes sont :
— la lutte armée en Europe Occidentale,
— la lutte des prisonniers politiques en Europe Occidentale,
— la résistance anti-impérialiste,
— le mouvement anti-nucléaire,
— l'anti-militarisme,
— la contre-insurrection,
— les services secrets et l'appareil policier,
— le fascisme nazi.
Le contenu est tiré de l'analyse de 175 journaux et revues, et de textes différents qui leur sont parvenus. De Knipselkrant est d'ailleurs TRES intéressé par des déclarations, traductions, revendications, etc... qui lui seraient envoyés.

Pour obtenir un abonnement, il suffit d'envoyer à l'adresse ci-dessous la somme que vous désirez et il vous sera expédié le nombre de numéros qui y correspond.

Adresse de contact : De knipselkrant
Postbus 7001
9701 J.A. Groningen
Nederland

RESISTANCE

Résistance, qui précédemment était inclus dans le trimestriel anarchiste Open Road, paraît depuis le n°9 du Printemps 85 de façon indépendante en raison des difficultés que cette coopération soulevaient au niveau de la fréquence de parution. Résistance publie essentiellement les documents et les analyses du «*front illégal*». Ce journal canadien de langue anglaise reprend des communiqués d'organisations combattantes anti-impérialistes d'Europe de l'Ouest, des Etats-Unis et du Canada. De brèves nouvelles du front et des critiques de la culture récupératrice bourgeoise complètent cette excellente publication.

Prix de l'abonnement annuel : 6$ Canadiens
et pour les institutions : 15$ Canadiens
Cotisation de soutien : 50$ Canadiens
Adresse de contact : Friends of Durruti
PO Box 790, Stn. A
Vancouver, BC
Canada V6C 2N6

Envoyez-nous chaque trimestre la liste de toutes nos revues qui vous parviennent, nous essaierons de la compléter, si vous le désirez.

Enviadnos cada trimestre la lista de todas nuestras revistas recibidas, trataremos de completarla si la deseàis.

Please send us every quarter the list of all the peridicals you recieved from us, and we will try to complete it, if you want us to do so.

Stuur ons elk trimester de lijst van al onze tijdschriften die u bereiken, indien u het wenst zullen we proberen ze te vervolledigen.

Senden Sie uns jedes Trimester die Liste all unserer Zeitschriften, die Sie erhalten, zu; wir werden versuchen Sie zu vervollständigen wenn Sie es wünschen.

Ogni trimestre comunicateci la lista delle riviste che avrete ricevito da noi. Se volete cercheremo di completarla.









Possibilité d'abonnement : nous vous proposons de nous verser une certaine somme d'argent et nous vous envoyons Ligne Rouge jusqu'à concurrence de cette somme.

Compte en banque : Collectif Ligne rouge
BP 1682 - Bruxelles 1 n° 310-0545817-84

IL BOLLETTINO

Bulletin de la Coordination des Comités Contre la Répression. Cette revue bimestrielle de contre-information ne publie pas de textes rédactionnels et ses grands axes sont les suivants :
contre la répression anti-populaire – contre la militarisation et la criminalisation – contre la différenciation – pour la défense de la contre-information – pour la lutte contre l'isolement pénitentiaire – pour créer la communication entre le prolétariat emprisonné et le reste du prolétariat métropolitain.

Prix au numéro : 4.500 Lires
Rédaction : c/o Libreria Calusca,
Corso Porta Ticinese 48
20123 Milano



Area Critica est une revue trimestrielle espagnole centrée sur les différentes formes de lutte en Espagne : anti-impérialiste, écologique, culturelle, anti-répressive,... Une large place est destinée aux luttes révolutionnaires en Europe de l'Ouest et dans le monde.

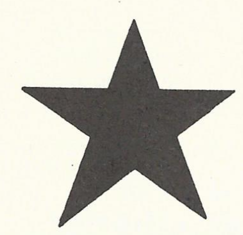
Prix au numéro : 150 Pesetas
Prix de l'abonnement à 12 n^{os} : 2.500 Ptas
Adresse de contact : Apartado de correos
18.085 . 28080
Madrid-15
Espagne

Subversion ★

Subversion est édité en Suisse, il est composé de textes et déclarations des organisations armées en Europe. Ces textes constituent des dossiers «*Internationale Solidarität*» qui regroupent aussi toutes les déclarations et les communiqués d'actions dédiées aux membres et à l'organisation dont traite chaque dossier. Ainsi sont déjà parus des numéros sur l'Espagne : GRAPO, PCE(r); l'Allemagne : RAF, ...

Adresse de contact : Subversion
Postfach 853
CH-8025 Zürich
Suisse

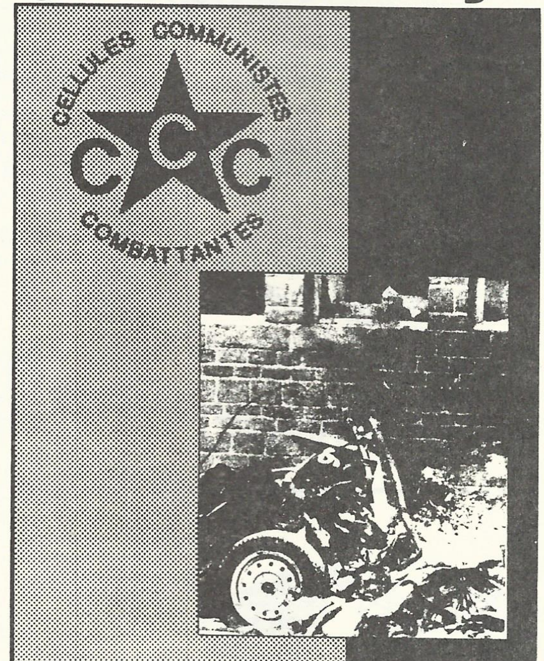






Nu beschikbaar in Nederlands:

guerrillastrijd



in belgië

Kommunikees van de Cellules Communistes Combattantes bomaanslagen op

- -Litton Business te Evere. 2.10.84
- -M.A.N. te Dilbeek. 3.10.84
- -Honeywell te Evere. 8.10.84
- -J. Rey/P. Hymans centrum te Elsene. 15.10.84 en het sekretariaat van de C.V.P. te Gent. 17.10.84
- -telekommunikatiecentrum te Bierset. 26.11.84
- -N.A.T.O. oliepijpleidingennet (6). 11.12.84
- -N.A.T.O. centrum-Shape support group-te Sint-Stevens-Woluwe. 15.01.85

Vraag het aan: **BP 1682**
Brussel 1
(zonder de naam van het tijdschrift te vermelden)

Prijs: **90 BF**

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat à la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivement oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous espérerons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales, etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialisme, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil - qui est le leur.

Contact :
Ligne Rouge
6, rue du Conseil
1050 Bruxelles
Belgique